

bulletin



Le magazine du Credit Suisse Numéro 5 Décembre 2006

La Suisse

Baromètre 2006 Emploi, santé, AVS

Identité suisse L'économie, élément fédérateur

Suisse Prévisions économiques 2007

Etats-Unis Boston, capitale des nanotechnologies

Russie L'optimisme est de mise

Chine Sur la voie de la croissance durable

«Toute la mer monte pour une pierre qu'on y jette.»

Blaise Pascal (1623-1662), philosophe et mathématicien



EMPIRIS: La fondation d'utilité publique pour

La recherche
La science
La formation

empiris < >

La fondation d'utilité publique EMPIRIS vous permet, en tant que donateur, de soutenir des projets dans les domaines de la recherche, de la science et de la formation, selon vos préférences. Jetez une pierre. Grâce à vos dons, vous contribuez à une évolution positive du monde.

Nous restons à votre disposition pour répondre à vos questions et vous proposons volontiers nos conseils en matière successorale et fiscale (en Suisse): Fondation d'utilité publique EMPIRIS, Schanzeneggstrasse 3, CH – 8070 Zurich
Téléphone +41 44 332 05 01, Fax +41 44 332 05 02, www.empiris.ch, info@empiris.ch



La Suisse est le pays le plus compétitif du monde. Voilà la conclusion du dernier Rapport sur la compétitivité globale publié par le Forum économique mondial. Même s'il faut toujours être prudent vis-à-vis de ce genre de classement, nous avons des raisons d'être fiers. La Suisse est sur la bonne voie.

Grâce à l'enquête du Bulletin sur l'identité suisse (page 6), nous savons maintenant que l'économie est pour les Helvètes un important facteur d'identification nationale. A l'origine de ce sentiment de fierté, le succès mondial que connaissent des secteurs comme la banque et l'industrie pharmaceutique ainsi que certaines grandes marques suisses, notamment dans l'horlogerie et l'industrie des machines. Certes, les valeurs politiques telles que la neutralité et l'indépendance sont essentielles, mais les éléments économiques suscitent davantage la fierté de la majorité des Suisses.

D'un autre côté, le chômage, la santé et la prévoyance vieillesse se retrouvent pour la sixième fois consécutive en tête du Baromètre des préoccupations publié par le Credit Suisse (page 14). La plupart des points faibles de la Suisse concernent directement l'Etat: surabondance de lois, complexité du système de santé, impôts trop élevés, manque de justice fiscale, incapacité à mener des réformes et excès de possibilités de blocage.

Au vu des résultats de l'enquête, il importe de ne pas se concentrer sur les faiblesses de la Suisse, mais de saisir les chances que représentent les principaux points forts du pays, à savoir la qualité, la formation, la paix et la sécurité. Les facteurs d'identification économiques évoqués plus haut constituent à cet égard une excellente base.

Cependant, ces points forts ne sont pas immuables. Les entreprises qui doivent s'imposer dans un environnement global toujours plus compétitif en font chaque jour l'expérience. Si elles réussissent, leur volonté de performance, leur esprit d'initiative et leur sens des responsabilités doivent leur valoir une reconnaissance sociale et financière, et non pas faire l'objet de jalousies ou de critiques. Car il ne s'agit pas de défendre les priviléges et le statu quo, mais d'orchestrer les changements avec courage. Il est grand temps de s'élever contre l'esprit de revendication croissant envers l'Etat, qui ressort également de l'enquête, et d'être tous acteurs de notre avenir.

René Buholzer, responsable Public Policy

Sensuel par nature

Le design extraordinaire du nouveau Nokia 8800 Sirocco Edition exhale une harmonie naturelle et une élégance pure. Les lignes souples inspirées de la nature, le boîtier en acier poli doté d'un verre saphir anti-rayures et les mélodies d'appel envoûtantes de Brian Eno, célèbre compositeur et pionnier de la musique d'ambiance soulignent ce caractère unique. Le Nokia 8800 Sirocco Edition. Une vision unique.

www.nokia.ch/8800sirocco

**NOKIA
8800**
Sirocco Edition



NOKIA
Connecting People



Depuis maintenant trente ans, le Bulletin analyse les problèmes de la Suisse au moyen du « Baromètre des préoccupations ». Les principaux soucis de la population font naturellement l'objet de l'attention particulière des hommes politiques, des médias et des milieux économiques. A juste titre, car les Suisses ne sont pas un peuple d'éternels grincheux. Une seconde enquête du Bulletin, intitulée « Identité suisse », donne une image de renouveau. Au regard d'un environnement largement intact, l'urbanisation croissante et la mondialisation ont cessé de faire peur. La confiance en soi s'est renforcée et se reflète notamment dans le fait que les Suisses sont (à nouveau) fiers de leur pays : la Suisse existe.

La Suisse	06	Identification La vigueur économique, motif de fierté
	12	Première citoyenne Christine Egerszegi veut renforcer la cohésion nationale
	14	Baromètre des préoccupations 2006 Le chômage (un petit peu) moins menaçant
	18	Table ronde Quel profit la Suisse tire-t-elle de la mondialisation ?
	22	Au nom de la Suisse Un voyage photographique dans les « Suisses » du monde
	30	Conquête culturelle Le « Colegio Suizo » de Mexico, tremplin pour l'université
	32	Carrière Un Suisse à la tête de l'hôtel le plus coté de Monte-Carlo
	34	Association suisse à Hongkong Raclette et bateaux dragons
	35	Solidarité Un ex-banquier helvétique délégué du CICR au Pakistan
	36	Mission divine Des moines d'Einsiedeln dans la pampa argentine
	38	Retraite au soleil Un repos bien mérité à Ibiza
Credit Suisse Business	40	150 ans Kaléidoscope des festivités pour l'anniversaire du Credit Suisse
	42	En bref Actualités de l'univers du Credit Suisse
	44	Swiss Venture Club La locomotive de tête de l'économie suisse
	46	Petit glossaire Trois termes du monde de la finance
Credit Suisse Engagement	48	Maladies du cerveau L'« Empiris Award in Brain Diseases » encourage la recherche
	50	Formule 1 Le bilan de Mario Theissen : Un retard réduit de moitié
	51	Pot-pourri L'année 2007 débute sous le signe du cheval
	52	Rétrospective Auguste Rodin « Le Penseur » et « Le baiser » à Londres et à Zurich
	54	Notes pour les professeurs Prix pour les meilleurs du corps universitaire suisse
	55	Chômage des jeunes Ensemble à l'assaut du problème
Research Monthly	>	Notre cahier financier : un journal dans le journal
Nouveau en 2007		Le Research Monthly paraîtra uniquement sous forme de publication autonome. Abonnement gratuit au moyen du bon de commande ci-joint
Economie	56	Suisse La croissance se poursuivra en 2007
	60	Etats-Unis A Boston, l'infiniment petit se décline en grand
	64	Russie L'optimisme est de mise dans le pays
	66	Chine La longue marche vers une croissance durable
	69	Notes de lecture Guide pratique d'ouvrages économiques
Leaders	70	Ernest-Antoine Seillière A Bruxelles au service de 20 millions d'entreprises
De clic en clic	74	@propos A la rencontre des différentes générations d'internautes
	74	emagazine Forum en ligne avec le gagnant d'un Credit Suisse Sports Award
Impressum	69	Renseignements utiles sur le Bulletin

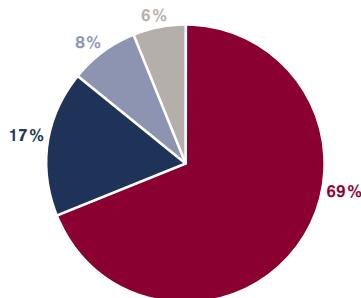


Trois caractéristiques associées à la Suisse
« Citez trois caractéristiques qui, à vos yeux, symbolisent la Suisse. »



Qualité de l'économie suisse

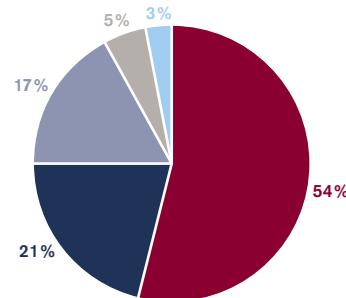
Pour certains, la reprise économique reste une chimère, mais 88% des personnes interrogées estiment que l'économie suisse se porte mieux que celle des pays voisins.



Question : « Selon vous, l'économie suisse se porte-t-elle plutôt bien, très bien ou pas vraiment bien par rapport aux économies étrangères, ou n'avez-vous pas de réponse ? »

Fierté d'être Suisse

Les Suisses ont à nouveau confiance en eux : seuls 5% affichent un manque total de fierté.



Question : « Etes-vous fier d'être Suisse ? Diriez-vous que vous êtes plutôt fier, très fier, pas vraiment fier, pas du tout fier, ou n'avez-vous pas de réponse ? »

Les points forts de la Suisse

Question : « Quels points forts de la Suisse ont été au cœur de l'actualité ces derniers temps ? »
(Plusieurs réponses possibles)

Neutralité → 45%

Qualité → 42%

Education/formation → 36%

Participation → 35%

Paix → 35%

Place financière/banques → 28%

Stabilité → 25%

Ordre/propreté → 25%

Mélange des cultures → 23%

Libertés individuelles → 23%

Loisirs/tourisme → 22%

Protection sociale → 18%

Système de santé → 15%

Les points faibles de la Suisse

Question : « Quels points faibles de la Suisse ont été au cœur de l'actualité ces derniers temps ? »
(Plusieurs réponses possibles)

Surabondance de lois → 52%

Complexité du système de santé

→ 48%

Charges fiscales trop élevées → 44%

Manque de justice fiscale → 38%

Incapacité à mener des réformes → 28%

Excès de possibilités de blocage → 26%

Dépendance à l'égard de l'étranger → 26%

Excès de composantes multiculturelles → 23%

Absence d'acteurs politiques forts → 22%

Dépendance à l'égard de l'UE → 21%

Repli sur soi → 19%

Non-adhésion à l'UE → 19%

Grenouillage et ententes entre entreprises → 17%

Six caractéristiques de l'identité suisse

- 1. L'économie et la politique sont deux piliers de l'identité suisse, qui comporte plus de points forts que de points faibles.**
- 2. La force identitaire de la politique se base sur la confiance en l'exception suisse de l'indépendance, de la neutralité et du modèle participatif impliquant chaque citoyen et chaque acteur de l'Etat.**
- 3. La force identitaire de l'économie se base sur la confiance en la robustesse et la qualité de l'économie nationale, tant dans les secteurs classiques de l'horlogerie et des machines que dans ceux, plus modernes, de la finance et de l'industrie pharmaceutique.**
- 4. La complexité du système politique et les contraintes légales représentent une véritable faiblesse politique du pays.**
- 5. Le manque d'emplois et de places de formation représente une véritable faiblesse économique du pays.**
- 6. L'esprit de revendication nettement plus marqué envers l'Etat représente une véritable faiblesse sociale du pays.**

«La Suisse n'existe pas.» Cette petite phrase de l'artiste Ben Vautier, devise du pavillon suisse à l'Exposition universelle de Séville en 1992, avait littéralement ébranlé le pays : la Suisse en serait-elle réduite à ne se définir qu'en termes négatifs ? Quatorze ans plus tard, nous pouvons constater le contraire. La grande majorité de nos concitoyens revendentiquent leur appartenance à leur pays et aux composantes essentielles de son identité. Une autre devise présentée à Séville est désormais à l'ordre du jour : «Je pense, donc je suisse.»

Un examen réaliste de la situation

L'enquête «Identité suisse», effectuée pour la troisième année consécutive par l'Institut de recherches gfs.berne, conserve cependant un certain esprit critique dans la présentation de ses résultats. Le recul de l'adhésion au système de concorde, où tous les grands partis sont représentés au gouvernement, est un signal fort à l'encontre des politiciens, d'autant que la polarisation politique semble bien s'être installée dans les mentalités et ne plus représenter une menace sérieuse pour l'identité suisse. Serions-nous en train de nous diriger vers un système concurrentiel, où le gouvernement fait face à l'opposition ?

«Notre pays se trouve en proie à deux problèmes : son système politique complexe et ses contraintes légales, estime Lukas Golder, directeur du projet. Au niveau économique, cela se traduit par un manque d'emplois et de places de formation. La peur du chômage se retrouve d'ailleurs en tête du Baromètre des préoccupations.»

Etre Suisse avant d'être Européen ou citoyen du monde

75% des personnes interrogées sont fières d'être Suisses (voir graphique en haut de la page 8). Ce pourcentage correspond plus ou moins à celui des études précédentes (78% en 2005 et 73% en 2004); la légère baisse de cette année reste dans la marge de tolérance statistique ($\pm 3,1\%$) et ne revêt pas d'importance particulière. Les Suisses s'identifient surtout à leur commune de résidence (33%), au pays tout entier (26%), à leur canton (21%) et, dans une moindre mesure, à leur région linguistique (13%). Ils ne sont par contre que respectivement 4% et 3% à citer les grandes entités que sont l'Europe et le monde. S'il est vrai que ce dernier résultat était prévisible, les différences entre cantons sont, elles, plus intéressantes : les cantons d'Argovie, de Thurgovie et de Zurich font preuve d'une identification beaucoup moins prononcée que les Grisons, le Tessin ou le Valais. Pour ce qui est de l'entité géographique citée en deuxième position, on constate également que le pays et le canton se placent après la commune, tout comme l'année passée. Mais à l'heure de la mobilité individuelle et de la fusion des communes, on s'aperçoit que ces dernières ont de plus en plus de mal à défendre leur prépondérance.

La sécurité et la paix, des valeurs refuges

«Citez trois caractéristiques associées à la Suisse...» Difficile de se prononcer, n'est-ce pas ? L'enquête indique pour la troisième

fois consécutive des réponses presque identiques (voir graphique page 7), à savoir la sécurité et la paix (21%, contre 28% et 29% les années précédentes). Sont évoqués ensuite la neutralité (20%) puis, en hausse, l'ordre et la précision. Les facteurs «liberté/liberté d'expression» et surtout «démocratie directe/participation» ont en revanche cédé du terrain. Doit-on voir là un désaveu rampant de la politique ? Quoi qu'il en soit, les notions symboliques telles que la propreté ou le paysage recueillent désormais plus de suffrages que les facteurs politiques.

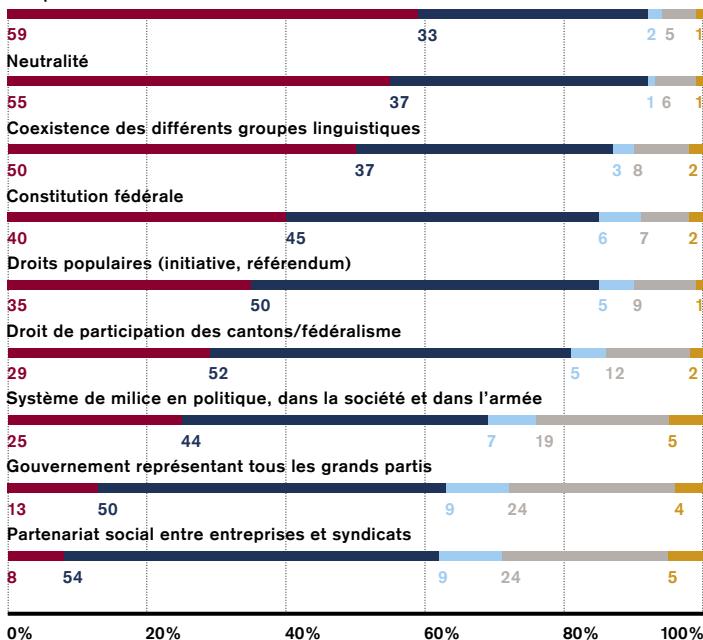
Parmi les points forts de la Suisse qui accentuent nettement le sentiment d'identité, l'économie occupe une très bonne place (voir graphique au bas de la page 8). Si elles ne pouvaient donner qu'une réponse, les personnes interrogées citeraient la qualité suisse (15%), la paix (13%) et la place financière (9%). Viennent ensuite, avec un certain écart, la neutralité, la démocratie directe, les libertés individuelles, l'éducation, la protection sociale, le système de santé et le mélange des cultures. La possibilité de réponses multiples profite surtout aux facteurs neutralité, éducation et démocratie directe.

Avec 74% de réponses, l'immigration est perçue une fois de plus comme la principale menace pour l'identité suisse. L'ouverture internationale (59%) et le blocage des réformes (56%) sont aussi largement mentionnés, ce qui n'est guère surprenant. L'égoïsme, cette année encore, est considéré comme une menace de la >

Fierté à l'égard de la politique suisse

Question: «Quelles sont les spécificités politiques suisses dont vous êtes le plus fier? Sur la liste suivante, indiquez si vous en êtes très fier, plutôt fier, pas vraiment fier ou pas du tout fier, ou si vous n'avez pas de réponse.»

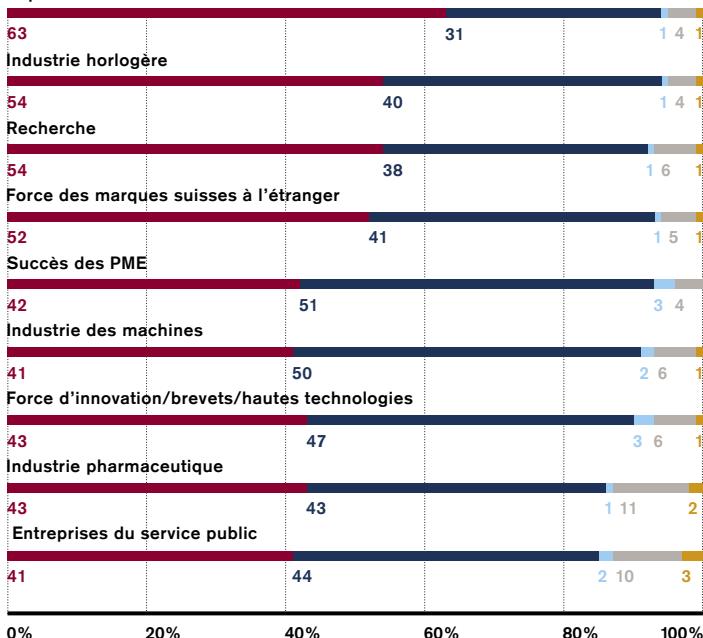
Indépendance



Fierté à l'égard de l'économie suisse

Question: «Quelles sont les spécificités économiques suisses dont vous êtes le plus fier? Sur la liste suivante, indiquez si vous en êtes très fier, plutôt fier, pas vraiment fier ou pas du tout fier, ou si vous n'avez pas de réponse.»

Réputation internationale



force identitaire par une grande partie des répondants (57%), ce qui tend à accentuer la différence entre la perception de soi et celle des autres. Car autant nos concitoyens reconnaissent dans l'enquête que leurs revendications envers l'Etat se font de plus en plus nombreuses, autant ils estiment qu'en ce qui les concerne, ils en font déjà bien trop pour la collectivité.

Fiers de la qualité et des marques connues à l'étranger

Comme en 2004 et en 2005, l'enquête fait apparaître de bons résultats pour l'économie de notre pays qui, par rapport aux économies étrangères, se porte «très bien» pour 17% et «plutôt bien» pour 69% des personnes interrogées (voir graphique en haut de la page 8). Aucune raison donc de céder au pessimisme économique, comme pourrait le laisser penser le Baromètre des préoccupations. Nos compatriotes ont confiance à long terme dans les éléments-clés de l'économie, même s'ils expriment quelques inquiétudes à court terme. Ils mettent notamment en avant les points suivants (voir graphique ci-contre): la réputation internationale quant à la qualité (94% de «très fiers» et «plutôt fiers»), l'industrie horlogère (94%), les marques connues à l'étranger (93%), le succès des PME (93%), la recherche (92%), l'industrie des machines (91%) et la capacité d'innovation/les hautes technologies (90%). Arrivent ensuite l'industrie pharmaceutique (86%), les entreprises du service public (85%), la place financière (81%), les groupes internationaux domiciliés en Suisse (80%) et le secret bancaire (76%). Pour les trois quarts de la population, ce dernier facteur n'est pas le synonyme d'une activité lucrative mais bien plus une caractéristique majeure du pays, dont ses habitants peuvent être fiers. D'une manière générale, les résultats obtenus dans le domaine de l'économie sont nettement supérieurs à ceux de la politique et pourraient même être encore améliorés.

De ce fait, l'économie est pratiquement absente de la liste des points faibles de la Suisse. Ceux-ci sont renvoyés à la politique, accusée d'entraver à la fois les citoyens et les entreprises. A titre d'exemple, le «manque d'innovation dans les domaines économique et social» n'arrive qu'en quinzième place.

Nos concitoyens jugent néanmoins que les milieux économiques peuvent et doivent faire davantage pour le pays: selon eux, ils ne contribueraient pas suffisamment à la création d'emplois et de places de formation, et ils ne paieraient pas assez d'impôts. Un reproche qui s'adresse beaucoup plus aux grandes entreprises qu'aux PME et qui s'expliquerait par le fait que les grands groupes sont réputés détenir plus de potentiel et que leur contribution

Une recette fiscale de 10 milliards de francs Sur les cent plus grands groupes mondiaux, cinq sont suisses. Le Credit Suisse, Nestlé, Novartis, Roche et UBS emploient à eux seuls près de 80 000 collaborateurs en Suisse. Ils sont aussi une véritable aubaine pour les caisses de l'Etat, comme le fait ressortir une étude d'Avenir Suisse, puisqu'ils versent chaque année environ 10 milliards de francs au fisc. A Zurich et à Bâle, ils représentent la moitié de tous les impôts des entreprises. Ces groupes proposent en outre un nombre important de places d'apprentissage : à lui seul, le Credit Suisse permet à un millier de jeunes de suivre une formation, dont environ 600 disposent d'une place d'apprentissage. S'ajoutent à ce chiffre des places de formation pour les porteurs de maturité, les étudiants et les jeunes diplômés. Pour plus d'informations : www.credit-suisse.com/careers.

effective, notamment à la formation et à l'embauche, est généralement sous-estimée (voir encadré ci-dessus).

Un système de concordance en difficulté

Penchons-nous maintenant sur les valeurs politiques qui suscitent la fierté des Suisses. Alors que dix facteurs économiques obtiennent un résultat supérieur à 40% de « très fiers », il n'en reste que quatre en politique : l'indépendance (59%), la neutralité (55%), la coexistence des différents groupes linguistiques (50%) et la Constitution fédérale (40%). Les droits populaires (35%), le fédéralisme (29%), le système de milice (25%), le système de concorde (13%) et le partenariat social (8%) ont nettement perdu de l'importance, sans toutefois basculer dans le camp des points faibles. Si l'on ajoute les taux de « fiers », le tableau demeure quasiment inchangé (voir graphique en haut de la page 10), sauf pour le partenariat social (54%).

Lukas Golder surveille ces chiffres avec attention : « Le système de concorde a du plomb dans l'aile. De 79% de personnes très fières ou plutôt fères en 2004 d'un gouvernement réunissant tous les grands partis, nous sommes tombés à 63% en 2006. Ce recul correspond environ à 750 000 personnes. Parmi toutes les composantes de la politique suisse, il s'agit de celle qui a, et de loin, perdu le plus de sa force identitaire. »

Lorsque plusieurs réponses ont été données, les points faibles relevés sont, dans l'ordre décroissant : la surabondance de lois, la complexité du système de santé, les charges fiscales trop élevées, le manque de justice fiscale, l'incapacité à mener des réformes et l'excès de possibilités de blocage (voir graphique au bas de la page 8).

Dans le cas où elles sont priées de ne donner qu'une réponse, les personnes interrogées s'inquiètent beaucoup moins de la profusion de lois et du blocage des réformes que des problèmes ayant un impact direct sur l'individu. D'ailleurs, le manque d'acteurs forts sur la scène politique vient de faire son entrée dans le classement des six principaux points faibles. Le problème de l'immigration qui, nous l'avons déjà évoqué, met à mal la force identitaire est corrélé avec deux points faibles souvent nommés, à savoir la dépendance à l'égard de l'étranger et le multiculturalisme.

Un appel clair aux politiques

Le problème du blocage des réformes est souvent cité, et notre enquête ne fait pas exception, mais il serait trompeur d'y voir un besoin urgent de réformes. Seuls 15% des Suisses estiment que

notre système politique doit être fondamentalement reconstruit. Ce pourcentage est inférieur à celui de 2004 et nettement moindre que celui obtenu lors d'une enquête similaire en 1997, soit 21%. En revanche, 43% jugent l'Etat trop bureaucratique (tendance nettement à la hausse), 30% pas assez attentif (en baisse), tandis que 25% pensent qu'il se charge de trop de choses (en hausse).

Les principaux objectifs politiques restent la sécurité de l'AVS/AI (97%) et la croissance économique (97%), la lutte contre la criminalité et le terrorisme (95%) ainsi que la lutte contre la hausse des dépenses de santé (94%) et des dépenses fédérales (94%). Suivent également la promotion de l'éducation (94%), la réduction de la bureaucratie (91%), la promotion des activités indépendantes (90%), la meilleure conciliation de la famille et du travail (88%) et la stabilisation des émissions de gaz à effet de serre (88%).

Dans le cas d'une réponse unique, la sécurité de l'AVS/AI arrive largement en tête avec 24%, devant le système de santé (11%) et la croissance économique (10%). Vient ensuite le souhait d'une meilleure conciliation du travail et de la famille (8%), une requête adressée tant aux responsables économiques qu'aux hommes politiques.

L'individu est peu enclin à s'engager davantage

Cependant, les milieux politiques ne devront pas se faire beaucoup d'illusions quant aux contributions volontaires de la population. 71% des répondants considèrent en effet que leurs impôts sont trop élevés et 51% trouvent que l'Etat n'en fait pas assez pour la collectivité. Ils se sentent apparemment délaissés par l'Etat, puisqu'ils sont 56% à qualifier ses prestations d'insatisfaisantes. Un constat d'autant plus alarmant que beaucoup estiment déjà, indépendamment des impôts, en faire trop pour la collectivité.

Cette tendance ne doit pas être interprétée comme un simple accès d'égoïsme ou comme la conséquence d'un esprit de revendication plus marqué. Ainsi que le montre le Baromètre des préoccupations, nombreux sont nos concitoyens, notamment dans les couches moyennes de la population, à se sentir « spoliés » par l'Etat. Et il est bien connu qu'en Suisse, le peuple a toujours raison. <

Le rapport final de 30 pages sur l'économie, composante de l'identité suisse, ainsi que de nombreux graphiques sont disponibles sur www.credit-suisse.com/emagazine.

« Je veux renforcer la cohésion de la Suisse »

Femme politique, Christine Egerszegi-Obrist voit les préoccupations de la Suisse différemment du reste de la population. La prévoyance vieillesse, par exemple, n'est pas pour elle source d'inquiétude, dans la mesure où les problèmes sont clairement identifiés. Entretien avec la présidente radicale du Conseil national en 2007.

Interview : Andreas Schiendorfer

Bulletin: Madame Egerszegi, quelles sont vos cinq plus grandes préoccupations en tant que citoyenne suisse ?

Christine Egerszegi : 1) l'assainissement de l'assurance-invalidité, 2) le chômage des jeunes, 3) la compétitivité de nos entreprises à l'étranger, 4) la concordance, et 5) la cohésion des quatre cultures (linguistiques).

Votre classement est passablement différent de celui du Baromètre des préoccupations. Prenons la prévoyance vieillesse, qui est un de vos chevaux de bataille...

Oui, je suis en plein milieu de la onzième révision de l'assurance vieillesse et survivants (AVS). La prévoyance vieillesse n'est pas sur ma liste, car nous savons où résident les problèmes : les gens vivent plus longtemps et le taux de natalité baisse. Il est possible, par exemple, de calculer exactement combien de rentes arriveront à échéance en 2040. Et ce qui est planifiable peut aussi être résolu.

Par contre, vous citez l'assurance-invalidité, qui ne concerne qu'un petit nombre.

Rien n'est plus trompeur. La principale menace qui pèse sur nos institutions sociales à l'horizon de dix ans vient de l'assurance-invalidité (AI). Cette dernière accuse un déficit annuel de 1,5 milliard de francs, qui est justement couvert par le fonds de compensation de l'AVS. Et c'est largement

à l'assurance-invalidité que sont dues les fortes augmentations de primes de la prévoyance professionnelle. Nous devons procéder au découplage des institutions sociales et, une fois les finances de l'assurance-invalidité assainies, faire coïncider cotisations et prestations. Il faut réviser les prestations de l'assurance-invalidité, ce qui exigera le relèvement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et des cotisations salariales. D'une manière générale, nous devons avoir un autre rapport aux assurances sociales, qui ont pour mission d'assurer un filet de protection et non de garantir la prospérité.

Vous avez mentionné le chômage des jeunes et pas le chômage en général.

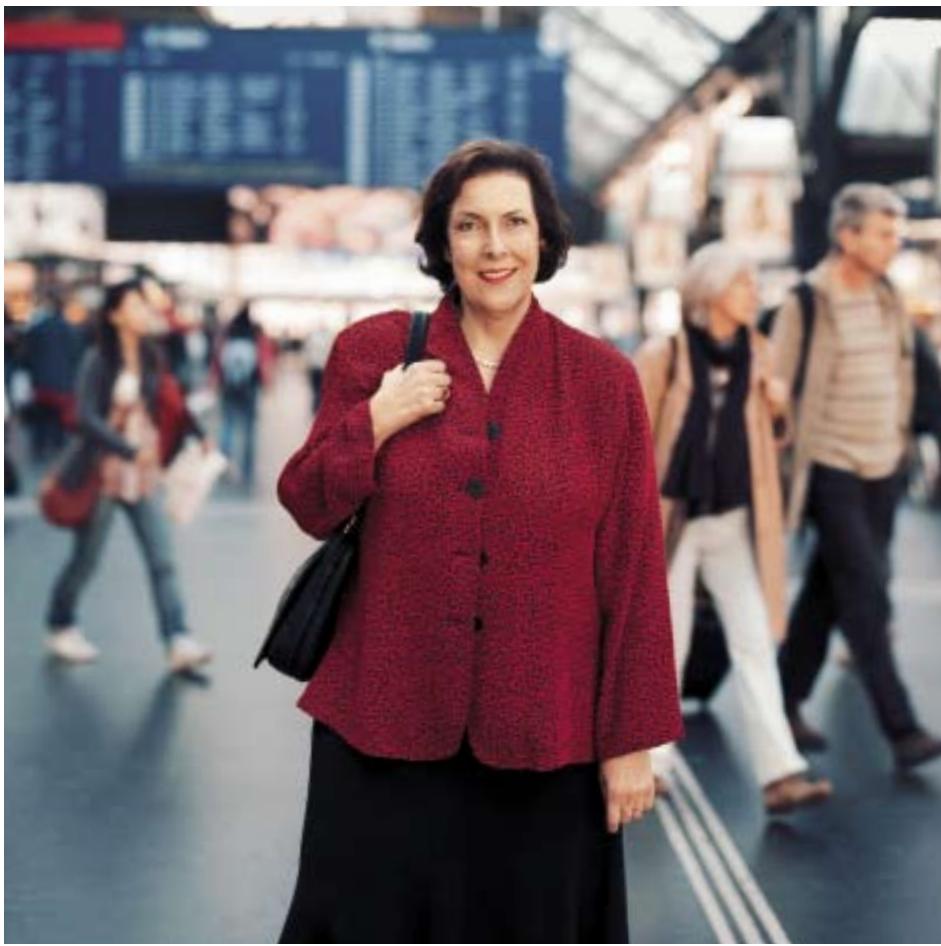
Je comprends que le chômage soit le souci numéro un de la population. Mais si nous comparons notre taux de chômage avec celui de nos voisins, nous devons reconnaître que le nôtre a de quoi faire rêver, et son évolution reste positive. Par contre, la situation est loin d'être rose pour les jeunes. Nous manquons de places de stage et d'apprentissage. Il est regrettable que beaucoup d'entreprises, pour des raisons de temps et d'argent, n'offrent plus de possibilités de formation. A court terme, il n'y a pas de problème grâce aux accords bilatéraux ; mais ne serait-il pas plus judicieux sur le long terme de former et façonner nous-mêmes nos futurs professionnels ? Les coûts économisés se reportent sur les prestations sociales.

Autre mot-clé : le coût de la santé.

Le problème n'est pas facile à résoudre malgré la croissance économique. N'oublions pas qu'il y a environ un million de personnes qui vivent directement ou indirectement du secteur de la santé. Et bien sûr, aucune ne veut gagner moins. Nous devons faire une distinction plus nette entre une assurance-risque comme l'AVS ou l'AI, qui verse des rentes financées par les impôts, et l'assurance-maladie, où chacun achète des prestations. Or pour comprimer les coûts, il importe de limiter les doubles prestations. Par ailleurs, la santé est un secteur qu'il faut absolument harmoniser au niveau national. Car les caisses-maladie permettent actuellement à un patient d'aller dans un centre de réhabilitation à l'étranger, mais pas dans le canton d'à côté.

L'asile politique est également important dans le Baromètre des préoccupations.

Comme mon nom l'indique, j'ai été mariée avec un Hongrois, un réfugié de 1956 (il est malheureusement décédé il y a deux ans). Les Suisses doivent accueillir chez eux réfugiés et requérants d'asile selon les règles de l'hospitalité. En revanche, nous attendons aussi de nos « hôtes » qu'ils respectent les bienséances et n'exigent pas plus de droits que le reste de la population. Le vote de septembre nous a fait faire un grand pas dans la bonne direction. Dans deux ans, le



Une battante au souffle musical Directrice de l'école de musique de Mellingen, Christine Egerszegi a saisi très tôt les possibilités de la musique pour jeter des ponts entre les hommes. Mais elle a également vécu l'exclusion tout à fait légale de la caisse de pension des professeurs de musique à temps partiel. C'est contre de telles inégalités que se bat depuis des années la nouvelle présidente du Conseil national, entrée en politique en 1989 au Grand Conseil du canton d'Argovie. La première citoyenne de Suisse veut renforcer les relations entre des groupes de population ayant peu de points communs.

résultat de l'enquête sera certainement très différent sur ce point.

Qu'en est-il de la «nouvelle pauvreté»?

La pauvreté n'a rien de nouveau à mon avis. Ce qui l'est, par contre, c'est qu'on en parle ouvertement. Tant mieux. Encore faudrait-il savoir ce qu'on entend exactement par pauvreté. Aujourd'hui, semble-t-il, les pauvres sont ceux qui n'ont pas accès à des prestations disponibles pour tous. Une approche aussi matérielle, qui ne prend pas en considération la situation personnelle des gens, ne peut me convenir. Etant donné le bon fonctionnement de notre filet de protection sociale, je ne trouve pas que la pauvreté soit un problème prioritaire en Suisse. J'estime plus important, par exemple, qu'on puisse concilier famille et métier. Un point où il reste beaucoup à faire.

Dans la votation du 26 novembre, il était question des allocations familiales...

... et donc de l'abolition des obstacles bureaucratiques nuisant à la mobilité. L'allégement fiscal des familles doit aller nettement plus loin. En tout cas, la «pénalisation fiscale» du mariage a été supprimée. Nous voilà par conséquent en bonne voie à l'échelle de la Confédération. Aux cantons d'agir, maintenant. Pourquoi peut-on, par exemple, déduire des impôts les frais de déplacement, mais pas ceux de garde d'enfants? Et il faudrait être utopiste pour penser que les allocations de formation couvrent vraiment les frais...

Dans l'enquête sur l'identité suisse, les personnes interrogées devaient citer les caractéristiques qui, à leurs yeux, symbolisaient la Suisse. Pour lesquelles opteriez-vous?

Je dirais fiabilité, qualité, ponctualité, stabilité et esprit d'innovation. Une bonne combinaison entre tradition et innovation. Mentionnons aussi que la Suisse est le domicile d'entreprises internationales, qu'elle ne possède pas de richesses minières et qu'elle est un grand pôle de recherche. Par ailleurs, la Suisse est un pays qui n'a pas connu de guerre depuis de nombreuses décennies. Rien de cela n'est le fait d'un gouvernement ou d'un parti, mais a été obtenu grâce au mérite de plusieurs générations.

Une dernière question: quels sont vos objectifs en tant que présidente du Conseil national en 2007?

La Suisse est une «Willensnation», un pays né de la volonté collective, un pays où les habitants veulent vivre ensemble. Je voudrais à nouveau le rappeler et tout mettre en œuvre pour renforcer la cohésion nationale. <



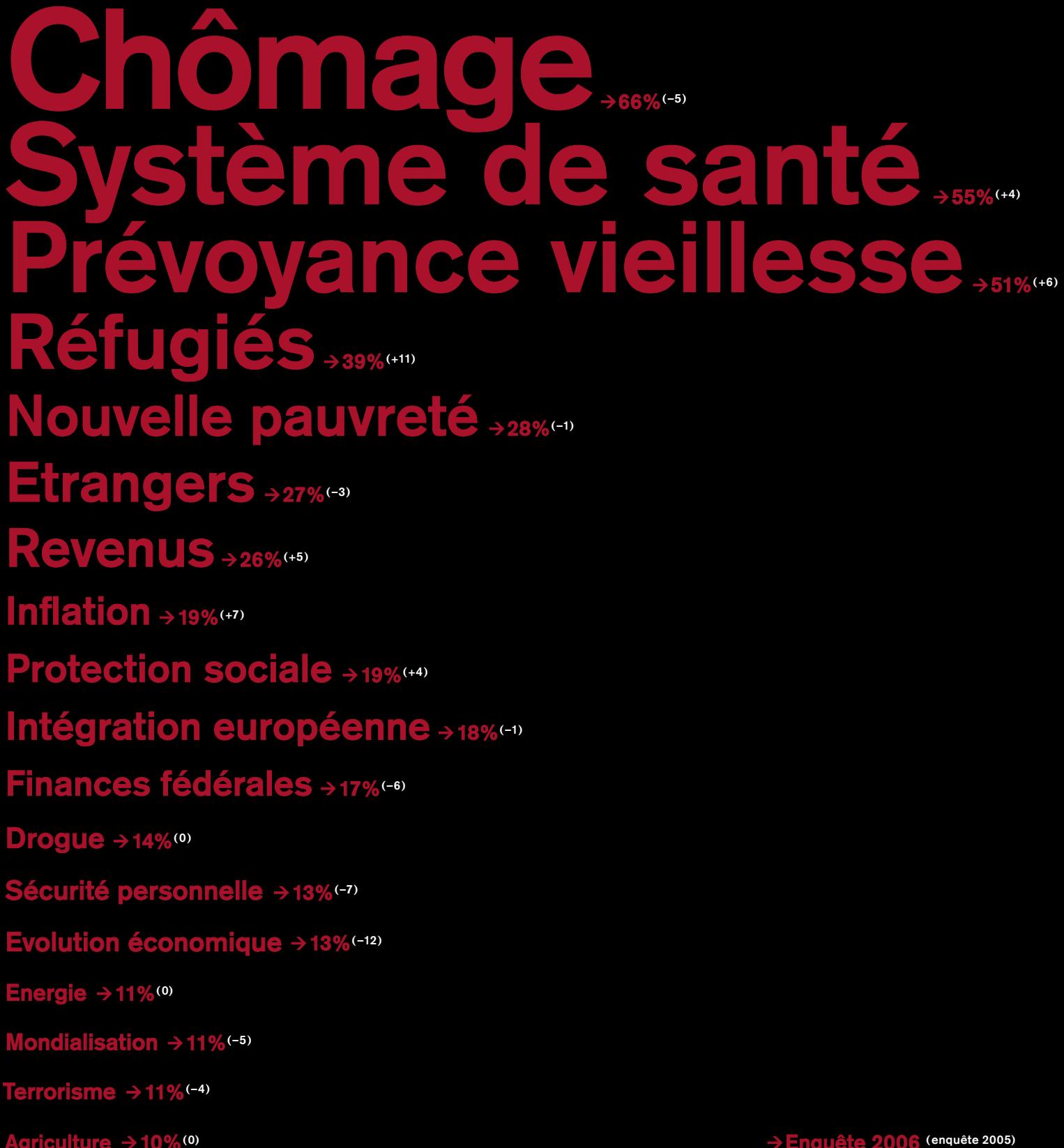
2006

Baromètre des préoccupations Un (léger) vent d'optimisme

Quelles sont les principales craintes des Suisses ? Voilà la question à laquelle le Bulletin répond chaque année depuis trente ans. Pour la sixième année consécutive, le Baromètre des préoccupations place en tête les trois mêmes soucis, à savoir le chômage, le système de santé et la prévoyance vieillesse. Cette enquête représentative a cependant révélé en 2006 quelques résultats inédits.

Perception des problèmes 2006

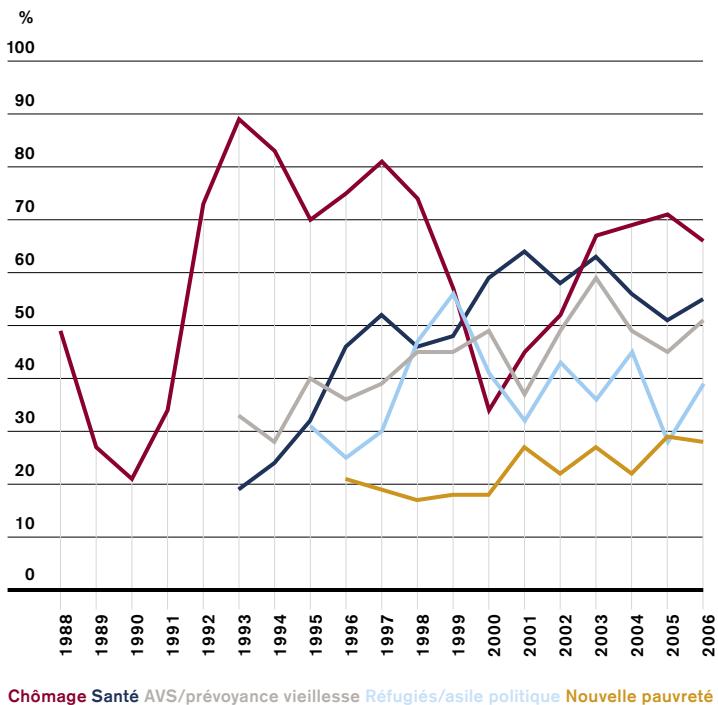
« Quels sont aujourd'hui, à votre avis, les cinq principaux problèmes de la Suisse ? » (Plusieurs réponses)



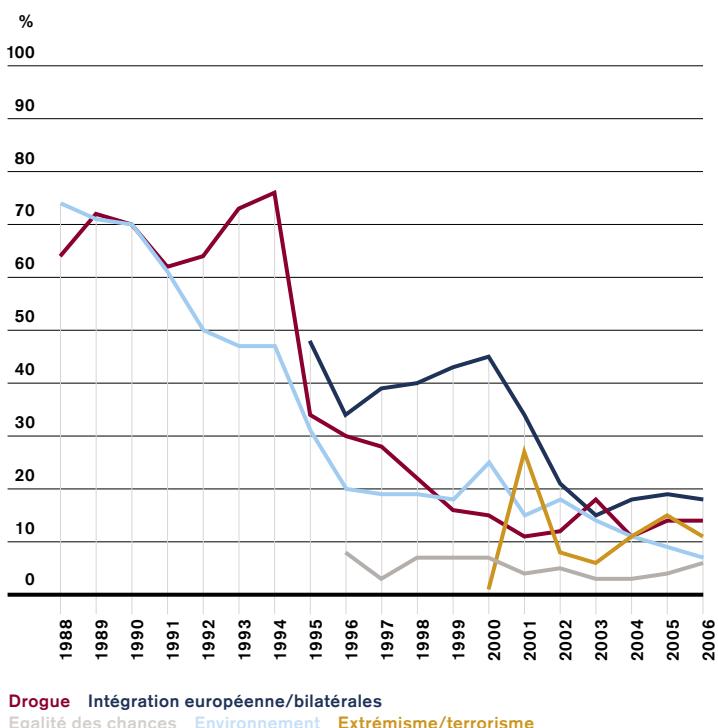
La perception des problèmes sur le long terme

Quels ont été les plus grands soucis des Suisses ces dernières années ? Les réponses se répartissent en deux groupes : un groupe « rétrogradé », et l'autre « permanent ». Mais deux thèmes du graphique ci-dessous, « Asile politique » et « Nouvelle pauvreté », ne font pas partie de ces catégories du fait de leur évolution cyclique.

Problématique durable (groupe permanent)



Désintérêt durable (groupe rétrogradé)



En pourcentage des personnes interrogées

La croissance est de retour en Suisse. En 2006, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 2,8%, contre 1,9% en 2005. Alois Bischofberger, chef économiste du Credit Suisse, annonce pour l'année qui vient une progression de l'emploi de 1,1% et, dans la foulée, une nouvelle décrue du chômage, de 3,3% à 2,9% (voir page 56). Il est donc intéressant d'examiner si cette embellie a également un impact sur le « Baromètre des préoccupations 2006 », l'enquête réalisée pour la douzième fois par l'Institut de recherches gfs.berne à la demande du Bulletin du Credit Suisse.

Le chômage toujours en tête

Le chômage reste le souci numéro un des Suisses. 66% des répondants le placent dans le « top five » des préoccupations. Ce qui représente quand même un fléchissement (à très haut niveau) de 5%. Dans la comparaison à long terme, la problématique du chômage reflète plutôt bien l'évolution de la situation conjoncturelle.

Le rebond actuel, cependant, a beaucoup plus d'influence sur deux autres thématiques : l'évolution économique, qui arrivait au septième rang des soucis en 2005 avec 25% des réponses, est reléguée aujourd'hui à la place 14 (13% des réponses). De même, les craintes pour les finances de l'Etat ont diminué, grâce notamment aux efforts du Conseil fédéral, passant de 23% à 17%.

Nouvelle pauvreté : une population solidaire

Le problème de la « nouvelle pauvreté », qui inquiète plus de 20% des Suisses depuis 2001, n'a rien perdu de son acuité. Cette fois, ce sont 28% qui se sentent concernés (place 5). Sachant que pas plus de 7% des répondants considèrent leur situation matérielle comme « mauvaise », voire « très mauvaise », ce pourcentage élevé est en même temps un indice de l'esprit de solidarité des Suisses. A noter dans ce contexte : la fréquence des citations pour la « protection sociale » (19%) hisse ce souci au deuxième rang le plus élevé depuis 1995.

Les trois premières places sont occupées pour la sixième fois consécutive par le chômage, la santé et la prévoyance vieillesse, qui se retrouvent pour la quatrième fois exactement dans le même ordre. Qui plus est, si le problème de l'asile politique n'avait pas fait entre-temps d'aussi grosses vagues en Suisse, ces thèmes auraient caracolé encore plus longtemps seuls en tête.

Il est très difficile pour les hommes politiques de répondre à ces grandes préoccupations, car celles-ci sont inégalement réparties dans la population. Alors que les jeunes s'inquiètent particulièrement pour leur emploi, les générations plus âgées s'intéressent en premier lieu au système de santé et à la prévoyance vieillesse. On note par ailleurs que les couches moyennes rejoignent toujours plus souvent les personnes économiquement défavorisées quand il s'agit des préoccupations liées au chômage, contrairement aux couches aisées, peu concernées. Des différences apparaissent également sur le plan régional : le chômage est beaucoup moins ressenti comme une menace en Suisse alémanique qu'il ne l'est au Tessin. En outre, il est frappant de constater l'accent mis sur le chômage par des personnes n'allant (presque) jamais voter. Si ces citoyens faisaient usage de leur droit de vote, la problématique du chômage serait encore plus marquée dans la collectivité.

Un danger ressort de ces priorités inégales : l'homme politique ou le parti soucieux de gagner des voix peut être tenté de se

consacrer à d'autres sujets moins urgents. Par exemple aux questions des étrangers et des réfugiés, qui se maintiennent également aux premiers rangs depuis des années.

Dans son rapport d'enquête, traitant en profondeur la question du chômage, Claude Longchamp, de gfs.berne, insiste sur le fait que, parallèlement aux sujets d'«actualité permanente», il existe des domaines de «désintérêt durable». Par rapport à d'autres périodes, par exemple, la drogue (1994–2001), l'intégration européenne (2000–2003) ou l'égalité des sexes (2000–2004) ne sont plus aujourd'hui des sujets brûlants. Il en va de même de la protection de l'environnement, sujet phare du débat socio-politique au milieu des années 1990, qui n'est plus considérée que par 11% de la population comme un problème important. Encore que 88% des personnes interrogées aient déclaré dans l'enquête «Identité suisse» que la stabilisation des émissions de gaz à effet de serre devait désormais être un véritable objectif politique (voir page 11).

La nouvelle vigueur de l'économie a sensiblement atténué le pessimisme qui régnait en Suisse depuis l'éclatement de la bulle Internet et le «grounding» de Swissair. Mais on ne peut pas parler pour autant d'un optimisme béat. En effet, près de la moitié de la population continue à penser que, «souvent», les hommes politiques (47% des répondants) et les dirigeants économiques (42%) ne sont pas à la hauteur de leur tâche dans des domaines décisifs. Et seules 10% (2005: 8%) des personnes interrogées pensent que la situation économique générale sera meilleure dans les douze prochains mois, tandis que 30% (2005: 32%) s'attendent à une dégradation. Pourtant, 54% qualifient leur situation économique personnelle de «bonne» ou «très bonne». Ce qui marque l'arrêt de la tendance négative qui durait depuis l'année 2000.

Police et banques, les piliers de la confiance

Il y a encore un point pour lequel cette enquête indépendante nous livre un résultat étonnant: la confiance est plus grande dans les banques que dans le Tribunal fédéral!

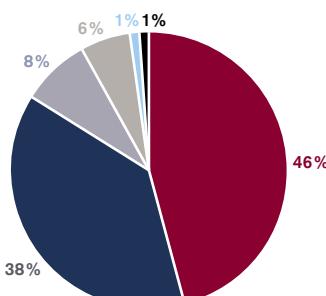
Environ la moitié de la population suisse continue au fil des ans à faire confiance aux banques. Avec quelques pics et quelques creux. Ainsi, après avoir culminé à 55% en 2000, la confiance tomba l'année suivante à un maigre 33%. Pour remonter cette année à un record absolu de 61%. Avec, simultanément, un pourcentage de «désconfiance» au plus bas (17%).

L'objectif des banques est bien entendu de consolider la confiance de la population à ce niveau élevé. A vrai dire, de tels sommets étaient réservés jusqu'ici au Tribunal fédéral et à la police. Cette dernière institution a atteint en 2006 un pic de 62%, tandis que le Tribunal fédéral, qui tenait toujours le haut du pavé jusqu'en 2004, a reculé à 58%. Un fléchissement qui n'a rien de dramatique, mais qui est totalement inattendu et demanderait éclaircissement.

Après ce trio de tête suivent d'autres institutions affichant des notes respectables, supérieures à 40%: l'armée, l'Eglise et le Conseil fédéral. Au bas de l'échelle se trouvent les médias et les organisations patronales (29% chacun), l'Union européenne (23%) et les partis politiques (19%). Ajoutons toutefois que les pourcentages seraient sans doute plus élevés si les questions mentionnaient des journaux ou des partis précis. <

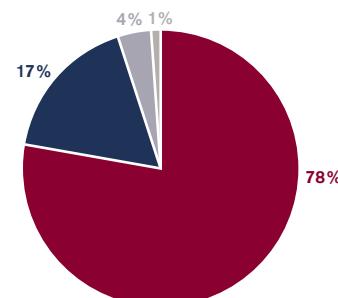
Les Suisses vont un peu mieux

Comment les Suisses jugent-ils leur situation économique personnelle? La réponse est réjouissante: la plupart la considèrent comme «bonne» ou «très bonne», et pour 2007 ils la voient «aussi bonne», voire «meilleure».



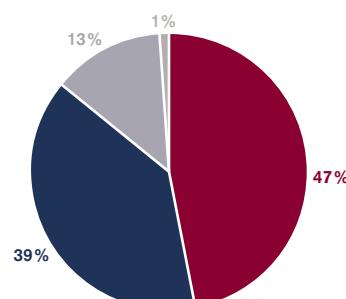
Situation économique personnelle

Question: «Comment jugeriez-vous votre situation économique à l'heure actuelle? **Bonne, assez bonne, très bonne, mauvaise, très mauvaise, ou n'avez-vous pas de réponse?**»



Perspectives économiques personnelles

Question: «Si vous pensez aux douze prochains mois, diriez-vous que votre situation économique personnelle sera **aussi bonne, meilleure, moins bonne, ou n'avez-vous pas de réponse?**»



Echec des politiques

Question: «Avez-vous le sentiment que la politique du gouvernement et de l'administration est un échec dans des domaines décisifs? **Souvent, rarement, sans opinion/pas de réponse, jamais?**»

Une base de données d'une grande stabilité Le Credit Suisse fait effectuer l'enquête du Baromètre des préoccupations depuis 1976 auprès de la population suisse en âge de voter. Ce baromètre ne veut pas être un observateur de l'opinion publique, comme le sont la télévision ou les journaux; il reflète simplement les jugements des citoyens helvétiques. Les données sont collectées dans des entretiens personnels. Cette année, l'enquête a été réalisée du 15 août au 2 septembre auprès d'un échantillon de 1000 personnes représentatif de l'ensemble de la population en âge de voter.

Le rapport de 30 pages sur la confiance retrouvée dans les banques et le problème permanent du chômage, ainsi que nombre de graphiques additionnels, sont publiés sur www.credit-suisse.com/emagazine.



Ulrich Körner
CEO Credit Suisse Switzerland

Hubert Keiber
CEO Siemens Suisse

Doris Leuthard
Conseillère fédérale et
ministre de l'économie

Table ronde

Quel profit la Suisse tire-t-elle de la mondialisation ?

L'économie internationale se caractérise par une mondialisation croissante. Quel profit un petit Etat « indépendant » comme la Suisse peut-il tirer de cette tendance ? Le Bulletin a posé la question à des personnalités politiques, économiques et scientifiques en Suisse et à Singapour.

Interview : Daniel Huber

Bulletin : Les lois sont nationales mais l'économie est internationale. La politique est-elle toujours plus impuissante face à l'économie ?

Doris Leuthard : Les gouvernements nationaux continuent à jouer un rôle essentiel. Je pense par exemple au social ou à l'éducation, domaines dans lesquels l'Etat demeure le principal prestataire. Mais il est incontestable que l'intensification de la concurrence internationale tend à pénaliser plus rapidement et plus durement toute mauvaise décision politique. Par ailleurs, les accords internationaux entre les pays ont pris de l'importance.

Ulrich Körner : Les entreprises ont autant besoin d'un gouvernement efficace que celui-ci a besoin d'entreprises florissantes. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les grandes sociétés internationales soient implantées dans des pays bénéficiant d'une grande stabilité politique et juridique, de bonnes infrastructures et de systèmes éducatif, social et de santé performants.

Hubert Keiber : La politique définit le cadre à l'intérieur duquel doit évoluer l'économie. Heureusement, nous avons en Suisse un système politique stable, capable de générer des décisions sensées et durables, soutenues par le plus grand nombre et respectueuses des intérêts de tous. Cela représente à long terme un avantage certain pour l'ensemble des parties impliquées.

Kishore Mahbubani : La politique est aussi ancienne que les montagnes suisses. Et elle existera aussi longtemps que ces dernières. Les politiques nationales et locales vont même gagner encore en importance et en pertinence. De nombreuses questions politiques de portée nationale ou locale ont un impact considérable sur l'économie mondiale. Il suffit de penser à l'échec de la conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Doha. Les principaux points d'achoppement ont été la politique agricole commune de l'Union européenne et les subventions agricoles des Etats-Unis. >



Kishore Mahbubani
Directeur de la Lee Kuan Yew
School of Public Policy à Singapour

Ce sont des questions essentiellement nationales, cruciales sur le plan électoral pour les gouvernements américain et européens. Pourtant, elles constituent d'importants obstacles au commerce international. La mondialisation ne peut pas neutraliser la politique nationale.

Quelles sont les perspectives d'un petit pays comme la Suisse dans un contexte de mondialisation croissante ?

Kishore Mahbubani: La Suisse a toujours su tirer parti de la mondialisation et je ne doute pas qu'elle continuera à le faire. Car la mondialisation offre aux entreprises implantées sur un petit marché national la chance d'accéder à des marchés internationaux résultant de l'abaissement des barrières commerciales, de la réduction des coûts de transport et de communication et des frais de transaction, ainsi que d'une plus grande disponibilité des informations, etc. Elle permet par ailleurs aux entreprises de réaliser des économies d'échelle et d'envergure impensables sur un marché national restreint. Prenez l'exemple de Nokia. La Finlande est encore moins peuplée que la Suisse. Néanmoins, Nokia a profité de la révolution des technologies de l'information pour combler une lacune fondamentale de l'industrie et devenir leader sur le marché des téléphones portables, totalisant aujourd'hui une part mondiale de 36%. Bien avant que le terme de « mondialisation » ne soit sur toutes les lèvres, la Suisse avait développé un secteur bancaire réputé grâce à des services spécialisés destinés aux marchés financiers internationaux. Je ne vois aucune raison pour que cette tendance change.

« Nous adaptons dès à présent nos activités aux grandes tendances que sont l'urbanisation et l'évolution démographique. » Hubert Keiber

Hubert Keiber: Nous réunissons toutes les conditions favorables à l'essor des hautes technologies : une grande stabilité politique et économique, un bon système éducatif et d'excellentes infrastructures. Si nous parvenons à rester novateurs, je n'ai aucune inquiétude. De ce point de vue, la Suisse présente d'excellentes perspectives dans les domaines des biotechnologies ou de la carte de santé. L'automatisation des chemins de fer est également un secteur dans lequel la Suisse occupe une position unique sur le plan international.

Doris Leuthard: Je me refuse à qualifier la Suisse de « petit pays ». C'est peut-être vrai d'un point de vue purement géographique. Mais sur le plan économique, la Suisse est une puissance mondiale moyenne, largement tournée vers l'exportation. Elle arrive même dans le peloton de tête en matière d'investissements à l'étranger. En fin de compte, le pays a bénéficié des effets de la mondialisation. Ses perspectives sont donc excellentes.

Ulrich Körner: La Suisse compte jusqu'à présent parmi les gagnants de la mondialisation parce qu'elle a ouvert son marché dans de nombreux secteurs et qu'elle offre un contexte économique favorable. Elle est sans conteste l'une des économies mondiales les plus tournées vers le marché international. Mais elle aurait tort de se reposer sur ses lauriers ; d'autres s'engouffrent déjà dans la brèche.

Quel poids des Etats comme la Suisse, extérieurs aux grands blocs commerciaux, peuvent-ils avoir dans la négociation des règles économiques internationales, tel le cycle de Doha ?

Ulrich Körner: Les petits Etats ont tout particulièrement intérêt au développement d'une réglementation multilatérale efficace des pratiques commerciales, qui place le droit au-dessus de la force. S'ils ne parviennent pas à former des coalitions avec des Etats ou groupes d'Etats défendant les mêmes intérêts, il leur est difficile de se faire entendre dans les négociations internationales. A l'inverse, le fait d'être un petit Etat indépendant peut représenter un atout. Mais il faut alors faire preuve de créativité et avoir le courage d'entreprendre des mutations structurelles à long terme.

« La croissance économique mondiale n'est pas un jeu à somme nulle. » Doris Leuthard

Doris Leuthard: Notre stratégie en matière de commerce extérieur donne la priorité aux accords multilatéraux. Nous pensons en effet que ces accords permettent aux entreprises suisses de bénéficier des mêmes chances d'accès au marché et de sécurité juridique que leurs concurrents étrangers. Les négociations multilatérales constituent la protection la plus efficace contre la loi du plus fort. Malheureusement, le cycle de Doha s'est conclu sur un échec. La Suisse s'applique à jouer le rôle de médiateur, avec un certain succès. Parallèlement, nous devons miser davantage sur les accords bilatéraux de libre-échange avec nos partenaires de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Là encore, notre pays conserve à mon sens toutes ses chances. Il ne faudrait pas oublier qu'il propose à la fois des débouchés intéressants, d'excellents produits compétitifs à l'échelle internationale et d'importants moyens d'investissement.

Hubert Keiber: La taille n'est pas un facteur décisif. La petite Suisse doit jouer ses atouts dans les secteurs où elle est traditionnellement forte. Je veux parler de l'industrie high-tech, mais aussi de nos banques et compagnies d'assurance, qui comptent parmi les meilleures au monde et dont les propositions trouvent naturellement un écho international.

Kishore Mahbubani: Un petit pays peut avoir de grandes idées, des idées qui changent le monde. Malte, un Etat beaucoup plus petit que la Suisse, est à l'origine des premières négociations dans le domaine du droit maritime. Et c'est en Suisse que sont nés le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le Forum économique mondial, dont la portée est aujourd'hui mondiale.

Les richesses sont loin d'être bien partagées. La mondialisation ne contribue-t-elle pas à accentuer les inégalités ?

Kishore Mahbubani: Les chiffres prouvent le contraire. De 1980 à 1998, le pourcentage de la population mondiale vivant dans une extrême pauvreté, c'est-à-dire avec moins d'un dollar par jour, a reculé de 36% à 21%. L'évolution est la plus marquée en Inde et en Asie de l'Est. Ces régions comptent clairement parmi les bénéficiaires de la mondialisation car elles ont su saisir les chances qui s'offraient à elles. Bien qu'elle profite proportionnellement davantage aux riches, la croissance économique est l'instrument le plus efficace pour lutter contre la pauvreté. Préféreriez-vous vivre dans un monde où régnerait la même pauvreté pour tous plutôt que dans un monde inégalitaire, mais dans lequel le niveau de vie réel s'améliore constamment ?

Doris Leuthard: La croissance économique mondiale n'est pas un jeu à somme nulle ; tout le monde s'enrichit. Mais les pays industria-

lisés doivent aussi accepter de laisser entrer sur leur marché des produits provenant de pays plus pauvres. Rapportée à la Suisse, l'affirmation selon laquelle les riches deviendraient toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres est également infondée. Au cours des dernières années, ce sont justement les salaires les plus bas qui, proportionnellement, ont le plus augmenté. Notons enfin que la Suisse présente le pourcentage le plus élevé au monde de personnes intégrées sur le marché du travail.

Hubert Keiber: La mondialisation ouvre aussi des perspectives aux pays pauvres. Les grandes sociétés créent aujourd'hui des sites de production dans le monde entier. Toutefois, il faut admettre que les profits sont trop unilatéralement générés dans les pays industrialisés. Un meilleur équilibre en la matière serait donc souhaitable.

Ulrich Körner: C'est un reproche fréquent, dont la formulation provocatrice se révèle cependant trop simpliste. Dans chaque évolution, il y a des gagnants et des perdants. Mais il est avéré que la richesse globale est la plus élevée dans les pays qui ont ouvert leur marché et relevé le défi de la mondialisation. De ce point de vue, les pays moins riches ne souffrent pas d'une mondialisation excessive, mais insuffisante !

De plus en plus d'emplois sont délocalisés vers l'Est. Les pays occidentaux seront-ils bientôt à court de travail ?

Doris Leuthard: Au XIX^e siècle, l'industrie textile dominait en Suisse. Seules ont survécu quelques entreprises qui se sont spécialisées dans la fabrication de textiles de grande qualité. Le phénomène actuel est le même : les activités ne générant pas beaucoup de valeur s'expatrient. En contrepartie, de nouveaux emplois sont constamment créés dans des secteurs à forte valeur ajoutée, celui des services en particulier. Une économie dynamique se reconnaît au fait que des emplois disparaissent dans des secteurs peu productifs et d'autres naissent dans des secteurs qui le sont davantage. Au total, le nombre de postes créés ces dernières décennies a toujours été supérieur à celui des postes supprimés.

« La Suisse a toujours su tirer parti de la mondialisation. » Kishore Mahbubani

Kishore Mahbubani: Si les pays occidentaux continuent à innover pour demeurer à la pointe de la chaîne de valeur grâce à l'amélioration constante de leur productivité, ils figureront encore parmi les gagnants à l'avenir. Naturellement, des adaptations et des délocalisations seront nécessaires à court terme. Un grand nombre de personnes et d'emplois seront ainsi délocalisés avant que les données économiques globales n'évoluent de façon positive à long terme. Les gouvernements et les entreprises doivent tisser des réseaux de protection sociale afin d'atténuer les effets négatifs de la mondialisation et d'empêcher une réaction politique contraire.

Ulrich Körner: Le Credit Suisse ouvre lui aussi de nouveaux centres à l'étranger, dont une partie des activités était auparavant exercée en Suisse. En tant qu'entreprise à vocation internationale, il nous paraît logique d'implanter certaines activités là où le niveau des salaires et le coût des postes de travail sont plus bas. Mais le nombre d'offres d'emploi augmente au niveau national également. Pourquoi ? Parce que nous investissons beaucoup dans la formation

d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et que la Suisse bénéficie des bons résultats de ses entreprises actives à l'échelle mondiale. Bien sûr, la concurrence internationale peut exercer une pression sur les salaires. Mais elle peut aussi produire l'effet inverse. Si l'on propose le bon produit au bon endroit et au bon moment – qu'il s'agisse de marchandises, de capital ou de force de travail –, on peut également en déterminer le prix. En s'opposant aux délocalisations par pur conservatisme, on nuit à long terme à sa propre économie.

Hubert Keiber: Si nous parvenons à jouer un rôle de précurseur dans le secteur des technologies, nous continuons à enregistrer de bons résultats et à figurer parmi les leaders dans ce domaine, ce qui nous permettra de créer des emplois. Pour cela, il faut un esprit novateur et un contexte favorable à l'éclosion et à la réalisation de nouvelles idées.

L'économie mondiale est en perpétuelle mutation. Qu'en sera-t-il de la division internationale du travail dans vingt ans ?

Hubert Keiber: Nous adaptons dès à présent nos activités aux grandes tendances que sont l'urbanisation et l'évolution démographique. Pour simplifier : nous vivons de plus en plus vieux et les villes sont de plus en plus grandes et complexes. Ces tendances génèrent un nombre infini de besoins et de défis nouveaux, par exemple dans les domaines de la médecine, de l'énergie, des transports, de la sécurité et de l'environnement.

« La Suisse est sans conteste l'une des économies mondiales les plus tournées vers le marché international. » Ulrich Körner

Ulrich Körner: L'évolution démographique est préoccupante. Dans les pays développés, la population ne cesse de vieillir et la natalité de régresser, une évolution qui est plus ou moins rapide suivant les régions. Or le capital et la main-d'œuvre se concentrent là où les conditions sont les plus intéressantes. La concurrence pour la main-d'œuvre la mieux adaptée sera à l'avenir un facteur décisif. Si la Suisse veut demeurer parmi les gagnants de la mondialisation, elle doit investir dans l'éducation, savoir attirer les « hauts potentiels » du monde entier et conserver ainsi sa capacité d'innovation.

Doris Leuthard: Je ne suis pas prophète. Mais je suis sûre que la Suisse peut tirer son épingle du jeu dans la division internationale du travail à condition de bien former sa main-d'œuvre et de préparer celle-ci aux mutations à venir. Dans vingt ans, les actifs seront encore mieux formés qu'aujourd'hui. Ils auront une orientation internationale dès leur entrée sur le marché du travail. Et beaucoup pourront justifier d'une expérience professionnelle à l'étranger. Si la Suisse parvient à maintenir sa position en tant que pôle scientifique innovant, elle conservera également son attrait comme lieu de travail.

Kishore Mahbubani: Nous sommes effectivement dans une période de mutation perpétuelle. C'était facile à prévoir. Joseph Schumpeter nous enseigne que l'une des forces du capitalisme réside dans la « destruction créatrice » de ce qu'il a lui-même construit. Or toujours plus de personnes s'engagent dans des entreprises capitalistes ; on peut donc en déduire que la « destruction créatrice » augmente. A long terme, nous en tirerons tous un profit, comme nous l'enseigne également Adam Smith. <



La Suisse, unique et multiple

Portons maintenant notre regard au-delà des frontières, loin des préoccupations de politique intérieure, et retrouvons un peu de Suisse aux quatre coins du monde, notamment dans une abbaye argentine, chez des retraités d'Ibiza, dans une école du Mexique ou au CICR en plein cœur du Pakistan. Il existe sur la planète quelque deux cents endroits qui s'attribuent le nom de « Suisse ». Une tendance qui s'était particulièrement répandue à l'époque romantique. La plupart de ces lieux offrent aux voyageurs des paysages de montagnes et des collines boisées parsemées de lacs. Quatre exemples.

Texte : Matt Knaus, Mandana Razavi



Switzerland of India

→ Région de Khajjiar dans l'Himachal Pradesh



Altitude: 1950 mètres

Précipitations annuelles: 1469 mm

Température moyenne: 12,8 °C

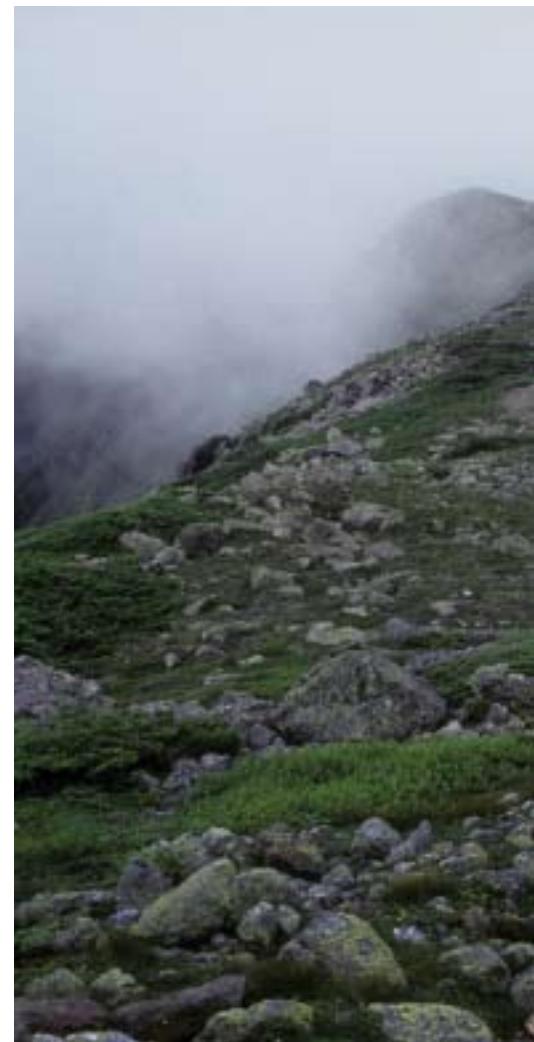
Langue(s) officielle(s): hindi, pahari

Caractéristiques: Avec ses verdoyants pâturages au pied des montagnes enneigées de la vallée de Chamba, la région de Khajjiar, surnommée la «petite Suisse», est considérée aussi bien par la population locale que par les touristes comme un lieu d'excursion et de pique-nique idéal. Le territoire de l'Etat fédéral de l'Himachal Pradesh est situé à une altitude allant de 350 à 6 975 mètres. Cette énorme déclivité permet une production lucrative d'énergie hydroélectrique. Le niveau d'instruction ainsi que le produit intérieur brut par habitant comptent parmi les plus élevés de l'Inde.



Switzerland of America

→ Etat américain du New Hampshire



Superficie: 24 239 km²

Population: 1 235 786 habitants

Altitude: de 0 à 1 970 mètres

Précipitations annuelles: 975 mm

Température moyenne: 7,7 °C

Caractéristiques: Durant l'été indien, les vastes forêts de la région se parent de couleurs flamboyantes pour la plus grande joie des randonneurs. Mais ce sont principalement les sports d'hiver qui constituent la base d'un tourisme florissant. Les « White Mountains » du New Hampshire garantissent la magie hivernale. En raison de ses nombreux enchevêtrements de roches, le New Hampshire est baptisé « Granite State », un surnom qui reflète également une certaine mentalité conservatrice attribuée généralement au New Hampshire en Amérique. Les habitants du New Hampshire ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu ni à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). D'où l'intérêt pour les touristes de faire des achats dans cet Etat.



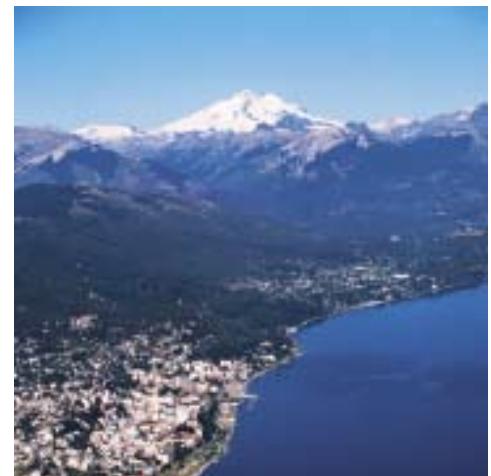






Suiza Argentina

→ Région de Carlos de Bariloche



Altitude: 851 mètres

Précipitations annuelles: 840 mm

Température moyenne: 8,5 °C

Caractéristiques: Les magnifiques paysages lacustres, les forêts et les montagnes font du district de San Carlos de Bariloche l'un des lieux de villégiature favoris des Argentins. Paradis des randonneurs pendant l'été, la région devient en hiver le plus grand domaine skiable d'Amérique du Sud. Tout rappelle la Suisse, jusque dans les magasins de souvenirs, où le chocolat et les saint-bernard miniatures, avec leur petit tonneau, comptent parmi les articles les plus vendus.



Switzerland of Africa

→ Royaume du Lesotho



Capitale: Maseru

Superficie: 30 355 km²

Population: 2 022 332 habitants

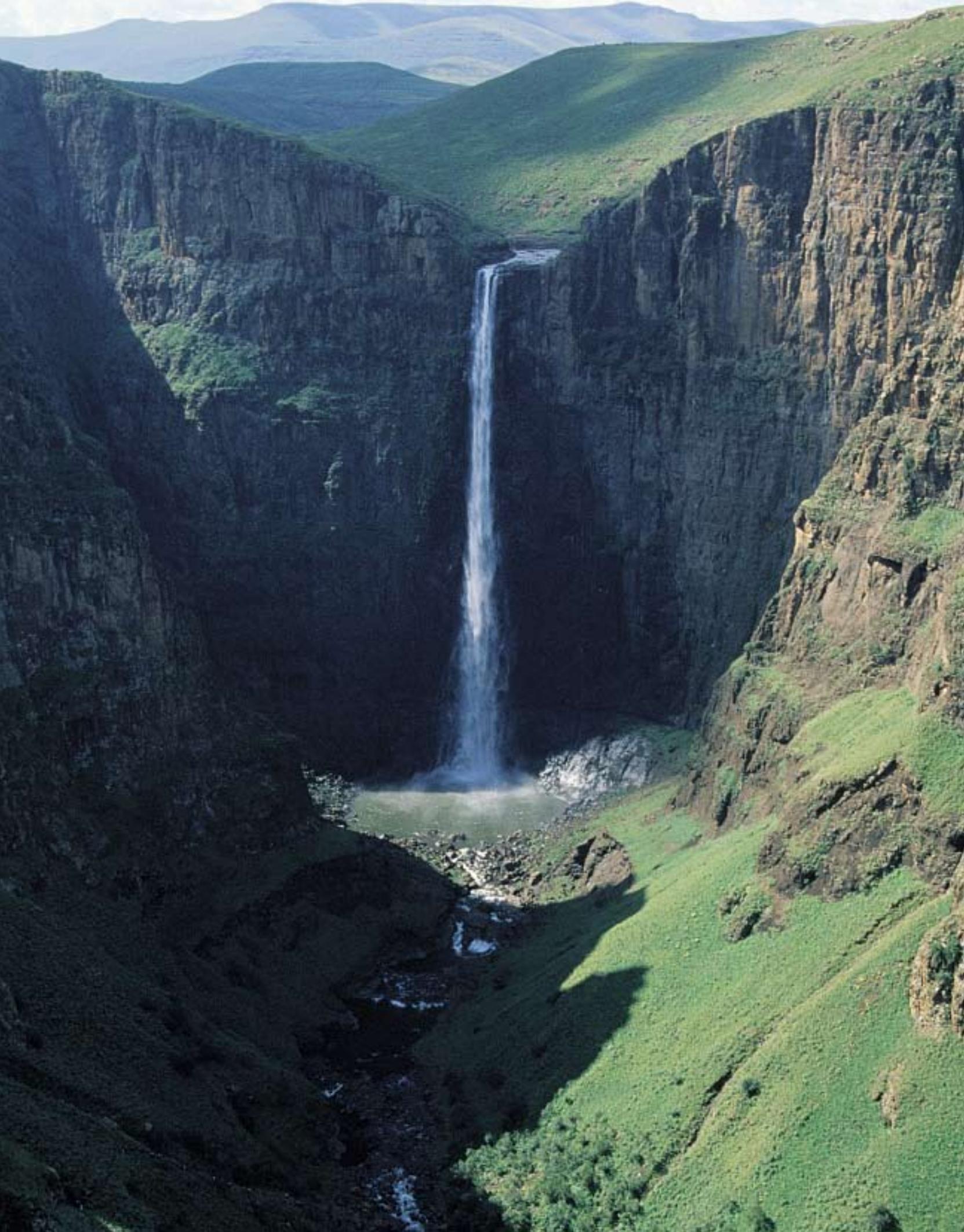
Altitude: de 1 400 à 3 482 mètres

Précipitations annuelles: 699 mm

Température moyenne: 15 °C

Caractéristiques: Le territoire de ce pays, qui se nomme également « royaume dans le ciel », est situé pour 80% à une altitude supérieure à 1 700 mètres. Hautes de 192 mètres, les chutes de Maletsunyane sont les plus imposantes d'Afrique australe. Un rôle particulier revient dans le pays au poney Basotho. En effet, les routes étant souvent impraticables, cet animal représente le principal moyen de transport des autochtones, mais aussi des touristes qui explorent à dos de poney les beautés des monts Maluti. La beauté grandiose de ce royaume montagneux attire également de nombreux amateurs de varappe et de randonnées à pied ou en VTT.





Le « Colegio Suizo » a conquis Mexico

L'Ecole suisse de Mexico accueille plus de 650 élèves, du jardin d'enfants aux examens de maturité. Le « Colegio Suizo » est réputé pour son enseignement interculturel de qualité. Et pas seulement chez les Suisses de l'étranger, puisque ceux-ci représentent désormais moins d'un quart des élèves.

Texte : Jürg Roggenbauch

« Quelle est la différence entre tes professeurs suisses et tes professeurs mexicains ? » « Les Suisses sont grands, les Mexicains petits ! » Tout simplement. Le jeune élève Jorge Schneider González ne voit aucune raison de s'intéresser aux différences entre méthodes d'enseignement, mentalités et cultures. Pour cet enfant de 11 ans, le multiculturalisme va de soi. Son père est Suisse, sa mère Mexicaine. Ses camarades du Colegio Suizo, tous degrés confondus, viennent d'une bonne trentaine de pays. A l'Ecole suisse de Mexico, les différences culturelles ne sont pas une menace, mais un enrichissement quotidien. Et pour Jorge, peu importe ce qui le distingue des autres élèves. Le principal est ce qui le lie à eux, à savoir le football, sujet numéro un dans son groupe d'amis.

« Produit suisse, clientèle internationale »

Aujourd'hui, le Colegio Suizo est bien plus qu'une simple école suisse au Mexique. Il est devenu un établissement international réputé. L'école a été fondée en 1965 par un groupe de Suisses de l'étranger. Son but, à l'origine, était de permettre aux enfants d'émigrés suisses de passer sans problème dans le système éducatif helvétique en cas de retour au pays. « A l'heure actuelle, nous offrons un produit suisse de qualité à une clientèle internationale », déclare le directeur de l'école, Ambros Hollenstein. Parmi les dix-huit élèves ayant obtenu leur maturité en 2006, quatorze avaient commencé leur scolarité à Mexico, trois à Zurich et un à Madrid. Certains anciens élèves du Colegio Suizo poursuivent leurs études aux Etats-Unis, en Allemagne ou ailleurs.

L'Ecole suisse de Mexico a élargi son horizon au-delà de la Suisse en matière d'instruction, mais aussi dans le domaine du financement. Ambros Hollenstein ne veut pas se plaindre de la diminution des contributions venant de la mère patrie. « Nous remplissons les caisses par nos propres moyens », souligne-t-il. Alors que le nombre d'élèves stagne dans le secteur subventionné du Colegio Suizo, il augmente depuis des années dans la division autofinancée, grâce à l'intérêt des parents, mexicains ou autres, pour l'Ecole suisse, établissement à part parmi les nombreuses écoles privées de la ville. Le Colegio Suizo s'est fait une place dans le segment supérieur du marché, très disputé, de l'enseignement privé de Mexico, cette mégapole trépidante de 25 millions d'habitants.

Dans le secteur non subventionné de l'école, la première langue d'enseignement est l'espagnol et non l'allemand. Ce qui permet d'accueillir des candidats venant d'autres écoles, par exemple des Mexicains voulant suivre le degré secondaire au Colegio Suizo.

Au total, les subventions couvrent moins de 20% des coûts de l'école. La majeure partie des dépenses est financée par les frais de scolarité.

« Oh non, pas encore une rédaction ! »

Retour dans la classe de Jorge Schneider González. « Aujourd'hui, rédaction », lance le professeur Lisa Cummins. « Oh non ! », s'exclament en chœur les élèves. Ce mouvement d'humeur est trompeur. Pendant l'heure et demie que dure le cours, les élèves sont « calmes et assidus », comme s'en réjouit leur enseignante. Ces enfants de 11 ans montrent une motivation étonnante, participent activement aux cours et parlent très bien l'allemand, pourtant langue étrangère pour la plupart d'entre eux. « A présent, les devoirs », conclut Lisa Cummins. « Oui, mais pas encore une rédaction ? », s'écrient quelques élèves. « Justement si ! », répond la maîtresse. « Oh non ! » La plupart s'y appliqueront pourtant avec la même assiduité dont ils ont fait preuve pendant le cours.

« Les enfants viennent à l'école avec une attitude très positive, explique Lisa Cummins après la leçon d'allemand. C'est une école privée. Les parents paient pour y mettre leurs enfants et attendent donc beaucoup d'eux. Et ceux-ci veulent bien faire. » Notre Zurichoise ne regrette pas ses anciens postes en Suisse. « Le Colegio Suizo est la meilleure école où j'ai jamais travaillé ». Il y a trois ans que Lisa Cummins vit à Mexico et elle se voit très bien y rester encore un bon bout de temps. L'atmosphère d'une école bien administrée accueillant des élèves motivés lui convient parfaitement.

Un creuset pour futurs cadres

Les parents des élèves du Colegio Suizo paient entre 450 et 800 francs de frais de scolarité par mois et par enfant, un prix inabordable pour la plupart des Mexicains, vu la pauvreté qui règne dans le pays. Le directeur Ambros Hollenstein en est bien sûr conscient. Mais l'école ne pourrait pas fonctionner sans cet argent.

Si les frais de scolarité sont trop élevés pour la majorité des Mexicains, cela ne signifie pas pour autant que le Colegio Suizo ne contribue pas au développement du pays. Au contraire. « Notre école est fréquentée par les futurs cadres du Mexique, souligne Ambros Hollenstein. Nous voulons notamment transmettre à ces jeunes des vertus helvétiques comme le sérieux, l'ordre et la constance. Le jour où nos anciens élèves appliqueront ces valeurs



Le Colegio Suizo à Mexico est l'une des seize écoles suisses de l'étranger réparties sur quatre continents et enseignant à des enfants de plus de trente nations le savoir requis pour poursuivre ultérieurement des études universitaires... ou une carrière de footballeur.

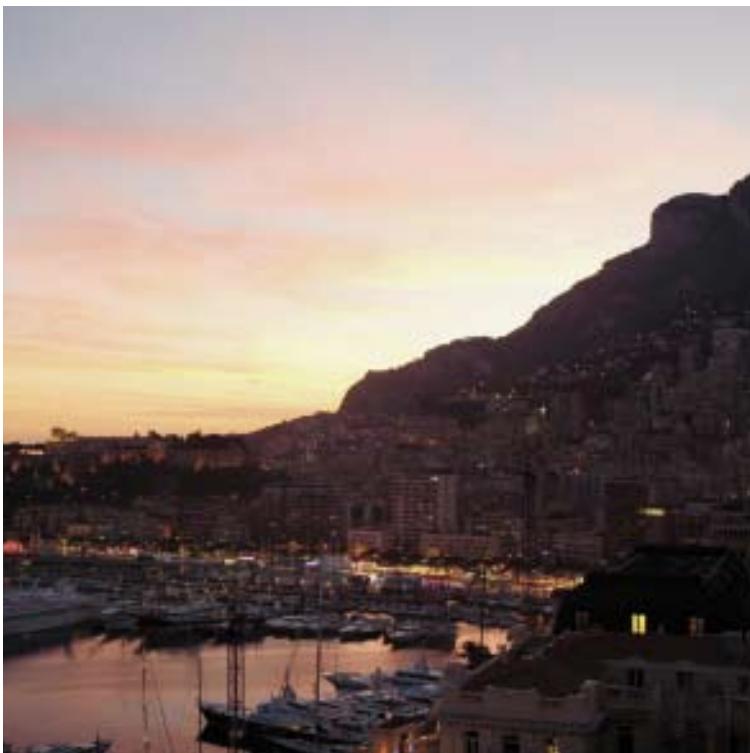
à des postes importants, beaucoup de gens en profiteront.» La contribution au développement fournie par l'Ecole suisse de Mexico agit donc par le sommet de la pyramide sociale et non par la base. L'école cultive systématiquement les valeurs helvétiques. Et la Suisse est aussi le thème de la « Semaine suisse » organisée une fois par an.

Une sélection sévère

Bien que le Colegio Suizo soit une école privée payante, il n'admet qu'un candidat sur trois. Enfants et parents sont conviés à des entretiens, qui font ensuite l'objet d'une évaluation. Seuls sont acceptés les élèves dont le profil correspond à des critères

rigoureux. Plus d'élèves, cela signifie plus d'argent. Mais l'Ecole suisse ne veut pas se développer de cette façon. La qualité avant tout. Cette politique donne des résultats remarquables, notamment avec des jeunes parlant pour la plupart l'allemand, l'espagnol, l'anglais et le français et parvenant généralement à entrer sans problème à l'université, en Suisse ou ailleurs.

Dans quelques années, on verra peut-être Jorge Schneider González dans une université suisse... à moins qu'il n'embrasse la carrière de footballeur professionnel ! Il n'est encore jamais venu en Suisse. « Mais je sais que c'est un très petit pays. Qu'il y a le Cervin et Guillermo Tell. Et que le FC Zurich a gagné le championnat avec un but marqué dans le temps additionnel ! » <



Un hôtelier suisse au cœur du monde

Les représentants de l'hôtellerie et de la gastronomie figurent certainement parmi les meilleurs ambassadeurs de la Suisse à l'étranger. Nous avons rencontré l'un des plus talentueux : Dominic R. Bachofen, directeur général de l'Hôtel de Paris à Monaco.

Texte : Andreas Schiendorfer

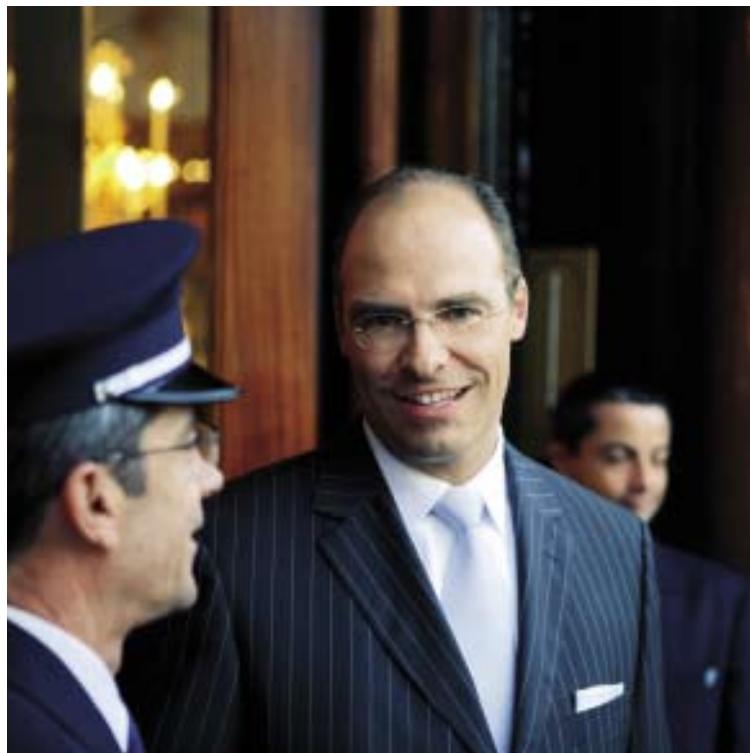
Assis dans le Bar Américain où se produit une charmante chanteuse de jazz, Dominic R. Bachofen a les yeux qui pétillent en voyant le verre de bordeaux apporté par le serveur. Sa cave à vin est la plus grande et la meilleure du monde, affirme-t-il non sans une certaine fierté.

Il se souvient avec plaisir de ses débuts : «J'ai pris mon courage à deux mains et je suis entré dans un luxueux hôtel de la Bahnhofstrasse, à Zurich, afin de postuler pour une place d'apprenti cuisinier. Je l'ai obtenue et j'en étais très fier, mais cela n'a pas soulevé autant d'enthousiasme chez mon père, pour qui il aurait été impensable que j'effectue mon apprentissage ailleurs que dans un cinq-étoiles. Il disait qu'il fallait toujours rechercher ce qu'il y a de mieux.» Dominic Bachofen raconte son enfance à Küschnacht et à Zumikon ainsi que l'histoire de l'entreprise familiale, fondée en 1945 et domiciliée à Uster depuis 1967. Son frère aîné Daniel dirige aujourd'hui cette société. Une chance pour la famille, car les automatismes industriels ne font pas partie des points forts de Dominic.

Agé de 46 ans, celui-ci a également réussi dans la vie, puisqu'il est depuis octobre 2004 le directeur général de l'Hôtel de Paris à Monaco, l'un des établissements les plus mythiques et les plus renommés du monde. Pourquoi la Société des Bains de Mer (SBM), qui possède cet hôtel et emploie quelque 3 356 personnes dans le secteur du tourisme, l'a-t-elle donc choisi pour ce poste ? «L'hôtellerie et la gastronomie helvétiques ont une excellente réputation à l'étranger. A Monaco, les représentants de notre pays neutre et multiculturel sont très appréciés, pour autant que leurs performances soient au rendez-vous», précise Dominic Bachofen. Mais il y a encore d'autres raisons : un bon réseau relationnel, le sens de la communication et l'art de la diplomatie.

Un homme de terrain

Le Zurichois est ouvert et sait charmer ses interlocuteurs, qu'il s'agisse d'un client, d'un journaliste ou de ses collaborateurs. Ces derniers sont très importants aux yeux du directeur, car ils sont la carte de visite de l'hôtel. La satisfaction de la clientèle dépend



Dominic R. Bachofen est apprécié à Monaco tant pour son sens du contact que pour sa discrétion.

de leur travail. «Je n'aime pas rester assis derrière un bureau et je recherche constamment le contact avec les employés. Ce qui me permet d'exercer une influence positive sur l'esprit d'équipe et de veiller aux moindres détails, dont il ne faut pas négliger l'importance.»

Au cours de l'interview, il parle d'un client américain d'un certain âge auquel il avait adressé une carte d'anniversaire. Manifestement touché de cette attention, le client avait tenu à remercier personnellement le directeur, car cela ne lui était encore jamais arrivé : c'est ainsi que l'on peut marquer des points auprès de la clientèle lorsque les concurrents oublient les choses simples de la vie.

Le talent de diplomate de Dominic Bachofen apparaît aussi à l'occasion d'événements importants comme l'intronisation du prince Albert II en novembre 2005 lorsque, seul sur le perron de l'hôtel, il eut l'honneur d'accueillir différentes altesses royales. Un talent qui lui est également d'un grand secours dans les situations difficiles, comme les changements de poste.

«Quitter le Carlton à Saint-Moritz n'a pas été une décision facile, d'autant que mon grand projet de rénovation n'était pas encore achevé, explique Dominic Bachofen. J'ignore ce que j'aurais fait si Karl-Heinz Kipp, aussi peiné qu'il fût par ma décision, n'avait pas compris qu'une telle opportunité ne pouvait se refuser.»

L'ascension d'un serveur du Baur au Lac

Où Dominic Bachofen a-t-il commencé sa carrière dans l'hôtellerie de luxe ? Au Baur au Lac, à Zurich. Il y a d'abord appris le métier de serveur pendant deux ans, avant de passer deux autres années aux fourneaux. Il parle de cette période difficile avec le sourire. Difficile, car les systèmes de ventilation modernes n'existaient pas encore et qu'il faisait très chaud dans les cuisines. L'apprenti cuisinier n'était pas ravi pour autant de pénétrer dans la chambre froide. Son maître d'apprentissage voulait ainsi éviter que les apprentis ne s'attardent

près des pâtisseries... Dominic Bachofen a de nombreuses histoires à raconter, mais il souligne : «J'ai énormément profité de cette rude école. Georges et Michel Rey étaient des exemples et mon objectif était de diriger un jour l'établissement où j'ai fait mon apprentissage. Il est peu probable que j'y parvienne...»

Son stage au Beau-Rivage Palace à Lausanne, en 1982, est également une étape importante dans son parcours. Il y rencontre notamment son épouse marseillaise, Laurence, qui étudie aussi à l'école hôtelière. «Une vraie chance. Avoir une conjointe venant du même secteur est un avantage indéniable pour un hôtelier aux longues journées de travail.» La famille Bachofen compte depuis un certain nombre d'années deux femmes de plus : Victoria, née en 1989 à Hongkong, et Marina, née en 1990 à Paris.

Dominic Bachofen travaille deux ans en tant qu'assistant Food & Beverage au Continental de Lausanne avant d'assumer cette fonction au Mandarin Oriental à Hongkong dès le printemps 1986. L'année suivante, il est promu directeur Food & Beverage, avec 550 employés sous sa responsabilité. Mais il ne souhaite pas rester plus de trois ans en Asie. Sa destination suivante est Paris, une ville qu'il apprécie depuis son séjour linguistique à l'Institut Catholique et où il occupe un autre poste de rêve : directeur adjoint du Crillon, le seul palace parisien en mains françaises.

Des responsabilités directoriales depuis 1991

En 1991, Dominic Bachofen rentre en Suisse et prend la direction du Parkhotel d'Arosa avec son épouse. Il dirige ensuite le Badrutt's Palace et le Carlton, à Saint-Moritz, avant de partir pour Monaco.

Tout en continuant notre conversation, nous avons gagné le «Grill», situé au huitième étage de l'hôtel, et admirons la vue sur les yachts, la mer, le casino et l'Opéra Garnier de la principauté. Pour ceux qui en douteraient encore, l'Hôtel de Paris est bien le cœur de Monaco ; pour beaucoup, c'est même le cœur du monde. <

Hongkong : un bateau suisse à l'honneur

Texte : Marcus Balogh

Les Suisses vivant à l'étranger (la « cinquième Suisse ») sont actuellement plus de 600 000, dont 1 450 à Hongkong. Si cette communauté peut sembler restreinte au regard des 7 millions d'habitants de la métropole asiatique, la Swiss Association of Hong Kong, qui affiche une belle longévité, fait preuve d'un dynamisme étonnant.

Qui dit « Suisses de l'étranger » pense automatiquement aux colis remplis de produits helvétiques de type Aromat ou Maggi, à une fondue à Managua ou à un verre de Fendant sur les bords du lac Tanganyika. L'évocation fait sourire Rudolf Gildemeister, président de la Swiss Association of Hong Kong, qui compte parmi ses membres plus de la moitié des Suisses installés dans cette ville : « Il y a du vrai. Je mange plus de raclette ici que je n'en ai jamais mangé en Suisse, mais il ne faut pas s'arrêter aux clichés. » Certes, les membres de l'association célèbrent la fête nationale et se réunissent régulièrement pour jouer au jass ou déguster une raclette, mais « il s'agit davantage d'entretenir un réseau de relations que de cultiver la nostalgie du pays. Quant aux fêtes de Pâques et de la Saint-Nicolas, ce sont des occasions de faire découvrir à nos enfants les fondements de la culture familiale. »

Bien sûr, la Swiss Association permet également à certains de maintenir un lien affectif avec leur pays d'origine, où la vie est si

différente de leur quotidien à Hongkong. « Et c'est très bien ainsi », ajoute Rudolf Gildemeister avec énergie. Mais l'association n'est pas tournée exclusivement vers la Suisse ; elle s'engage activement dans la vie locale, comme en témoigne sa participation à la course annuelle de bateaux dragons et à la Matilda Sedan Chair Race. Pour la première, qui constitue l'un des événements sportifs les plus populaires de la région, la Swiss Association rassemble deux équipes de 22 rameurs concourant dans des bateaux d'environ 12 mètres de long. En ce qui concerne la Matilda Sedan Chair Race, les Suisses y sont représentés depuis vingt-sept ans et disposeront chaque année d'une équipe composée de six coureurs et d'un accompagnateur.

Organisée à des fins caritatives, la Matilda Sedan Chair Race est une course contre la montre qui consiste à parcourir plusieurs kilomètres en soulevant une chaise à porteurs abondamment décorée. « L'événement est important pour nous car il nous permet de rendre à Hongkong un peu de ce que la ville nous donne », explique Peter Klaus, membre de l'association depuis sa création. Ces dernières années, la participation n'a été incertaine qu'une fois. Les organisateurs ont alors insisté sur la présence des Suisses et proposé de leur construire une belle chaise si ceux-ci parvenaient à réunir quelques coureurs. La chaise fut naturellement ornée du drapeau suisse.

Pour la première fois depuis longtemps, l'association n'a pas choisi cette année un thème de décoration typiquement helvétique. « Nous avons déjà épousé toutes les idées possibles et imaginables. Une fois, par exemple, notre chaise représentait un fromage suisse et les porteurs étaient déguisés en souris. En 2006, nous avons rendu hommage à Hongkong en nous inspirant du Star Ferry. » Ce ferry légendaire, la veille de la course, avait quitté pour la dernière fois l'embarcadère qu'il occupait depuis cinquante ans et rejoint ce matin-là son nouvel appontement. Le « déménagement » avait déclenché une pluie de flashes et fait verser quelques larmes. A l'issue de la compétition, le jury a remis au « ferry » suisse le trophée très convoité de la Sedan Chair la mieux décorée.

Ce n'était pas la première fois (ni, espérons-le, la dernière) que la Swiss Association remportait cette distinction. « C'est peut-être typiquement suisse : quand nous faisons quelque chose, nous nous engageons totalement. Et nous comptons bien participer en 2007 également. D'ailleurs, si quelqu'un a une idée de décoration, n'hésitez pas à nous en faire part », ajoute Peter Klaus en souriant. <

Pour contacter la Swiss Association of Hong Kong : www.swiss-hk.com



Les membres de la Swiss Association et le Swiss Star avant la course. Peter Klaus (au dernier rang à gauche), membre de la Swiss Association depuis sa création, participe à la Matilda Sedan Chair Race depuis vingt-sept ans.

Un ancien banquier suisse délégué du CICR

Texte : Veronica Zimnic

Népal, Rwanda, Pakistan : l'itinéraire d'un banquier à la recherche de marchés émergents ? Pas du tout. Délégué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Pascal Porchet sillonne le monde depuis trois ans. Quelle sera sa prochaine destination ?

«Au Pakistan, j'ai vécu neuf mois sous une tente», raconte Pascal Porchet. Mais la confrontation permanente avec la souffrance humaine lui a paru encore plus difficile que ses conditions d'hébergement. «On sait bien qu'on ne peut pas aider chaque réfugié, tout simplement parce que notre budget et nos ressources ne nous le permettent pas. La pitié et la colère sont par conséquent des sentiments qu'éprouvent constamment les délégués du CICR, mais dans l'ensemble, les expériences positives l'emportent. Cela fait beaucoup de bien d'aider les autres.»

En effet, c'est dans la gentillesse et dans la sincérité des personnes qu'il rencontre chaque jour que Pascal Porchet puise la force nécessaire à l'accomplissement de ses missions. Pour lui, le contact humain est de loin le plus bel aspect de son métier. La discrétion est également indispensable pour accéder aux populations des régions en guerre ou en crise. «Je trouve tout à fait normal de se mettre en retrait afin de pouvoir aider les personnes qui en ont besoin.»

Une organisation internationale d'origine suisse

Pascal Porchet n'est pas le seul à s'engager de la sorte. Créé en 1863 par Henry Dunant, le CICR est présent dans plus de 80 pays et compte quelque 12 000 collaborateurs. Lorsqu'on l'interroge sur ce que représente pour un Suisse le fait de travailler au CICR, le jeune Zurichois répond : «La croix suisse est perçue de manière très positive et la neutralité de notre pays est toujours très appréciée.» Mais cela fait bien longtemps que les Suisses ont été rejoints par d'autres nationalités au sein du CICR. «Je trouve cette évolution extrêmement positive et j'apprécie de collaborer chaque jour avec des personnes de cultures différentes. Lors de ma dernière mission au Cachemire, nous étions 180 délégués venus du monde entier, dont beaucoup de Japonais et d'Australiens, mais seulement 20 Suisses. 380 Pakistanais nous ont également apporté leur aide», explique Pascal Porchet. Pour lui, le CICR est un bel exemple d'une organisation qui a su s'internationaliser sans renier ses racines suisses.

Mais qu'est-ce qui pousse un banquier plein d'avenir à se reconvertis dans l'action humanitaire ? «J'ai toujours souhaité travailler dans ce domaine ; par conséquent, j'avais longuement réfléchi avant de partir», précise Pascal Porchet. Lorsqu'il a décidé de rejoindre le CICR, il ne pensait pas rester plus de deux ou trois ans. Aujourd'hui, cette période arrive à son terme, mais il ne peut pas s'imaginer reprendre ses fonctions de vice-directeur d'une banque privée. Loin d'avoir abandonné toute ambition professionnelle, ce-



Pascal Porchet au Pakistan, dans la région touchée par le tremblement de terre : «Cela fait beaucoup de bien d'aider les autres.»

pendant, il s'est fixé des objectifs élevés et a déjà franchi une première étape en tant que responsable d'un bureau et de deux camps dans le Cachemire pakistanais : «J'aimerais avoir la responsabilité de toute une mission pour mettre à profit mon expérience en matière de direction de personnel.» Reste à savoir quelle sera sa prochaine destination. <

« Ubi bene, ibi patria »

En français : la patrie, c'est là où l'on se sent bien. Dans quelle mesure le patriotisme est-il une notion profane ? En d'autres termes, les serviteurs de Dieu se sentent-ils partout chez eux, tel Jésus-Christ ? Réponse des ecclésiastiques à travers l'exemple d'une dépendance de l'abbaye d'Einsiedeln en Argentine.

Texte : Mandana Razavi

La Suisse est une démocratie. Et pourtant, la monarchie trouve refuge jusqu'à nos jours derrière les murs séculaires d'abbayes de longue tradition. La Règle de Saint Benoît exige une entière obéissance des moines à l'égard des commandements de Dieu et de la volonté de l'abbé, représentant du Christ à l'intérieur de la communauté. Cependant, même lorsque le royaume sacré permet de bannir certains aspects profanes de la vie, le cours de l'histoire ne s'arrête pas aux portes de l'abbaye. Ainsi Einsiedeln ne fut pas épargnée par les pillages, les incendies, les meurtres et les destructions de nombreuses guerres. Pour ne pas être livré sans défense aux nazis, qui menaçaient d'envahir le pays, l'abbé Ignatius, responsable de l'abbaye à l'époque, décida d'envoyer deux pères missionnaires en Argentine. Ceux-ci étaient chargés de tout préparer au cas où la communauté devrait fuir la Suisse. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, Einsiedeln envisageait de rapatrier ses deux missionnaires, lorsque le nonce du Pape en Argentine leur rendit visite à l'improviste. Monseñor Fietta proposa aux moines d'Einsiedeln de reprendre comme dépendance un petit monastère fondé par une riche veuve en mémoire de son époux. L'abbé posa comme condition que le monastère soit agrandi de manière à pouvoir accueillir une vingtaine de moines et abriter une école selon la tradition chère à l'abbaye d'Einsiedeln. En contrepartie, la veuve, Madame Marenco de Sánchez Díaz, exigea non seulement que les moines fassent un travail pastoral auprès des habitants de cette région désertée autour de Los Toldos, mais aussi qu'ils créent une école d'agriculture. Un accord fut rapidement trouvé et, à Pâques 1948, l'abbé Benno, fraîchement nommé, envoya finalement douze moines, en référence aux apôtres de Jésus, dans les lointaines contrées de la pampa argentine. Parmi eux se trouvaient le père Meinrad Hux et le père Karl Burkard, tous deux âgés de 27 ans. Dans son livre « Erinnerungen eines Einsiedler Mönchs » (Mémoires d'un moine d'Einsiedeln), le père Karl raconte en détail le voyage en Argentine : les adieux, la curiosité, le courage et le mal de mer. Le monastère Santa María de Los Toldos fut officiellement fondé à l'arrivée des moines, le 3 mai 1948. L'abbaye d'Einsiedeln acquit davantage de terres, des tracteurs et des machines. L'aménagement du monastère, l'ensemencement des champs et la construction de l'école commencèrent immédiatement. Le dur travail des missionnaires

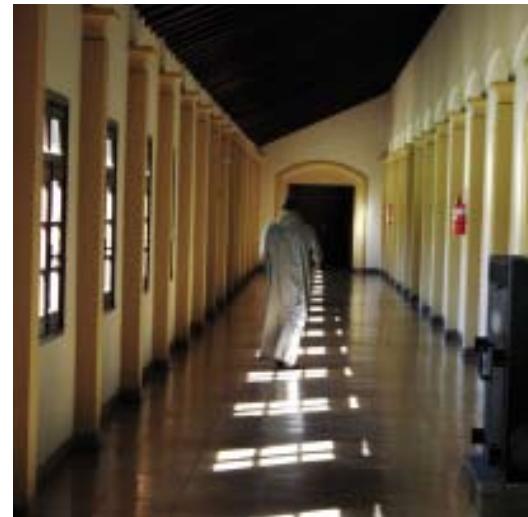
fut entravé au début par la barrière de la langue, puis en 1950 par la destruction en une nuit de la totalité de la récolte sous l'effet du gel.

Ad maiorem Dei gloriam (pour la plus grande gloire de Dieu)

En dépit de ces obstacles, l'école ouvrit ses portes en mars 1950 aux enfants de toutes les classes sociales, qu'ils soient issus de familles d'agriculteurs ou de migrants, ou descendants des Coliqueos, une tribu locale d'Indiens. Seuls ceux qui en avaient les moyens payaient l'école. Le père Karl se remémore certains détails : « Nous n'avions pour tout matériel scolaire qu'un tableau et une craie. Mais la misère rend ingénieux. Il ne nous a donc pas fallu longtemps pour utiliser un ballon comme globe terrestre. » Contrairement à l'école d'agriculture, à laquelle il fallut rapidement renoncer, l'école primaire a toujours bien fonctionné. Une autre tâche essentielle des prêtres était le travail pastoral. Le père Karl raconte qu'ils commencèrent par célébrer la Sainte Messe dans les salles de classe avant d'édifier de vraies chapelles.

Fiat voluntas tua (que votre volonté soit faite)

Le père Meinrad et le père Fintan Vogel traduisirent des heures durant toute la liturgie du latin en espagnol afin d'améliorer la compréhension des textes par les autochtones. Le père Karl, qui fut rappelé à Einsiedeln en 1962 en raison de son caractère un peu trop rebelle pour les Bénédictins, souligne l'importance de sa mission : « Je connaissais personnellement tous les membres de la communauté, composée d'un millier d'âmes. Malgré l'étenue incommensurable de la pampa, je ne me suis jamais senti seul. Cela tient également au fait que, lorsqu'on participe à la mise en place d'un projet, on est fortement lié à ce dernier dès le début. » C'est pour cette raison que le père Karl était triste de partir, même si des tâches intéressantes l'attendaient en Suisse. Et quand on lui demande s'il a connu le mal du pays, il répond sans hésiter : « Non, jamais. Je n'ai pas non plus éprouvé de nostalgie à mon retour. Ubi bene, ibi patria. La patrie, c'est là où l'on se sent bien. » Les deux autres frères suisses, restés en Argentine, n'ont pas trouvé particulièrement dur leur départ d'Einsiedeln durant leur jeunesse. Mais aujourd'hui, sachant qu'il ne reviendra peut-



Impressions du monastère bénédictin Santa María de Los Toldos en Argentine, aujourd'hui quasiment indépendant de l'abbaye-mère d'Einsiedeln. Le père Meinrad Hux (au milieu), qui fut l'un des premiers missionnaires, vit là-bas depuis près de soixante ans.

être plus jamais dans son ancienne patrie, le père Fintan (86 ans), a de la peine à se détacher totalement de la Suisse : « J'aime l'abbaye d'Einsiedeln et je suis un patriote attaché à la Suisse et à l'Argentine. Cependant, j'ai un faible pour Guillaume Tell et les autres héros de l'histoire helvétique. » Après tant d'années, l'esprit de pionnier des trois hommes s'est quelque peu émoussé et chacun d'eux a accepté que le temps disponible pour les voyages et l'aventure se soit amenuisé. Le monastère Santa María de Los Toldos est en grande partie indépendant d'Einsiedeln. Depuis la fermeture de l'école en 1972, il tire ses revenus de sa fromagerie et de la maison d'hôtes, qui a remplacé l'ancien internat.

L'abbaye d'Einsiedeln possède un autre monastère qui fonctionne bien, Saint Meinrad à Louisville, aux Etats-Unis. Cet établissement avait été créé autrefois pour les mêmes raisons que Los Toldos, mais dans le cadre d'une autre guerre. Le doyen d'Einsiedeln, le jeune père Basil Höfliger, qui passa quelques années là-bas pendant ses études, sait lui aussi ce que signifie vivre loin de chez soi. Il découvrit à cette occasion que le terme de patrie, plutôt que de se limiter à un pays, se référait davantage à certaines valeurs partagées avec d'autres personnes. Les quatre pères sont unanimes sur ce point : ils trouvent la paix auprès de celui à la recherche duquel ils sont partis il y a bien longtemps. Et qui, pour eux, est omniprésent. <

Repos bien mérité à Ibiza

Texte : Andreas Thomann

Trente ans durant, Simone et Fritz Steiner ont construit la maison de leurs rêves. A l'heure de leur retraite, la propriété dans la petite crique pittoresque était fin prête : il ne restait plus qu'à dire adieu à la patrie.

Le panorama a de quoi combler les aspirations de tout Européen plongé dans la grisaille d'un jour d'automne. La mer d'un bleu profond est bordée par une côte rocheuse, surplombée par un paysage de collines boisées. Entre les pins, on voit scintiller le sable de la plage en contrebas. Et il suffit de cligner un peu des yeux pour apercevoir à l'horizon les contours de la côte sud de Majorque. Pour achever ce tableau, la température avoisine les 27 degrés, à une période où chez nous les premières décos de Noël ornent les devantures des magasins.

La résidence qui s'ouvre sur cette vue paradisiaque porte à juste titre le nom de « El nostre somni », ce qui signifie en catalan « Notre rêve ». Un rêve commencé voici trente ans, lors d'un bref séjour. Simone et Fritz Steiner, surmenés et fatigués, avaient besoin de changer d'air. En fait, ils avaient l'intention de se rendre sur la Costa Blanca. « Arrivés à Denia, nous avons vu le panneau indiquant la direction d'Ibiza », se souvient Simone Steiner. Le lendemain, ils décidèrent de prendre le ferry qui les mena à l'île au nom si évocateur. « Au port de Sant Antoni, un vieil homme nous conseilla de nous diriger vers l'est. La nuit était tombée lorsque nous sommes enfin arrivés à cette crique, luisante sous le clair de lune. Ce fut un coup de foudre. »

Quelques mois plus tard, nos deux touristes retournèrent dans la baie enchanteresse et firent le tour des agences immobilières. « Nous ne pouvions nous offrir qu'une petite maison », raconte Simone Steiner, or les prix d'Ibiza étaient déjà très élevés à l'époque, et tout ce qu'on nous proposait n'entrant pas dans notre budget. Nous étions sur le point d'abandonner, lorsqu'une agence nous indiqua une maison « très simple » selon elle. » La dame de

l'agence n'avait pas menti : les Steiner trouvèrent trois minuscules bungalows contigus au milieu d'une forêt, sans électricité, ni chauffage, ni eau courante. Et pourtant, ils surent à l'instant que leur quête venait d'aboutir.

Retrousser ses manches au lieu de faire la planche

L'acquisition de cette propriété était liée à un projet ambitieux : que la maison soit habitable toute l'année au moment où le couple prendrait sa retraite. Chose dite, chose faite. En 2003, les Steiner vendirent leur maison de Meikirch dans le canton de Berne et déménagèrent à Ibiza. Trente ans s'étaient écoulés. Trente ans durant lesquels ils avaient passé toutes leurs vacances sur l'île afin de mettre eux-mêmes la main à la pâte. Fritz Steiner nous confie qu'il avait procédé de cette manière en partie pour des raisons financières, mais aussi pour assouvir son perfectionnisme tout helvétique : « J'aime que les choses soient bien faites, même si cela prend plus de temps. » La profession des deux époux fut d'un grand secours : elle était enseignante de travaux manuels, lui entrepreneur de cars postaux. « Mon père a mis sur pied l'entreprise de transports et l'a agrandie au fur et à mesure en ajoutant garage sur garage. Ce qui m'a appris à démolir des murs et à en construire de nouveaux. »

Et c'est ainsi que la propriété des Steiner s'est agrandie pour devenir ce qu'elle est aujourd'hui. « Une demeure simple », comme ils ne se lassent pas de le répéter. Mais ce n'est pas toute la vérité. Certes les villas sont généralement plus spacieuses, les Steiner se contentant d'un living, d'un bureau et de deux chambres à coucher. Mais a-t-on vraiment besoin de beaucoup d'espace lorsque son



Des températures estivales, une plage de rêve, une poignée de baigneurs : à partir d'octobre, Ibiza appartient à nouveau à ses habitants, parmi lesquels compte depuis trois ans le couple heureux d'exilés suisses Simone et Fritz Steiner.

salon s'ouvre sur la mer ? Les vacanciers auxquels les Steiner louent le bungalow contigu à leur demeure ne sont d'ailleurs pas d'un autre avis. On vient ici pour jouir de la tranquillité, bien loin des discothèques aux noms ronflants.

« Les nuits blanches et la fête à gogo sont d'ailleurs de faux clichés », s'emballe Simone Steiner. Et le calme qui règne sur la terrasse par ce bel après-midi vient souligner ses dires. A Sant Carles, la nuit est faite pour dormir. Cela ne signifie pas que l'on s'y ennue. On dispose au contraire de plus de temps durant la journée pour entreprendre quelque chose. En effet, le vélo de course et le VTT dans le garage de Fritz Steiner ne sont pas là pour le décor. « Je dois sentir mon pouls s'accélérer, sinon je n'ai pas les idées claires. » A 68 ans, il s'est découvert un nouveau hobby : la marche nordique. Le climat méditerranéen offre des conditions d'entraînement à faire pâlir d'envie les Européens continentaux : « Ici, mon rythme cardiaque est inférieur de cinq à huit battements par minute à ce qu'il est en Suisse. »

Le bar « Anita » : un lieu de rencontre

Simone Steiner ne s'investit pas dans le sport, elle préfère tisser des réseaux de relations. Elle a trouvé la plate-forme qui lui convient dans la section d'Ibiza du « Club Suizo Baleares ». « J'en ai pris la tête il y a trois ou quatre ans et lui ai insufflé une nouvelle vie. Cette section compte aujourd'hui une cinquantaine de membres, mais il y en a peu qui habitent ici toute l'année. » Une colonie bien maigre en comparaison avec les quelque 5 000 Suisses établis sur la Costa Blanca. « Ici ce sont plutôt des individualistes, explique Simone Steiner, il n'y a donc pas de danger de voir un ghetto se

créer. Nous connaissons des Allemands, des Hollandais, des Belges, des Espagnols du continent et, bien sûr, des autochtones. » A Sant Carles, c'est au légendaire bar « Anita » que se retrouve toute cette population hétéroclite. Cet ancien lieu de rendez-vous de la colonie hippie est toujours le centre de la vie sociale de la partie orientale de l'île. Il fait également office de poste, car le courrier n'est pas distribué, il y est déposé dans des boîtes aux lettres en bois.

Si c'est au bar « Anita » que s'échangent les nouvelles locales, des moyens de communication ultramodernes permettent de recevoir celles de la patrie. La maison des Steiner dispose de tout un arsenal de télécommunications : téléphone, fax, antenne satellite et ADSL. « Qu'un arbre tombe sur la route à Meikirch, et je le sais », rapporte Fritz Steiner, qui suit actuellement des cours de psychologie et de mythologie grecque pour autodidactes sur Internet. Cela ne signifie pas pour autant que les Steiner aient le mal du pays. « Nous sommes également abonnés au journal local « Diario de Ibiza » précise Simone Steiner, qui maintenant parle couramment l'espagnol, mais mon mari prend tout de même l'avion de temps à autre pour se rendre dans son pays bernois. »

Y aurait-il parfois des velléités de quitter un jour cette île au soleil ? Non, pas du tout. « Notre envie de rentrer s'amenuise de jour en jour, dit Simone Steiner, et je ne crois pas que cela va changer bientôt. » <

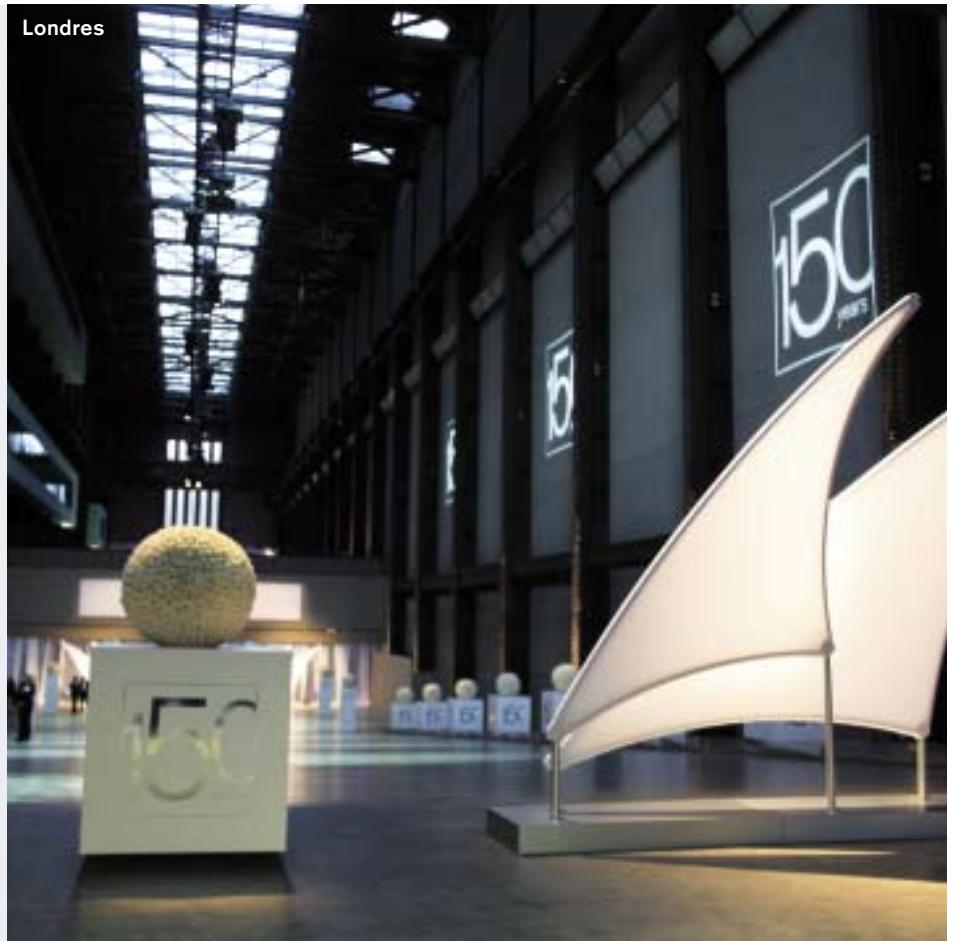
Informations complémentaires sur « El nostre somni » :
www.ibizahome.ch.vu

Les 150 ans du Credit Suisse Moments partagés

Tour d'horizon des festivités

Texte : Michèle Bodmer

L'année anniversaire du Credit Suisse touche à sa fin. Elle laissera une impression mémorable à de nombreux collaborateurs à travers le monde.

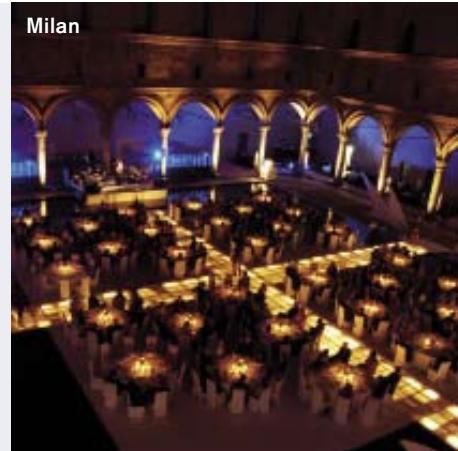


150^e anniversaire du Credit Suisse « Les manifestations organisées à travers le monde étaient centrées sur le thème de l'innovation, et je suis convaincu que l'esprit novateur subsistera au Credit Suisse durant les 150 prochaines années », a déclaré Daniele Isenegger, chef de projet pour les 150 ans du Credit Suisse. **Berne** Le conseiller fédéral Samuel Schmid félicite le Credit Suisse pour son esprit pionnier et sa contribution au développement continu de l'économie suisse. **Londres** C'est dans l'immense Turbine Hall de la Tate Modern que s'est tenue la soirée de gala présidée par Michael Philipp, CEO de Credit Suisse Europe, Middle East and Africa (EMEA). L'élégance du décor et la foule des invités faisaient oublier les dimensions imposantes du lieu, conférant à la soirée une atmosphère très conviviale. Le gala s'est clôturé par une belle prestation du groupe de gospel South African Soweto Gospel Choir. **Shanghai** Le temps fort culturel de la manifestation était constitué par le numéro de la troupe « Guan Yin Goddess with a Thousand Hands », une formation de quinze danseuses dont les spectacles allient culture traditionnelle chinoise et danse moderne. **Paris** Walter B. Kielholz, président du Conseil d'administration du Credit Suisse, a accueilli plus de 1500 invités au Centre Pompidou, l'un des emblèmes de l'architecture contemporaine en Europe. La visite de l'exposition Yves Klein figurait ensuite au programme.

Hongkong



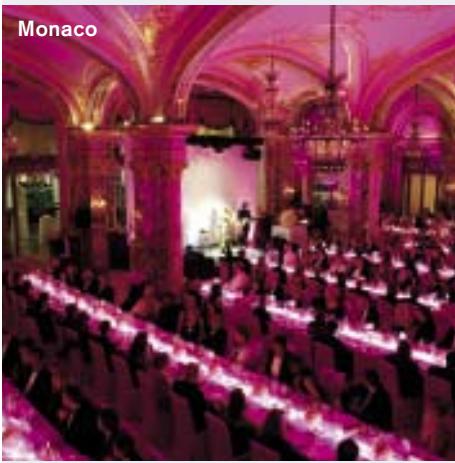
Milan



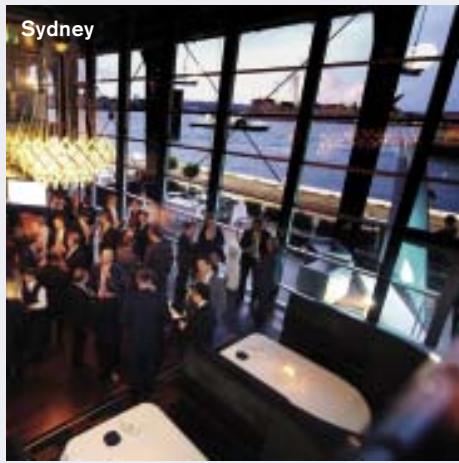
Hongkong



Monaco



Sydney



Moscou



Hongkong Dominant le port Victoria et les lumières du continent, le Centre de convention et d'exposition de Hongkong constituait un cadre idéal pour abriter la soirée d'anniversaire à laquelle Paul Calello, CEO de Credit Suisse Asia Pacific, avait convié ses invités. Lang Lang, nouvelle star de la musique classique, a ravi les convives avec ses envolées musicales et n'a pas manqué de remercier le Credit Suisse de son engagement au Festival de Salzbourg. **Milan** La philosophie du Credit Suisse, qui prône le mariage de la tradition et de l'innovation, était particulièrement bien illustrée au Castello Sforzesco. **Monaco** Le dynamique et tout jeune CEO de Credit Suisse Monaco, Alain Ucari, 35 ans, a réuni plus de 250 personnes le temps d'une soirée unique organisée dans la célèbre Salle Empire de l'Hôtel de Paris, lieu de rencontre privilégié de la « high society » depuis des générations. **Sydney** Le restaurant Wildfire permet une vue spectaculaire sur le port de Sydney et sur l'opéra. **Moscou** Le Credit Suisse a profité du coup d'envoi, le 19 septembre, de ses activités de private banking onshore en Russie pour méditer sur son passé. La manifestation organisée dans le musée Pouchkine soulignait les ambitions de la banque de s'assurer à court terme un segment de marché très recherché en Russie.

Entrepreneur of the Year (EoY)**Société affiliée BANK-now****Best in Trade Finance****Thé, lingerie et machines à café**

En récompensant Walter Borner (Zimmerli Textil AG) et Rudolf Lieberherr (Morga AG), Peter Athanas, CEO de Ernst & Young Suisse et Heinrich Christen, partenaire responsable de EoY Suisse, ont salué deux entrepreneurs à la tête de sociétés de tradition. En effet, la famille Zimmerli vendait de la lingerie aux Etats-Unis dès 1890, et la famille Lieberherr découvrit la cuisine végétarienne indienne en 1910. C'est grâce à un effort entrepreneurial exceptionnel que ces sociétés sont promises à un bel avenir. Quant à la start-up mondoBIOTECH de Fabio Cavalli, elle s'attaque aux maladies létales. A cette fin, son équipe de chercheurs s'efforce de découvrir de nouveaux domaines d'application pour des substances actives connues. Domenic Steiner, Thermoplan AG (machines à café), s'est vu, lui, décerner le titre de « Master Entrepreneur », qui salue l'œuvre d'une vie. Le Credit Suisse, représenté par Josef Meier, responsable Clientèle entreprises Suisse, est partenaire du programme EoY.

Photo (de g. à dr.): Walter Borner, Domenic Steiner, Fabio Cavalli et Rudolf Lieberherr, les quatre lauréats. schi

Pour plus d'informations : [> Dossiers > PME](http://www.credit-suisse.com/emagazine)

Regroupement crédit privé et leasing automobile

BANK-now opérera à partir du 1^{er} janvier 2007 comme spécialiste du crédit privé et du leasing automobile sur le marché helvétique. Elle réunira en son sein les unités d'organisation correspondantes du Credit Suisse et proposera des prestations et des produits innovants à ses clients. Selon le président de son Conseil d'administration, Hanspeter Kurzmeyer, responsable Clientèle privée Suisse du Credit Suisse, la nouvelle société affiliée, qui intégrera également la City Bank, sera en mesure d'évoluer avec plus de souplesse sur le marché suisse du crédit à la consommation et de se positionner comme spécialiste de ce secteur. Elle continuera de bénéficier des services centraux de la maison mère. Placée sous la direction de Erich Wild (CEO), elle aura son siège à Horgen et comptera quelque 250 collaborateurs dans plus de vingt succursales. Elle s'est fixé pour but d'accroître de façon significative la part de marché détenue par les anciennes entités, à savoir 25% pour les affaires de crédit et 11% pour les affaires de leasing.

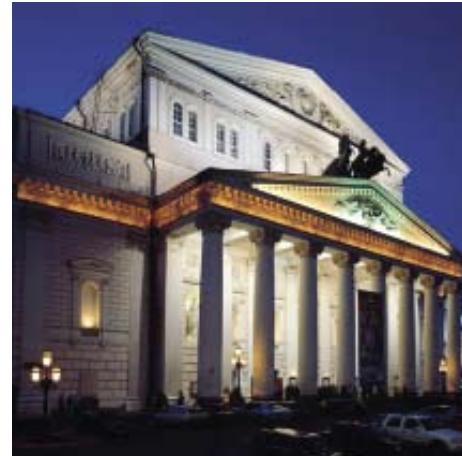
Photo : Hanspeter Kurzmeyer, président du Conseil d'administration (à gauche), et Erich Wild, CEO : « En tant que numéro 2 en Suisse, BANK-now sera un concurrent sérieux sur le marché. » schi

Distinctions en série pour le Credit Suisse

« Gagner une médaille d'or n'est pas facile, mais défendre un titre acquis est bien plus difficile », répond Christian Gut lorsqu'on lui demande si la cérémonie de remise du prix pour la meilleure banque de Trade Finance en Suisse n'est pas devenue pour lui une simple affaire de routine. C'est en effet la sixième fois consécutive que le magazine financier new-yorkais « Global Finance Magazine » attribue ce prix au Credit Suisse. Christian Gut, qui a développé ce secteur d'activité au cours des dix dernières années, pense que la distinction est due à la qualité de ses collaborateurs et à la proximité du Credit Suisse avec ses clients, car analystes et clients ont été également interrogés avant la remise du prix. Afin de ne pas perdre cette avance sur la concurrence, plusieurs millions de francs seront investis aux cours des prochaines années dans le renouvellement de l'infrastructure informatique, et l'accent sera mis sur la formation continue des collaborateurs.

Photo : Joseph D. Giarraputo, « Global Finance Magazine » (à gauche), et Christian Gut. schi

Pour plus d'informations: [> Entreprises en Suisse](http://www.credit-suisse.com/ch)

International**Australie****Engagement à Moscou****Projet Global Hunger**

Au cours du mois d'octobre, l'équipe de Credit Suisse Product Control and Complex Product Support, en partenariat avec la Credit Suisse Americas Foundation, le European Charity Committee et l'Asia Pacific Philanthropy Committee, a participé au projet Global Hunger lancé par le Credit Suisse. Chaque région a collaboré avec des organismes caritatifs locaux afin de mener à bien différentes opérations, allant de la distribution de repas aux sans-abri à la collecte d'argent et de nourriture en faveur d'organisations humanitaires et autres associations à but non lucratif. Les fonds récoltés ont permis de financer plus de 120 000 repas, et la nourriture, une fois triée, d'en préparer 10 000 autres. Toutes ces initiatives ont largement contribué au vif succès remporté par le projet Global Hunger. **ba**

Lancement des activités de private banking onshore

Le 1^{er} novembre 2006, le Credit Suisse a lancé ses activités de private banking onshore en Australie, franchissant ainsi une nouvelle étape significative dans la réalisation de sa stratégie de croissance internationale. Troisième marché de la zone Asie-Pacifique en matière de gestion de fortune, l'Australie a connu durant les dix dernières années un développement important dans ce secteur, notamment grâce à une hausse de la demande de matières premières ainsi qu'à de solides relations commerciales avec des pays en rapide expansion tels que la Chine et l'Inde.

Le Credit Suisse opère en Australie depuis plus de trente ans, et le lancement d'activités de private banking vient élargir l'éventail de services déjà proposés dans les domaines de l'investment banking et de l'asset management. Le potentiel de la banque intégrée, le bon positionnement de nos produits et de nos solutions de private banking à l'échelle mondiale ainsi que la mise en œuvre du processus de conseil structuré sont autant d'atouts permettant au Credit Suisse de proposer à une clientèle australienne toujours plus exigeante une gamme complète de produits à forte valeur ajoutée. **ba**

Le Credit Suisse nouveau sponsor principal du Bolchoï

Le Credit Suisse renforce ses activités de sponsoring culturel dans le monde. Après le festival de Salzbourg et le musée de Shanghai, tous deux soutenus par la banque depuis cette année, le Credit Suisse a annoncé le 7 décembre à Moscou un troisième engagement d'envergure internationale. A partir de 2007, en effet, le Credit Suisse sera pendant cinq ans le sponsor principal du théâtre du Bolchoï, construit en 1776 sur ordre de l'impératrice Catherine II et dont l'opéra et le ballet sont mondialement célèbres. «Le Bolchoï compte depuis 200 ans parmi les principaux théâtres de la planète. Pour pouvoir maintenir un haut niveau de créativité, nous avons besoin du soutien de partenaires qui partagent notre conception de la qualité», explique Anatoli Iksanov, directeur général du Bolchoï. Oswald Grübel, CEO du Credit Suisse, considère quant à lui le rayonnement international et la capacité d'innovation permanente comme les bases communes de cette association. Le Credit Suisse soutenant également les tournées internationales du Bolchoï, les clients n'auront pas besoin de faire le voyage jusqu'en Russie pour assister à ces magnifiques spectacles. **schi**

Corporate Banking Le Credit Suisse soutient les PME suisses

Swiss Venture Club : la locomotive de tête de l'économie suisse

Texte : Andreas Schiendorfer

Le Swiss Venture Club (SVC), réseau national des petites et moyennes entreprises (PME) suisses, décerne chaque année le Prix de l'Entreprise à des entrepreneurs innovants. Un prix qu'il mériterait d'ailleurs lui-même. Présidé par Hans-Ulrich Müller, COO Suisse du Credit Suisse, le SVC est en effet une start-up florissante.

L'économie suisse repose sur deux piliers : les grandes entreprises et les PME. Si tout le monde connaît les géants économiques suisses, on évoque rarement leur rôle dans la création d'emplois et la formation ou encore leur contribution fiscale. A l'inverse, on vante souvent les mérites des PME comme employeurs, mais personne ne les connaît vraiment ni ne prête une réelle attention à leurs revendications.

1400 membres en trois ans

Sans aller jusqu'à le qualifier de «lobby des PME», on peut dire du Swiss Venture Club, fondé en 2003 à partir d'une ancienne association régionale bernoise et qui compte aujourd'hui 1400 membres, qu'il est devenu un organe influent capable de faire entendre la voix des 330 000 PME helvétiques.

Le SVC a acquis sa notoriété grâce au Prix de l'Entreprise, qui est en quelque sorte sa carte de visite. Ce prix est décerné chaque année à Berne (Espace Mittelland) et tous les deux ans dans les six autres régions économiques de Suisse. A l'occasion de ses 150 ans, le Credit Suisse a permis, en collaboration avec d'autres sponsors, de récompenser des entreprises de toutes les régions de Suisse (pour la première fois au Tessin, à Lucerne et à Zurich). 42 loco-

motives de l'économie suisse se sont ainsi retrouvées à juste titre à l'honneur lors de grandes soirées de gala réunissant plus d'un millier d'invités ainsi que dans les médias locaux ou régionaux.

Sous la direction dynamique de Hans-Ulrich Müller, le SVC a déjà posé d'importants jalons, mal il reste encore du chemin à faire. D'autant que les activités des PME à vocation internationale ne s'arrêtent pas aux frontières d'une seule région économique. Il faut continuer à développer les relations entre les PME. Car qui à Lucerne connaît l'entreprise Precicast de Novazzano ? Qui en Suisse romande a entendu parler de Telsonic à Bronschhofen ? Ou quel économiste peut citer spontanément les spécialités des PME mentionnées page ci-contre ?

Des forums très prisés

Les autres activités du SVC sont aussi en plein essor. C'est le cas de la formation avec le Swiss Venture Club Forum. Il s'agit d'une série d'exposés et de débats qui placent les intéressés au centre des réflexions. Les sujets actuellement abordés et qui ont déjà donné lieu à la publication de deux brochures d'information sont «Le règlement de la succession» et «Famille et



Prix de l'Entreprise Suisse centrale : le lauréat Jürgen Mayer avec le président du SVC, Hans-Ulrich Müller (à droite).

entreprise». Quand on sait que la Suisse compte quelque 265 000 entreprises familiales, dont 17 000 doivent régler leur succession chaque année, on comprend l'importance de ces débats pour l'économie suisse.

Financements alternatifs

Le SVC permet aussi aux entreprises florissantes d'accéder à de nouvelles formes de financement comme le financement mezzanine ou, dans le cadre de manifestations pour les investisseurs, à du capital-risque privé. En outre, un projet de «Swiss Micro Fund» pour l'octroi de microcrédits à de jeunes ou de petites entreprises est en cours de développement.

Revendications politiques des PME

Soucieux de contribuer à améliorer la compétitivité de l'économie suisse, le SVC organise également des événements sur des sujets de politique économique et développe en permanence ses relations avec les autorités et les parlementaires. Pour savoir où le bâton blesse du côté des entreprises, il propose sur www.swiss-venture-club.ch une «boîte aux lettres des PME». <



Et le gagnant est... Kistler Instrumente : le président du Conseil d'administration, Robert Lombardini, félicite son CEO, Rolf Sonderegger.



Oswald J. Grübel, CEO du Credit Suisse, a présenté un exposé à Lucerne sur l'importance du rôle des PME suisses.

A Zurich, le président du Conseil d'administration du Credit Suisse, Walter B. Kielholz (en bas à gauche), est interviewé par Peter Hartmeier, rédacteur en chef du quotidien « Tages-Anzeiger ».

Les lauréats du Prix de l'Entreprise

2006

Suisse du Nord Haeusler AG Duggingen | **Zurich Kistler Instrumente** Winterthur

Suisse centrale Maxon Motor Sachseln | **Suisse romande Preci-Dip Durtal** Delémont

Suisse orientale Telsonic Bronschhofen | **Espace Mittelland Scott Sports** Givisiez

Tessin Precicast Novazzano

2005

Suisse du Nord Trüb Aarau | **Suisse romande Felco** Geneveys-sur-Coffrane

Espace Mittelland Spirig Pharma Egerkingen

2004

Suisse orientale Abacus Research Kronbühl | **Espace Mittelland Sphinx Werkzeuge** Biberist

2003

Espace Mittelland DT Swiss Biel/Bienne

Pour plus d'informations : www.swiss-venture-club.ch ou
www.credit-suisse.com/emagazine > Dossiers > Swiss Venture Club



Petit glossaire Termes financiers

Bon de jouissance

Papier-valeur à mi-chemin entre l'action et l'emprunt

Un bon de jouissance est un titre de participation sans valeur nominale, qui, selon la structure des droits incorporés, correspond à une action ou à une obligation. Ainsi, lorsque le bon de jouissance est assorti de droits patrimoniaux, il donne généralement droit à une part du bénéfice net ou du produit de la liquidation d'une société et permet d'acquérir de nouvelles actions.

Contrairement à l'actionnaire, le détenteur d'un bon de jouissance ne bénéficie pas de droits sociaux, notamment de droits de vote. En ce qui concerne la forme de capital, le bon de jouissance n'entre clairement ni dans la catégorie des fonds propres ni dans celle des fonds de tiers. Sur le plan juridique, il est comparable à un bon de participation. Le bon de jouissance joue un rôle important dans des opérations classiques comme la création, la fusion ou le redressement d'une entreprise. Il a gagné du terrain ces dernières années comme instrument de mobilisation de capitaux ou de participation des salariés aux bénéfices. rg

Agio

Plus-value lors de l'émission de titres

En entendant ce mot, les bons vivants penseront peut-être au délicieux arôme d'un cigare, Agio étant le nom d'un des plus grands fabricants de tabac européens. Mais dans le monde de la finance, le terme ne suscite guère d'associations olfactives. Agio est un mot italien qui signifie supplément ou plus-value. Généralement exprimé en pourcentage, il désigne la différence entre le prix d'émission d'un titre et sa valeur nominale. Si un investisseur achète par exemple une action d'une valeur nominale de 800 francs avec un agio de 10%, il paiera au total 880 francs. Dans le commerce des pièces de monnaie, l'agio est un supplément à payer lors de l'émission de pièces.

Le contraire de l'agio est le disagio, ou moins-value. On parle de disagio dans le commerce des pièces de monnaie lorsque les pièces sont endommagées, ou, dans le cas de nouvelles émissions, pour désigner la différence entre le prix d'émission et le cours correspondant. rg

Marché libre

Segment spécial de la Bourse allemande

A la fin des années 1980, la Bourse allemande a regroupé les deux segments « marché libre réglementé » et « marché libre non réglementé » en un seul segment appelé « marché libre » (en allemand « Freiverkehr »). Sont négociées sur ce marché, outre un petit nombre d'actions allemandes, des actions et des options étrangères qui ne sont pas intégrées au marché réglementé ou ne sont pas admises au marché officiel. Sur le marché libre, les exigences qualitatives auxquelles doivent répondre les titres des entreprises sont nettement moins strictes que les conditions habituellement applicables. Le négoce y est assuré par des courtiers indépendants.

La présence d'une entreprise sur le marché libre dépend moins de sa qualité que de sa taille ou du volume de titres émis. Pour les petites et moyennes entreprises, il est plus facile de se procurer des capitaux sur ce marché, car les exigences en matière de capital minimum et de volume de titres échangés sont moins élevées. Certaines entreprises utilisent également le marché libre comme une étape intermédiaire leur permettant d'accéder ultérieurement au marché officiel. En Suisse, il existe depuis 2005 une plate-forme similaire, qui porte le nom de Sponsored Segment. rg



Stiftung Wunderlampe réalise les vœux les plus chers d'enfants gravement malades. Tout du moins, la plupart d'entre eux.

Conduire une pelleteuse, embrasser un dauphin ou serrer la main d'une star sont autant de ces rêves.

*Grâce à vos dons, les rêves deviennent réalité et donnent aux enfants une nouvelle force qui n'a pas de prix. Stiftung Wunderlampe,
CCP 87-755227-6, Zürcherstrasse 119, 8406 Winterthur, tél. +41 (0) 52 269 20 07, www.wunderlampe.ch*

Promotion de la relève Une reconnaissance pour les doctorants

L'Empiris Award encourage la recherche indispensable sur les maladies du cerveau

Texte : Andreas Schiendorfer

Mathias Heikenwälder, un proche collaborateur du professeur Adriano Aguzzi, reçoit le premier « Empiris Award for Research in Brain Diseases » pour ses travaux sur les prions dans la lutte contre la maladie de Creutzfeldt-Jakob.

Les premiers cas avérés de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), communément appelée maladie de la vache folle, apparaissent en 1985 au Royaume-Uni. Sept ans plus tard, 36 000 cas sont recensés. Cette maladie neurodégénérative se propage sur le continent malgré les mesures épidémiologiques. En Suisse, par exemple, le premier cas d'ESB est décelé en 1990. L'inquiétude grandit d'autant plus dans le monde que l'ESB peut se transmettre à l'homme. Certes, la nouvelle « variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (vMCJ) », forme humaine de la maladie de la vache folle, est plutôt rare, mais l'issue en est généralement fatale. On sait aujourd'hui que la période d'incubation de la maladie peut durer plusieurs années.

Prix Nobel pour le professeur Prusiner

La recherche portant sur ces deux maladies neurodégénératives prend une telle importance que Stanley B. Prusiner, professeur à l'Ecole de médecine de l'Université de Californie à San Francisco, obtient en 1997 le prix Nobel de médecine pour la découverte du principe à l'origine de la maladie, la protéine pathogène du prion.

Par la suite, l'Institut de neuropathologie de l'Université de Zurich devient un véritable centre de recherche ESB et MCJ

(nouvelle variante et forme sporadique de la maladie de Creutzfeldt-Jakob).

Prix Marcel-Benoist pour Adriano Aguzzi

Le Prix Marcel-Benoist, considéré comme le « Nobel suisse », est attribué en 2004 au professeur Adriano Aguzzi « pour ses travaux sur les maladies dégénératives du système nerveux ». Concrètement, les recherches du professeur Aguzzi contribuent à élucider les mécanismes d'entrée et d'extension de l'agent infectieux de l'ESB et de la MCJ dans l'organisme. Elles ouvrent ainsi des perspectives encourageantes pour le diagnostic précoce, le traitement et la prévention de ces graves maladies et permettent de mieux comprendre certaines pathologies cérébrales liées à l'âge, comme la maladie d'Alzheimer.

Ces succès sont dus avant tout au groupe de jeunes scientifiques qui entoure depuis des années le professeur Aguzzi. L'un de ceux-ci, Mathias Heikenwälder, soutient en 2004 sa thèse intitulée « Immunological Aspects of Prion Pathogenesis » et publie dans la célèbre revue scientifique « Science » (vol. 307, 18 février 2005), en collaboration avec d'autres membres du groupe de recherche Aguzzi, l'étude « Chronic Lymphocytic Inflammation Specifies the Organ Tropism of Prions », qui

rencontre un grand écho à l'échelle internationale.

Empiris Award pour Mathias Heikenwälder

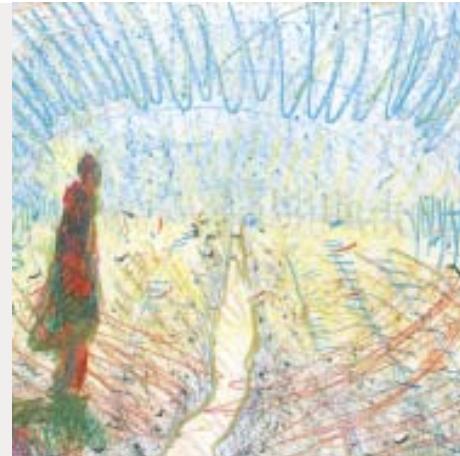
« Mathias Heikenwälder a examiné le rôle des inflammations chroniques dans la propagation des prions. Bien entendu, il s'agit là d'un domaine difficilement accessible au profane », indique Amedeo Caflisch, professeur à l'Institut de biochimie de l'Université de Zurich. Amedeo Caflisch et le Conseil de fondation de la Fondation d'utilité publique Empiris ont désigné Mathias Heikenwälder comme premier lauréat de l'« Empiris Award for Research in Brain Diseases » et lui ont remis le prix le 8 novembre à l'hôtel Savoy à Zurich. « Nous étions convaincus de notre choix, déclare le professeur Heinrich Ursprung, président du jury, mais il était réjouissant d'avoir pu choisir parmi différents travaux excellents. »

Ancien directeur de la commission de recherche de la faculté de mathématiques et de sciences naturelles de l'Université de Zurich, Amedeo Caflisch est le principal artisan du nouveau prix. « Un donateur qui ne souhaite pas être nommé m'a proposé l'idée d'un prix pour la recherche sur les maladies du cerveau, et j'ai tout de suite été enthousiasmé, explique le biochimiste, qui est lui-même actif dans la recherche portant sur des domaines apparentés. D'une part parce que les affections du cerveau sont – hélas – les maladies clés du XXI^e siècle ; d'autre part, si des prix fortement dotés existent pour les chercheurs bien établis,



De gauche à droite : le professeur Heinrich Ursprung (président du jury), le professeur Adriano Aguzzi (directeur de thèse), le lauréat Mathias Heikenwälder et l'ancien conseiller fédéral Flavio Cotti (président de la Fondation Empiris).

En haut à droite : tableau de l'artiste Luigi Caflisch (détail).



les jeunes espoirs de la recherche se retrouvaient jusqu'ici les mains vides, alors qu'ils auraient, eux, tout particulièrement besoin de reconnaissance officielle et de la dotation éventuelle. »

Amedeo Caflisch se réfère à un rapport scientifique selon lequel les dépressions seront en 2020 la deuxième maladie la plus fréquente frappant la société. Et il ne s'agit là que d'une maladie du cerveau parmi d'autres, comme Alzheimer, Parkinson, l'épilepsie ou certaines tumeurs. Simultanément, Caflisch souligne la possibilité, grâce à l'Empiris Award, de faire avancer véritablement et à relativement peu de frais la recherche biomédicale et la recherche biochimique.

Conscient que la création d'une fondation individuelle ne vaut la peine qu'à partir d'un apport substantiel, Amedeo Caflisch a recherché un organisme de tutelle, qu'il trouva dans la Fondation d'utilité publique Empiris. « Une chance pour moi. Le Conseil de fondation, dirigé par l'ancien conseiller fédéral Flavio Cotti, est d'une grande compétence. Il veille à la dimension sociale des projets, et le Credit Suisse prend en charge la gestion du fonds et une partie des travaux administratifs sans s'immiscer dans les questions de contenu. Ce qui est important, car nous avons l'intention de décerner le prix au niveau international. »

La participation au concours est liée à des conditions précises, disponibles sur le site www.empiris.ch. La date limite du prochain concours est le 30 avril 2007. <

Empiris : pour la recherche, la science et la formation

La Fondation d'utilité publique Empiris a pour but de soutenir la recherche, la science et la formation afin d'apporter une contribution significative à l'évolution de notre société. Les donateurs peuvent contribuer à des fonds spéciaux, par exemple « Alzheimer » ou « Maladies du cerveau », ou encore octroyer des dons en faveur de la fortune globale de la Fondation, qui peut être utilisée pour les projets de recherche et de formation les plus divers. La Fondation finance des prix attribués chaque année à des doctorants ayant accompli une performance remarquable dans la recherche fondamentale sur les maladies du cerveau. Le Conseil de fondation est composé des personnalités suivantes : Flavio Cotti, président, Walter Berchtold, Chief Executive Officer Private Banking du Credit Suisse, vice-président, Felix Gutzwiller, Dieter Imboden et Heinrich Ursprung. Outre la Fondation Empiris, le Credit Suisse soutient les fondations d'utilité publique Accentus (www.accentus.ch) et Symphasis (www.symphasis.ch).

Formule 1

« Nous avons réduit notre retard de moitié »

Interview : Andreas Thomann

En passant de la huitième à la cinquième place, la nouvelle équipe BMW Sauber F1 a réussi la plus belle progression de la saison 2006. Son directeur sportif, Mario Theissen, explique les raisons de ce bond en avant.

Bulletin : Félicitations pour votre cinquième rang au classement des constructeurs. Vous y attendiez-vous en début de saison ?

Mario Theissen : Nous l'espérions bien sûr un peu, mais notre objectif était plutôt la sixième place. En cours de saison, nous nous sommes aperçus que nous pouvions faire mieux. En finissant au cinquième rang, notre équipe réalise la plus forte progression de la saison, une performance dont je suis fier.

A quoi l'attribuez-vous ? A l'augmentation du budget ?

Il est vrai que le budget de l'ancienne écurie Sauber Petronas ne lui permettait pas de rivaliser avec les meilleurs, ce qui entraînait le développement des voitures. Mais l'argent seul ne garantit pas le succès. Nos progrès sont également dus à toute une série de mesures mises en œuvre depuis l'été 2005 : constitution d'une équipe de test séparée, mise en place d'un système des « trois-huit » pour exploiter la soufflerie 24 heures sur 24, etc.

L'usine de Hinwil est actuellement un chantier ouvert. Combien de personnes y travailleront-elles une fois les travaux terminés ?

430 collaborateurs y travailleront fin 2007, contre 275 avant le rachat de Sauber par BMW. Nous en sommes actuellement à 400, soit déjà nettement plus.

Si l'on y ajoute les 300 collaborateurs qui travaillent à Munich, le chiffre est respectable...

Oui, mais cela nous situe tout juste au milieu du peloton en Formule 1. Nous n'avons d'ailleurs pas l'ambition de devenir la plus grande équipe. Mais en continuant à miser sur l'efficacité, je pense que nous serons en mesure de rivaliser avec les meilleures écuries.

Votre retard est-il encore important ? Il a varié considérablement selon les circuits. À Monza, par exemple, nous étions au coude à coude avec les « top teams ». Globalement, je pense que nous avons réduit notre retard de moitié par rapport à l'an dernier.

Disposez-vous des bons pilotes pour combler l'écart restant ?

Oui, j'en suis convaincu. Avec Nick Heidfeld, un homme expérimenté, et nos deux jeunes loups, Robert Kubica et Sebastian Vettel, nous disposons d'un redoutable trio.

Vous vous êtes attiré certaines inimitiés en décidant de remplacer Jacques Villeneuve par Robert Kubica. Avec le recul, referiez-vous la même chose aujourd'hui ?

Oui, tout à fait. Niki Lauda a dit un jour : « Le team manager n'est pas là pour gagner le prix Nobel de la paix mais pour remporter des courses. » Je souscris totalement à cette vision des choses.



Le directeur sportif de BMW, Mario Theissen (à gauche), ne tarit pas d'éloges concernant Robert Kubica. A juste titre, puisque le jeune Polonais (22 ans) s'est hissé sur le podium dès son troisième Grand Prix.

Depuis ses débuts tonitruants, Robert Kubica est considéré par beaucoup comme un futur champion. Par vous aussi ?

Je ne fais pas grand cas des pronostics. Mais il est indéniable que Robert a tout pour réussir. Il est extrêmement concentré sur son objectif et sur son métier de pilote. Je n'ai aucune crainte pour son avenir.

Nick Heidfeld semble avoir trouvé un nouveau souffle depuis l'arrivée de Kubica. Impression ou réalité ?

L'entrée de Robert dans l'équipe a boosté tout le monde, Nick compris. C'est vrai que Nick a admirablement piloté lors des derniers GP de la saison.

Mais la concurrence a parfois été impitoyable.

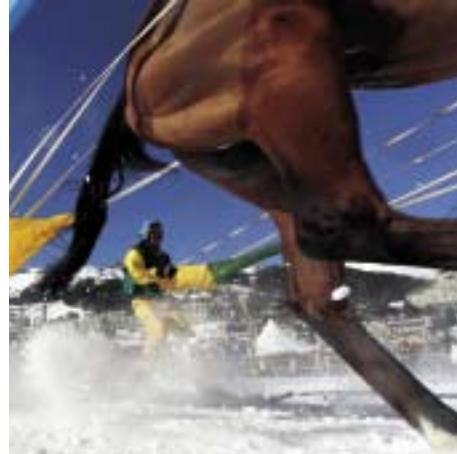
Vous avez raison, mais la Formule 1 est un monde rude. La concurrence ne peut être que féroce entre les 11 meilleures équipes et les 22 meilleurs pilotes du monde. Nos deux pilotes doivent s'en accommoder. Cette concurrence est saine car elle pousse à l'excellence.

Quand verra-t-on la première victoire de votre équipe ?

Elle est programmée pour 2008.

Serait-ce une catastrophe si elle arrivait avant ?

Je crois que nous pourrions surmonter ce coup dur... <

Credit Suisse Agenda 5/06**Beaux-arts****9 février – 13 mai 2007, Zurich****Rétrospective Rodin****Kunsthaus****Musique****19 janvier 2007, Zurich****Berlioz, Chostakovitch****Mikko Frank, direction****Sarah Chang, violon****Tonhalle****24/25 février 2007, Zurich****Viva Don Carlos****(avec programme pour enfants)****Opéra de Zurich****1^{er} mars 2007, Zurich****Bruckner****Bernhard Haitink, direction****Tonhalle****9 mars 2007, Zurich****Bartók****David Zinman, direction****András Schiff, piano****Tonhalle****Hippisme****25–28 janvier 2007, Zurich****CSI Zurich****Hallenstadion****4, 11, 18 février 2007, Saint-Moritz****White Turf (100^e édition)****Lac de Saint-Moritz****Football****7 février 2007, Düsseldorf****Allemagne – Suisse****7 février 2007****France – Suisse (M-21)****Formule 1****18 mars 2007, Melbourne****GP d'Australie****(nouvelle saison)****8 avril 2007, Kuala Lumpur****GP de Malaisie****CSI de Zurich****White Turf de Saint-Moritz****Magie équestre**

Avec des prix totalisant plus de 1 million de francs, le Swiss Life CSI de Zurich demeure la manifestation en salle la mieux dotée du monde. Pas étonnant, dans ces conditions, que quinze des vingt plus grands noms du hippisme aient annoncé leur participation à ce concours organisé chaque année au Hallenstadion, alors que deux autres rencontres internationales ont lieu au même moment. Parmi ces illustres cavaliers, on retrouve l'Allemand Marcus Ehning (n° 1), le Suédois Rolf-Göran Bengtsson (n° 2), la vedette irlandaise du CSI de l'an dernier Jessica Kürten (n° 3) et Jos Lansink, qui a remporté une médaille d'or pour la Belgique. Les Suisses Markus Fuchs, Beat Mändli, Christina Liebherr ainsi que Niklaus Schurtenberger seront aussi présents. Le Credit Suisse Grand Prix du jeudi 25 janvier constituera l'un des concours phares de cette manifestation de quatre jours. Le Swiss Life Challenge du samedi (avec échange de chevaux) ne manquera pas non plus de captiver les foules. Pour la première fois, le CSI de Zurich comprendra également un concours de dressage. Et entre deux épreuves, le magicien Peter Marvey se chargera de transformer un cheval en poney ! schi

Billets à gagner sous
www.credit-suisse.com/emagazine

Chevaux vapeur

Qui succédera à Harald Kronseder, sacré « Roi de l'Engadine » en 2006 ? Rappelez-vous... La dernière manifestation, au cours de laquelle on avait fêté le centenaire du skijkjöring, avait été riche en rebondissements. Les événements sportifs qui nous attendent en 2007, année anniversaire elle aussi, puisque l'on célébrera la 100^e édition des courses hippiques sur le lac de Saint-Moritz ainsi que le centenaire du club hippique de la station, méritent toute notre attention. Mais si le White Turf est une rencontre sportive de renom, il est également un événement mondain incontournable. La course de rennes organisée en février dernier est restée gravée dans toutes les mémoires, et le Credit Suisse se doit de faire au moins aussi bien. Il a donc décidé de faire équipe avec BMW, autre partenaire du White Turf, qui a lieu, comme le veut la tradition, les trois premiers dimanches de février. Ensemble, les deux sponsors principaux ont mis sur pied un mystérieux projet baptisé « Chevaux vapeur », qu'ils se gardent bien de dévoiler pour l'instant. Quoi qu'il en soit, il ne fait aucun doute que les 30 000 spectateurs assisteront à un spectacle haut en couleurs. schi

Livre anniversaire à gagner sous
www.credit-suisse.com/emagazine

Kunsthaus de Zurich Rétrospective sur un grand sculpteur

Auguste Rodin : entre tradition et modernité

Texte : Andreas Schiendorfer

La rétrospective consacrée à Auguste Rodin (1840–1917) est un événement inédit né de la collaboration exemplaire de trois musées. Présentée à la Royal Academy of Arts de Londres jusqu'au 1^{er} janvier 2007, elle pourra être vue au Kunsthuis de Zurich du 9 février au 13 mai 2007 grâce au soutien du Credit Suisse.

La remarquable exposition temporaire sur Albrecht Dürer au Kunsthuis de Zurich est ouverte au public jusqu'au 21 janvier, et elle vaut la peine d'être vue. Mais le visiteur constatera immédiatement l'absence de la « Porte de l'Enfer » d'Auguste Rodin, à l'entrée du musée.

Depuis des décennies en effet, cette sculpture en bronze, qui mesure près de sept mètres de haut et pèse huit tonnes, orne tel un emblème la façade principale du Kunsthuis. Après avoir été restaurée avec minutie au premier semestre 2006, elle a pris le chemin de Londres pour être l'une des pièces maîtresses de la grande rétrospective Rodin. La « Porte » de Rodin révèle chaque jour un peu plus ses multiples détails : le « Penseur », par exemple, qui représente Dante Alighieri, n'est en effet qu'un personnage parmi la centaine que compte cette œuvre inspirée aussi bien de la « Divine Comédie » que des « Fleurs du Mal » de Baudelaire.

Sa surface est comme une peau

D'après Rainer Maria Rilke, secrétaire du sculpteur en 1905/1906, la gigantesque « Porte de l'Enfer » sur laquelle Rodin a travaillé seul pendant une vingtaine d'années illustre sous un jour nouveau le contact avec

des surfaces vivantes et mouvantes. Rilke parle d'ailleurs de « peau » pour symboliser la surface en bronze de la sculpture. Il est néanmoins intéressant de constater que l'œuvre dont il parle n'a été fondue dans le bronze qu'en 1926, neuf ans après la mort de Rodin.

Un sculpteur exceptionnel

William Ernest Henley écrivit en 1882 dans le « Magazine of Art » qu'Auguste Rodin était « sans doute le plus grand sculpteur vivant ». Dans une lettre, il relativise les remerciements de l'artiste : « C'est là le moins que nous pouvions faire, car la seule vue de vos sculptures ne peut que susciter l'ébahissement et l'émerveillement. C'est un coup de maître et nous vous en sommes extrêmement redouables. »

Difficile de le contredire, mais s'arrêter à ces déclarations reviendrait à méconnaître la situation d'un artiste de talent qui s'est battu toute sa vie pour être reconnu à sa juste valeur. « Rodin inconnu » (Louvre, 1962/1963) et « Rodin Rediscovered » (Washington, 1981/1982) sont, par exemple, les titres de deux grandes expositions contemporaines consacrées au sculpteur.

A trois reprises, le jeune Auguste a été refusé à l'Ecole des Beaux-Arts, et sa

première œuvre d'importance, « L'homme au nez cassé », en 1864, n'est pas retenue pour le Salon de cette année-là. Accusé de faire des moules sur des modèles vivants, Rodin crée en 1881 un « Saint Jean Baptiste » plus grand que nature. Ses sculptures furent alors exposées, mais dans « le coin le plus sombre de la niche la plus obscure ».

Peu de temps avant, la commande de la « Porte de l'Enfer » par l'Etat avait cependant résolu les gros problèmes matériels de l'artiste, qui, à presque 40 ans, avait été contraint d'accepter les demandes de fabricants de sculptures décoratives.

Le style de Rodin – lui-même parlait du contraste des creux et des saillies – était en totale contradiction avec l'académisme dominant et, par conséquent, peu susceptible de plaire à un vaste public. Les poses superficielles n'intéressaient pas le sculpteur, qui souhaitait plutôt rechercher l'âme et créer ainsi des œuvres intemporelles. Et même s'il ne voulait pas un culte à la laideur, il l'intégrait avec sincérité dans son travail.

L'inventeur de l'inachèvement

Rodin est certes resté attaché à la tradition, se rendant même à Rome et à Florence en 1875/1876 pour « découvrir les secrets de Michel-Ange », mais il a inventé des nouvelles formes de représentation et utilisé sciemment le buste comme un élément stylistique. Il a ainsi jeté un pont entre le passé et l'avenir et inspiré nombre de futurs artistes, tout en se heurtant à une profonde incompréhension et à un rejet du public.



Le Penseur
Détail de la « Porte de l'Enfer », 1880–1917
Bronze
Kunsthaus de Zurich



Le Baiser, vers 1881/1882
Plâtre, 86 × 51,5 × 55,5 cm
Musée Rodin, Paris/Meudon



Buste de Victor Hugo, 1911
Bronze, 92 × 60 × 54 cm
Manchester Art Gallery

La « Zürcher Kunstgesellschaft » et l'art zurichois

En 1787, une illustre « Künstlergesellschaft » (société d'artistes) commença à se réunir régulièrement et à collectionner des œuvres. La « Zürcher Kunstgesellschaft » (société artistique zurichoise) a été fondée en 1853 et ouverte à un large public. Elle est présidée par Walter B. Kielholz depuis 2002 et compte plus de 20 000 membres, qui prennent en charge une part non négligeable des coûts du Kunsthause par l'intermédiaire de leur cotisation annuelle. Cette société artistique participe au projet d'agrandissement du Kunsthause, qui fait suite à la rénovation du musée, menée à bien entre 2001 et 2005. Le Kunsthause de Zurich possède une collection permanente d'envergure internationale et proposera en outre en 2007/2008 plusieurs expositions temporaires exceptionnelles : Thomas Müllenbach – Graphite (2.2–22.4), Rodin (9.2–13.5), Erik van Lieshout (13.4–17.6), Nicolaes Berchem (27.4–19.8), Alberto Giacometti (16.5–26.8), Peter Fischli/David Weiss (8.6–9.9), Video Lounge (7.9–18.11), Félix Vallotton (5.10–13.1.2008) et Honoré Daumier (7.12–24.2.2008). Informations complémentaires : www.kunsthaus.ch

Nul n'est prophète en son pays, et c'est à Zurich et à Londres que Rodin a d'abord trouvé de nombreux collectionneurs et admirateurs. William Ernest Henley n'était pas un cas isolé ; même le banquier Ionides et l'écrivain Stevenson appréciaient son travail. Puis, en 1886, la Royal Academy refusa soudainement l'*« Idylle »* du sculpteur.

La collaboration réussie entre le Kunsthause de Zurich, la Royal Academy of Arts de Londres et le Musée Rodin de Paris nous ramène de nouveau à Henley, qui disait au sculpteur : « Je ne vis que pour vous rendre hommage. » Exagéré ? Un tout petit peu quand même. <

Credit Suisse Award for Best Teaching

Hautes écoles : des prix pour les meilleurs enseignants

Texte : Dominik Pfister

La promotion de la qualité de l'enseignement et de la formation dans les hautes écoles suisses est un objectif central de la Fondation du Jubilé du Credit Suisse, qui a créé, en cette année anniversaire, le Credit Suisse Award for Best Teaching. Six distinctions ont déjà été décernées.

« En lançant le Credit Suisse Award for Best Teaching, nous entendons promouvoir la qualité de l'enseignement supérieur en collaboration directe avec les universités et les hautes écoles spécialisées, et renforcer ainsi la position de la Suisse comme pôle de savoir et de recherche, précise Hans-Ulrich Doerig, membre du Conseil de fondation de la Fondation du Jubilé du Credit Suisse. La situation actuelle n'est pas entièrement satisfaisante et la mise en œuvre de la réforme de Bologne, avec ses exigences de qualité élevées, accentuera le problème. Seule une amélioration sensible de l'enseignement permettra à nos étudiants et à nos diplômés de se situer dans le peloton de tête au niveau international. »

Pour répondre à ce défi sociétal et pédagogique, la Fondation du Jubilé a pris en 2006 l'initiative de créer le Credit Suisse Award for Best Teaching, qui récompensera chaque année les meilleurs enseignants des universités et des hautes écoles en leur attribuant un prix généreusement doté. La Fondation du Jubilé apporte sa contribution financière, mais les procédures de sélection et la nomination relèvent des hautes écoles.

Première remise de prix à Saint-Gall

Madame Kerstin Odendahl, professeur de droit international et européen et première lauréate de l'Université de Saint-Gall, déclare dans ce contexte : « L'obtention du Credit Suisse Award for Best Teaching représente pour moi quelque chose de très particulier. Un enseignement de qualité et un engagement total pour les étudiants sont à mes yeux essentiels. J'ai donc été d'autant plus touchée de la reconnaissance que mes étudiants ont manifestée à mon égard. Je suis également très heureuse que la Fondation du Jubilé du Credit Suisse insiste sur la promotion d'un enseignement de tout premier ordre. C'est un signe important pour l'université. »

Plusieurs hautes écoles avaient déjà mis en place des initiatives pédagogiques allant dans ce sens. Mais le prix de la Fondation du Jubilé donne plus de poids à ces initiatives. Et comme le souligne Giorgio Margaritondo, vice-président pour les affaires académiques à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne : « Cette distinction correspond entièrement à l'une de nos priorités, faire du renforcement de l'enseignement une tâche principale de notre établissement. » <



Remise du prix à Madame Kerstin Odendahl par Andreas Hellmann, président de l'Association des étudiants de l'Université de Saint-Gall, et par Joseph Jung, directeur de la Fondation du Jubilé du Credit Suisse.

Les lauréats

Université de Saint-Gall

Professeur Kerstin Odendahl

Droit international et européen

Université de Lucerne

Professeur Jürg-Beat Ackermann

Droit pénal et droit de la procédure pénale

Ecole polytechnique fédérale de Zurich

Professeur Michael Struwe

Mathématiques

Université de Neuchâtel

Professeur Laure Chappuis Sandoz

Langue et littérature latines

et Tradition classique

Université de Bâle

Professeur Thomas Vetter

Informatique

Université de Berne

Professeur Reinhard Jung

Informatique économique

Des informations complémentaires figurent à l'adresse :

www.credit-suisse.com/foundation

Dons Crédit Suisse
Création de nouveaux emplois

Lutter contre le chômage des jeunes

Texte : Andreas Schiendorfer

On dit toujours que les jeunes sont notre espoir, notre avenir. Et pourtant, de nombreux jeunes ne trouvent pas d'emploi ou de place d'apprentissage. Un autre problème de notre société est le chômage de longue durée.



Les jeunes (photo posée) valent la peine que l'on s'engage pour eux. Leur force de travail et leurs compétences sociales assurent la pérennité de notre société.

Les apprentis sont certes une main-d'œuvre bon marché, mais ils coûtent du temps et de l'argent à l'entreprise. Par conséquent, une entreprise qui crée de nouvelles places d'apprentissage ne sert pas forcément ses intérêts à court terme, mais réalise en quelque sorte un acte de solidarité à l'égard de son propre secteur, qui a besoin de jeunes professionnels, et aussi à l'égard de la société, qui doit supporter les nombreux effets négatifs d'un chômage important chez les jeunes.

Soutien pour Speranza

C'est justement cette solidarité entre les entreprises que l'association Speranza 2000 souhaite promouvoir. «Au sein de leur réseau, les entrepreneurs de Speranza encouragent d'autres entreprises à assumer une responsabilité sociale envers les jeunes et à créer de nouveaux emplois dans les activités à bas seuil d'accès», explique le président de l'association, Otto Ineichen, entrepreneur et conseiller national radical. «Grâce à la mise à contribution des cantons, nous faisons en sorte que les entreprises voulant former des jeunes obtiennent rapidement leur autorisation et que les apprentis reçoivent une formation de haut niveau qualitatif.» Ce projet, dont ont profité jusqu'à présent 2000 jeunes en difficulté scolaire, est sou-

tenu financièrement par le secteur privé et les pouvoirs publics. Le Credit Suisse joue un rôle important dans la formation, puisqu'il offre chaque année environ 600 places d'apprentissage commercial ou informatique ainsi que 350 places destinées aux porteurs de maturité et aux diplômés des universités. Il verse un montant substantiel à l'initiative «Speranza 2000», comme le fait également la Fondation d'utilité publique Symphasis (fonds Homme et travail).

Alliées à l'amélioration de la conjoncture, des initiatives comme «Speranza 2000» ont permis à l'emploi d'atteindre un record en Suisse au deuxième trimestre 2006. En un an, 77 000 postes ont été créés, notamment à l'intention des jeunes et des femmes d'un certain âge. Mais même si l'on peut s'attendre à ce que l'emploi progresse encore de 1,1% en 2007, il n'est pas question de relâcher les efforts en faveur des jeunes.

Par ailleurs, un projet judicieux intitulé «incluso» a été lancé par Caritas dans la région de Zurich-Winterthur. Durant leur dernière année de scolarité, de jeunes immigrés à la recherche d'une place d'apprentissage sont suivis par des professionnels expérimentés qui leur donnent des conseils et les font bénéficier de leur réseau de relations. Quinze mentors ont été mis à disposition par le Credit Suisse en très peu de temps.

Des entreprises «sociales»

«Zürich-Jobs» est une fondation de la Ville de Zurich, dans laquelle le Credit Suisse détient une importante participation et qui soutient des entreprises «sociales» pendant leur phase de constitution. Comme leur nom l'indique, ces entreprises poursuivent un but social et pas seulement financier, et proposent en particulier des emplois aux bénéficiaires de l'aide sociale – qui, pour la seule ville de Zurich, sont au nombre de 21 500, dont 40% ont moins de 25 ans. La contribution de la Ville s'élève à 50% du salaire brut effectif et à 400 francs par personne et par mois.

Le montant de la subvention accordée ne doit pas dépasser celui de l'aide sociale économisée. Quelque 3 000 bénéficiaires sont ainsi réintégrés sur le marché du travail. Les entreprises sociales doivent proposer leurs produits et services aux conditions du marché afin d'éviter que leurs subventions créent une distorsion de concurrence et, par conséquent, de nouveaux chômeurs potentiels. <

Informations complémentaires :
www.speranza2000.ch, www.caritas-zuerich.ch, www.sozialfirmen.ch



La Suisse connaît sa plus longue période d'expansion économique depuis vingt ans. Celle-ci repose sur de larges bases : les exportations et le marché intérieur y contribuent tous deux, de même que la plupart des branches économiques. Les secteurs dans lesquels la qualité et la précision proverbiales de la Suisse l'emportent sur le prix jouent toujours un rôle primordial. D'où l'importance de la formation pour préserver ces atouts.

Economie suisse : croissance durable et largement soutenue

Les bonnes nouvelles concernant l'économie suisse se sont multipliées ces derniers temps. Une croissance de 2,8% est annoncée pour l'année en cours. Selon Alois Bischofberger, chef économiste du Credit Suisse, le ralentissement passager de l'économie mondiale ne viendra pas troubler ce tableau positif.

Texte : Andreas Schiendorfer et Mandana Razavi

Bulletin : Dans le cadre de l'enquête du Forum économique mondial, 11 000 managers ont désigné la Suisse comme le pays le plus compétitif du monde. Etes-vous d'accord avec eux, Monsieur Bischofberger ?

Alois Bischofberger : Ces dernières années, la Suisse a parcouru une partie du chemin nécessaire pour devenir une place économique plus attractive. De grands progrès ont été réalisés dans le domaine de la formation. La concurrence intérieure s'est intensifiée et, surtout, la réorientation de notre politique d'immigration a profité au marché du travail. Nous faisons davantage appel à des spécialistes et à de la main-d'œuvre venant de l'étranger, et notre potentiel de croissance s'en trouve renforcé. Mais prenons garde à ne pas nous complaire dans l'auto-satisfaction. Nous devons poursuivre nos efforts en vue d'assainir durablement les finances de l'Etat. Les entraves sont encore trop nombreuses sur le marché intérieur, et, dans la formation aussi, les exigences sont loin d'être toutes remplies. Or, pour rester compétitifs, c'est bien dans ce dernier domaine que nous devons, encore et toujours, viser l'excellence.

Concrètement, comment l'évolution se présente-t-elle ?

La dynamique conjoncturelle de la Suisse s'est encore renforcée durant l'année en cours. Le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 2,8% en termes réels, soit nettement plus qu'en 2005 (1,9%). Depuis 1980, nous n'avons connu qu'une seule fois

une période d'expansion économique aussi longue.

La croissance se poursuivra-t-elle en 2007 ?

Nous pensons que la progression économique dépassera à nouveau le seuil des 2% pour atteindre 2,2% en moyenne annuelle. La période 2004–2007 affichera ainsi une croissance moyenne de 2,3% par an. C'est une amélioration sensible par rapport à la précédente période de quatre ans, durant laquelle la croissance moyenne n'avait été que de 1,2% malgré le boom Internet de l'an 2000.

Les exportations ont toujours été le moteur de la croissance helvétique...

Jusqu'au milieu de l'année dernière, l'activité a été principalement soutenue par la demande étrangère. Toutefois, depuis le troisième trimestre 2005, nous constatons aussi une influence accrue des facteurs d'expansion intérieurs. C'est d'autant plus réjouissant qu'un fléchissement de la croissance mondiale est attendu pour le premier semestre 2007. La baisse de régime de l'économie mondiale ne doit cependant pas être considérée comme négative. Il s'agit plutôt d'une pause bienvenue s'insérant dans une longue phase d'expansion. Ce ralentissement passager nous vient des Etats-Unis, mais il est également lié au resserrement des conditions monétaires en Chine.

Les Etats-Unis s'enrhument. Quelles en seront les conséquences pour les exportations suisses ?

En absorbant environ 10% de nos exportations, les Etats-Unis sont le deuxième débouché de la Suisse, derrière l'Allemagne. Les observateurs s'inquiètent avant tout du tassement du marché immobilier américain. Ce net refroidissement est une réalité, mais il ne faut pas dramatiser. S'il est vrai que la hausse des prix de l'immobilier va se ralentir, un effondrement n'est pas à craindre pour autant. Grâce à la baisse des prix de l'énergie et aux perspectives de revenus intactes assurées par un marché du travail bien orienté, le ralentissement de la croissance devrait avoir un impact modéré sur la consommation privée aux Etats-Unis.

L'Union européenne en général et l'Allemagne en particulier demeurent les principaux débouchés de la Suisse.

Comment jugez-vous la situation ici ?

En 2005, la conjoncture suisse avait encore une bonne longueur d'avance sur celle de l'Union économique et monétaire (UEM). Cette avance a fondu durant l'année en cours. La croissance du produit intérieur brut réel dans la zone euro, laquelle吸ue plus de la moitié de nos exportations, atteindra environ 2,5% cette année. Après l'élan économique de l'été, on assiste aussi à un léger tassement dans la zone euro. Mais comme l'économie reste fondamentalement robuste et profite d'une solide croissance de la demande intérieure, le PIB de l'UEM progressera tout de même de 2% au moins en 2007. Cette évolution laisse prévoir une augmentation des intentions d'achat dans les pays européens. Les >



Dans ses traditionnelles prévisions sur l'économie suisse, Alois Bischofberger, chef économiste du Credit Suisse, se montre plus optimiste que par le passé. Il confirme que la Suisse a accompli des efforts considérables pour renforcer sa compétitivité. En même temps, il met en garde contre la tentation de se reposer sur ses lauriers. Les entraves restent trop nombreuses sur le marché intérieur, et, dans la formation aussi, la Suisse, pays pauvre en matières premières, doit continuer à miser résolument sur l'excellence. Côté chômage, Alois Bischofberger prévoit un recul sous la barre des 3%, ce dont on ne peut que se réjouir.

exportations suisses profitent aussi du fait que le franc a perdu environ 3% de sa valeur contre l'euro depuis fin 2004. L'an prochain, toutefois, le relèvement de la TVA et d'autres mesures d'ordre fiscal freineront également l'activité en Allemagne, notre tout premier partenaire commercial.

Et chez nos autres voisins ?

La France et l'Italie sont aussi d'importants débouchés pour nos exportateurs. Or ces deux pays ont quelques hypothèques à lever l'an prochain. En mai, les Français éliront leur président pour cinq ans. Cet événement politique majeur occupera beaucoup la France, voire l'Europe tout entière. Les répercussions concrètes sur la conjoncture sont cependant difficiles à évaluer. En Italie, le déficit budgétaire élevé et l'endettement croissant de l'Etat devront être combattus à l'aide d'une politique fiscale restrictive qui n'aura certainement pas un effet stimulant sur l'économie.

La question des exportations suisses paraît indissociable de celle des marchés émergents. Pourtant, au vu des chiffres, l'importance des économies émergentes est surestimée.

La croissance économique est extrêmement soutenue dans bon nombre de ces pays. Cela se reflète notamment dans les chiffres des exportations suisses. En Asie, nos exportateurs réalisent des taux de croissance élevés, mais qui partent d'un bas niveau. De nombreuses entreprises helvétiques ont effectué des investissements directs en Chine et dans d'autres économies émergentes afin de prospecter l'immense marché chinois. Ce positionnement précoce se révélera payant.

Un bilan général pour notre économie d'exportation ?

En chiffres réels, les exportations de biens et de services augmenteront de 7,8% cette année et devraient encore croître de 3,5% en 2007. Cette évolution est largement soutenue par les régions et les secteurs, industrie textile mise à part. En contrepartie, les importations ont aussi augmenté avec le renforcement du marché intérieur suisse. La progression des importations en 2006 est de 7,7%, mais elle retombera probablement à 2,9% l'an prochain. La contribution des échanges extérieurs à la croissance économique sera positive pour ces deux années.

Vous êtes tout de même content de l'évolution du marché intérieur suisse. Le climat de consommation ne s'est-il pas sensiblement amélioré ?

Cela fait plus d'un an que le marché intérieur évolue de manière réjouissante. Un constat valable en particulier pour l'industrie de l'équipement et pour la consommation privée, principale composante du PIB. Le moral des consommateurs est nettement meilleur, ce qui tient au recul du chômage, à la progression de l'emploi et à l'amélioration des perspectives de revenus.

L'emploi augmente-t-il vraiment ?

Pourtant, on ne cesse de parler de délocalisations dans des pays à bas salaires.

La Suisse sortira clairement gagnante de la mondialisation, à condition toutefois de savoir s'y prendre. La délocalisation des emplois fonctionne dans les deux sens. Heureusement, de nombreuses entreprises d'outre-mer choisissent la Suisse comme base de leurs activités européennes et créent ainsi de nouveaux emplois à haute valeur ajoutée. Différents facteurs « nous » jouent ici un rôle décisif : sécurité juridique, système de formation performant, main-d'œuvre fiable et compétente, très bonnes infrastructures, fiscalité avantageuse en comparaison internationale et aussi, bien sûr, bonne qualité de vie. D'après nos estimations, l'emploi progressera de 1,1% en 2007, alors que le chômage poursuivra son repli pour s'inscrire à 2,9% après avoir déclenché de 3,8% en 2005 à 3,3% en 2006.

Les gens ont aussi plus d'argent à dépenser.

C'est vrai. Avec une inflation de 1,1% en 2006 et en 2007, nous prévoyons une augmentation réelle de la masse salariale totale de plus de 2%, ce qui devrait induire une progression réelle de la consommation privée de 2,1% cette année et de 2% l'an prochain. Il existe un certain besoin de ratage du côté des biens de consommation durables – aménagement de la maison, voiture, etc. Par contre, la discipline budgétaire et la réduction des dépenses de personnel dans l'administration publique ramèneront l'augmentation de la consommation publique à 1,0% en 2007, soit une contribution à la croissance inférieure à la moyenne, mais cela ne devrait pas trop porter à conséquence.

Jusqu'ici, la construction a toujours été considérée comme le véritable moteur de la croissance sur le marché intérieur. Est-ce encore vrai ?

Ces quatre dernières années, le secteur de la construction a effectivement dynamisé le marché intérieur. Mais il en va autrement

cette année, avec un recul de 0,7% des investissements. La construction de logements stagne après cinq ans de forte hausse, et le génie civil (NLFA, par ex.) est également privé de précieuses impulsions. Du côté des bâtiments industriels et commerciaux, la construction est en revanche stimulée par une conjoncture favorable à l'investissement ainsi que par plusieurs grands projets dans les secteurs secondaire et tertiaire. Pour 2007, nous prévoyons donc une stagnation et non pas un nouveau recul global des dépenses de construction.

L'industrie de l'équipement est actuellement la locomotive. Qu'en sera-t-il en 2007?

Nous tablons sur une augmentation réelle des dépenses d'équipement de 7,3% en 2006 et de 4% en 2007. Celle-ci tient à quatre facteurs : 1. Les taux d'intérêt nominaux et, surtout, réels demeurent bas en comparaison à long terme. 2. L'évolution favorable des revenus des entreprises facilite le financement. 3. Les entreprises jugent positives les perspectives en matière de chiffres d'affaires et de bénéfices à moyen terme. 4. L'utilisation des capacités s'est nettement accrue, atteignant près de 90% dans les industries des machines, de l'électricité et des métaux. Cela signifie qu'à côté des investissements de rationalisation et de renouvel-

lement, les investissements d'extension augmenteront également.

Une dernière question : comment qualifiez-vous vos prévisions ?

D'optimistes ou de plutôt réservées ?

Nous sommes optimistes pour l'année qui vient. La confiance des consommateurs augmente et une atmosphère de renouveau règne dans l'industrie. Pour autant, nous ne devons pas ignorer les risques. Ils sont exogènes et peuvent notamment prendre la forme d'une flambée inattendue des prix du pétrole, de l'inflation et des taux d'intérêt, d'une chute du dollar ou de turbulences politiques de portée internationale. <

Tendances sectorielles 2007 : dynamique conjoncturelle largement soutenue

Chiffres d'affaires 2007

Habillement	↗
Chimie/pharmacie	↗
Électronique	↗
Electrotechnique	↗
Santé et activités sociales	↗
Commerce de gros	↗
Instruments de précision/horlogerie	↗
Services aux entreprises	↗
Industrie automobile	→
Commerce de détail	→
Édition et impression	→
Production et distribution d'énergie	→
Hôtellerie-restauration	→
Industrie du bois	→
Industrie du plastique	→
Construction mécanique	→
Travail des métaux	→
Métallurgie	→
Fabrication de produits minéraux	→
Industrie alimentaire	→
Industrie du papier	→
Construction	↓
Industrie textile	↓

Chiffres d'affaires réels en hausse ↗

Chiffres d'affaires réels en stagnation →

Chiffres d'affaires réels en baisse ↓

Aperçu général

Avec un taux de 2,2% en 2007, la croissance réelle du produit intérieur brut sera légèrement moins marquée qu'en 2006. L'industrie pharmaceutique et le secteur de la santé peuvent encore tabler sur une hausse des chiffres d'affaires. Par contre, ceux-ci reculeront dans la construction à la suite du ralentissement de l'activité.

Chimie/pharmacie : moteur de croissance

L'environnement économique favorable continuera notamment de profiter à l'industrie chimique et pharmaceutique. Durant les neuf premiers mois de l'année en cours, la demande extérieure a progressé de plus de 4% en termes réels. Outre les matières premières et de base, le secteur pharmaceutique a particulièrement contribué à cette hausse. Une évolution très positive qui devrait perdurer ces prochains mois malgré un léger fléchissement de la demande.

Industries des métaux et des machines : demande intacte

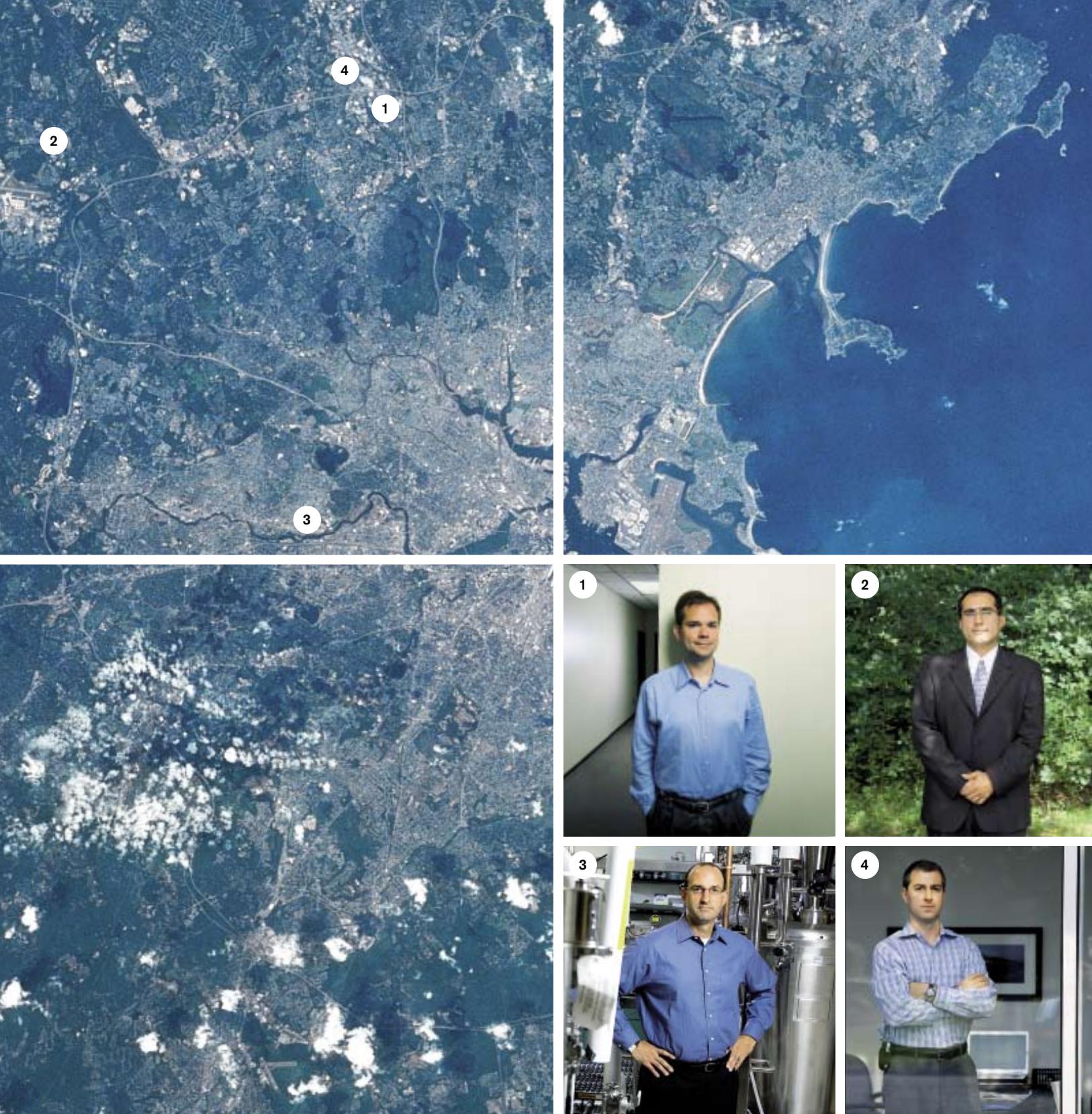
L'utilisation des capacités de production des entreprises augmente et maintient ainsi un bon climat d'investissement. Mais le ralentissement de l'activité dans la construction réduira les impulsions pour l'industrie des métaux. Les données de la Direction générale des douanes pour le troisième trimestre 2006 révèlent toujours d'intenses échanges commerciaux avec l'étranger.

Électronique et électrotechnique : au-dessus de la moyenne

La bonne conjoncture et la hausse des investissements qu'elle induit en Suisse et à l'étranger assureront aussi en 2007 une progression des chiffres d'affaires globalement supérieure à la moyenne. Le secteur est toutefois confronté à une forte pression concurrentielle qui pèse sur les prix.

Instruments de précision : expansion marquée

Pour l'instant, les fabricants d'instruments de précision profitent largement de la bonne situation conjoncturelle et de la hausse des investissements, toutes deux soutenues notamment par la demande étrangère. Nombreux sont les fabricants de montres suisses (de luxe) qui continuent à tirer parti de leur présence sur les grands marchés d'Asie ou d'Amérique latine. Vu la forte croissance du secteur mondial de la santé, les perspectives sont globalement intactes dans la technique médicale. ar



1 Greg Schmergel, cofondateur, président et CEO, Nantero: «Nantero est une firme spécialisée dans l'électronique à nanotubes de carbone; elle est leader dans le développement d'un support d'enregistrement universel.»

2 Nader M. Kalkhoran, Vice President R&D, Spire Corporation: «Grâce à sa plate-forme technologique moderne, Spire offre aux clients des secteurs de l'énergie, de la santé, de la défense et des télécommunications des solutions novatrices et donc un vrai avantage concurrentiel.»

3 Stephen D. Schultz, Director Corporate Communications, Acusphere: «Nous avons mis au point un procédé permettant d'acheminer vers des cellules malades, sans dommage pour les autres organes, des substances actives encapsulées dans des nanoparticules.»

4 Paul J. Mraz, président et CEO, Angstrom Medica: «A l'aide de la nanotechnologie, nous développons des instruments médicaux et des «os synthétiques» reproduisant les propriétés des os humains.»

A Boston, l'infiniment petit se décline en grand

Les investisseurs fondent aujourd’hui de grands espoirs sur la nanotechnologie. Grâce à elle, scientifiques et chefs d’entreprise espèrent pouvoir guérir le cancer, économiser l’énergie ou construire des ordinateurs ultrarapides. La capitale mondiale de ces activités est Boston, où les petites particules sont au centre de grands projets.

Texte : Peter Hossli

Nos chaussures adhèrent un instant au sol, puis un puissant tapis collant élimine toute saleté des semelles. Une propreté totale est de rigueur pour pénétrer dans le laboratoire de la société Nantero. Les scientifiques portent des combinaisons blanches antipoussière et des bonnets protecteurs. A Woburn, près de Boston, ils développent la prochaine génération de semi-conducteurs à l’abri d’épaisses parois de verre. A partir de nanotubes de carbone, ils fabriquent des NRAM (Nonvolatile Random Access Memory) destinées à détrôner un jour tous les autres types de mémoire. Modifié au niveau moléculaire, le carbone qui les constitue est doté de nouvelles propriétés. Le potentiel des NRAM est immense : elles permettent le démarrage instantané d’appareils, sont moins gourmandes en énergie et plus durables que les semi-conducteurs traditionnels, leurs performances dépassent de loin celles des puces de silicium et leur fabrication est plus avantageuse.

Les NRAM sont déjà une réalité. Greg Schmergel, CEO et cofondateur de Nantero, nous présente avec fierté un semi-conducteur en carbone de couleur noir et or. «Un

premier produit NRAM sera commercialisé l’an prochain», précise-t-il. En plus du brevet pris sur les NRAM, la société a déjà déposé plus de 80 autres brevets. Elle a levé jusqu’ici 34 millions de dollars en capital-risque, principalement pour le développement des nanopuces. Car la firme n’envisage pas de produire elle-même en série, espérant plutôt confier cette tâche à des fabricants travaillant sous licence.

Nantero figure parmi la centaine d’entreprises misant sur la nanotechnologie et établies dans la région de Boston. La société illustre parfaitement l’interaction, typique pour la région, entre innovation scientifique et capital-risque. Bon nombre d’entreprises nano locales sont de jeunes pousses. S’y ajoutent des entreprises bien implantées qui veulent s’ouvrir de manière ciblée à la technique clé du XXI^e siècle et pénétrer au cœur de la matière.

«Nano» vient du grec «nannos», qui signifie nain. Mais il arrive aux chercheurs de plaisanter en disant que nano signifie «nous voulons des fonds publics pour la recherche». De fait, il n’est pas rare que ce préfixe soit utilisé abusivement par des

institutions et des sociétés espérant obtenir des subventions de l’Etat. Pourtant, la nanotechnologie est une branche clairement définie. Un nanomètre équivaut à un milliardième de mètre. Est donc nanotechnologique toute fabrication, modélisation, observation ou modification de particules inférieures à 100 nanomètres. A titre de comparaison, un globule rouge mesure environ 7 000 nanomètres. Les puristes ne parlent toutefois de nanotechnologie que si un matériau est modifié à l’échelle atomique ou moléculaire et acquiert ainsi de nouvelles propriétés.

Un climat propice à la prise de risques

«Le moment est venu de s’intéresser sérieusement à la nanotechnologie», estime Arthur Vayloyan. Le responsable Investment Services and Products de la division Private Banking du Credit Suisse s’est rendu récemment à Boston avec un groupe de clients. «Aucun autre endroit sur terre n’offre une telle concentration d’activités scientifiques, un climat aussi stimulant pour la création d’entreprises.» Si l’Europe, l’Asie ainsi que de nombreux pays en >

«Aux Etats-Unis, 3 000 personnes succombent chaque jour à une crise cardiaque. La nanotechnologie permettra de développer de nouvelles thérapies et de sauver ainsi des milliers de vies.»

Mostafa Analoui, chercheur en nanotechnologie, Pfizer

développement pratiquent aussi une recherche intensive, ce sont les Etats-Unis qui arrivent en tête selon une étude présentée fin septembre par le National Research Council. Le large soutien accordé à la recherche n'y serait pas étranger. En effet, l'Etat n'est pas seul, comme ailleurs, à encourager la R&D ; de grands groupes comme IBM ou Intel et des bailleurs de capital-risque y contribuent également, créant un climat propice à la prise de risques.

Boston et sa région comptent plus d'une douzaine d'universités se disputant les meilleurs nanotechnologues. A Cambridge, l'Université Harvard abrite le Center for Nanoscale Systems et construit actuellement un bâtiment consacré à cet univers. Non loin de là, le Massachusetts Institute of Technology (MIT) a fait de la nanotechnologie un domaine de recherche essentiel. Dans les années 1990, les diplômés du MIT fondaient des sociétés Internet ; aujourd'hui, ils essaient de percer dans ce nouveau secteur.

C'est notamment le cas de la société Angstrom Medica, créée en 2001 à Woburn et émanation du laboratoire de recherche du MIT. Actifs dans les sciences de la vie, le domaine le plus prometteur de la nanotechnologie, les chercheurs d'Angstrom fabriquent des produits de technique médicale à partir de cristaux de phosphate de calcium modifiés à l'échelle nanoscopique. Il s'agit d'os synthétiques que le corps humain accepte mieux que les implants traditionnels. Angstrom a pris un brevet sur ces cristaux baptisés «NanOss» et obtenu à ce jour quelque 9 millions de dollars de

financement en private equity. Selon son patron, Paul Mraz, la nanotechnologie permet de fabriquer des os «reproduisant les propriétés des os humains».

L'éminent professeur du MIT Robert S. Langer est cofondateur d'Acusphere, une société cotée en Bourse qui emploie 110 personnes et qui a mis au point un procédé permettant d'acheminer vers des cellules malades, sans dommage pour les autres organes, des substances actives encapsulées dans des nanoparticules. Fondée en 1993 et introduite en Bourse en 2003, la firme développe en outre des médicaments contre les maladies cardiaques, l'asthme et le cancer. Sa capitalisation est d'environ 100 millions de dollars. Toutefois, aucun médicament nano n'a encore été commercialisé.

Les investisseurs doivent patienter

Il faudra attendre au moins jusqu'en 2015 pour voir de tels médicaments arriver en nombre sur le marché, prédit Mostafa Analoui, un chercheur du groupe pharmaceutique américain Pfizer qui travaille sur de nouvelles méthodes de développement de médicaments. Devant la délégation du Credit Suisse, il a brossé un portrait contrasté de l'avenir de la nanotechnologie : «Bien que le potentiel soit énorme, tout scientifique responsable se doit de tempérer les espoirs excessifs et de bien montrer ce qui relève de la science et ce qui est pure fiction.» Les produits susceptibles d'être lancés rapidement sont d'abord attendus dans les domaines du diagnostic et des systèmes d'acheminement des médicaments.

Quatre de ces systèmes sont déjà sur le marché. Vient ensuite la guérison de maladies graves, estime Mostafa Analoui : «Aux Etats-Unis, 3 000 personnes succombent chaque jour à une crise cardiaque. La nanotechnologie permettra de développer de nouvelles thérapies et de sauver ainsi des milliers de vies.»

La prudence est de rigueur. On ne connaît pas encore les effets sur l'homme des particules modifiées à l'échelle moléculaire. Il y a deux ans, Swiss Re a publié une vaste étude sur les risques des nanoparticules et s'est dite «préoccupée» par leurs effets sur la santé. «Toute nouvelle technologie comporte des risques», réplique Mostafa Analoui. Selon lui, la communauté scientifique doit établir des règles garantissant la sécurité des applications. C'est avant tout la transparence qui évitera à la nanotechnologie de véhiculer la même image négative que le génie génétique. «Honnêtement, nous devons admettre que nous n'en comprenons pas encore bien les dangers.» Il qualifie néanmoins les risques d'«insignifiants».

La question des possibilités d'investissement a été abondamment débattue à Boston. Les représentants des milieux économiques et scientifiques ont tous reconnu qu'il faudrait encore des années à la recherche fondamentale pour donner naissance à des produits de série rentables. Selon Mostafa Analoui, les produits nanotechnologiques purs pourraient représenter dans dix ans un chiffre d'affaires de quelque 377 milliards de dollars, dont 77 milliards environ pour les sciences de la vie. De rapides développements sont en outre possibles dans les technologies de l'information. «La nanotechnologie jouera un rôle capital dans l'informatique», déclare Don Eigler, chercheur chez IBM et seigneur du nano. En 1989, ce surfeur amateur au teint hâlé avait réussi à former un logo IBM à partir de 35 atomes de xénon. Il prévoit des «avancées phénoménales» dans la capacité de calcul des ordinateurs et espère une «diminution radicale» de leur consommation d'énergie. Mais il met aussi en garde contre tout optimisme exagéré : «Le silicium reste le roi de l'informatique. Et on ne renverse pas un roi si facilement.» Il conseille aux investisseurs de chercher des entreprises capables de fabriquer leurs produits à l'aide d'outils existants. «Il faut une technologie susceptible d'être constamment améliorée. C'est la seule façon de réaliser des bénéfices à long terme.» <

« Dès 2007, nous verrons, j'en suis sûr, d'intéressantes IPO dans le nano. »

Après des années de recherche, la nanotechnologie va offrir ses premières possibilités d'investissement, estime Arthur Vayloyan. Le responsable Private Banking Investment Services & Products du Credit Suisse a effectué récemment un « Interactive Field Trip » à Boston, la capitale du nano.

Bulletin : Monsieur Vayloyan, vous vous attachez à promouvoir le thème de la nanotechnologie au sein du Credit Suisse.

Pourquoi ?

Arthur Vayloyan : En raison de la diversité des domaines concernés par la nanotechnologie. Celle-ci touche toutes les disciplines des sciences physiques et naturelles, et sa capacité de surprendre me captive : sans cesse de nouvelles propriétés sont découvertes.

Pourquoi lancer ce sujet précisément maintenant ?

Après des années de recherche, on voit pointer à l'horizon les premières possibilités d'investissement concrètes. Nous voulons expliquer suffisamment tôt à nos clients les chances et les risques liés à cette technologie.

Vous avez organisé il y a peu un Interactive Field Trip à Boston pour vous rapprocher de la nanotechnologie.

Pourquoi Boston ?

Boston concentre un très grand nombre d'activités scientifiques, ce qui nous a permis de montrer à nos clients beaucoup de choses en un minimum de temps et de leur offrir des occasions d'échanges directs avec des spécialistes confirmés.

Qu'est-ce que cela apporte aux clients du Credit Suisse ?

Les réactions des clients indiquent que nous sommes dans l'esprit du temps. Nous leur avons montré ce qui se passe dans des domaines comme la science, la technologie et le capital-risque.

Et quels sont les avantages pour le Credit Suisse ?

Notre devise est « tradition et innovation ». Un tel voyage est une manière novatrice de découvrir un secteur innovant. Nous fidélisons nos clients et en gagnons de nouveaux.

Les clients veulent faire du profit.

Quelles possibilités d'investissement la nanotechnologie leur offre-t-elle ?

Il n'existe pas encore de secteur d'investissement nano proprement dit, et il n'y en aura peut-être jamais. La recette consiste



Arthur Vayloyan : « Nous avons déjà découvert quelques perles parmi les nombreuses jeunes pousses du nano. »

à investir dans les nombreux groupes industriels qui sont notamment actifs dans la nanotechnologie. A cela s'ajoutent les sous-traitants et les petites sociétés spécialisées cotées en Bourse, qui recèlent un risque intrinsèque élevé.

Que fait le Credit Suisse à cet égard ?

Après le voyage de Boston, nous avons été chargés d'investir du capital-risque dans de jeunes sociétés nano privées. Nous avons déjà découvert quelques perles prometteuses.

Les investisseurs disent depuis des années que le temps du nano n'est pas encore arrivé. Quand arrivera-t-il ?

Dès 2007, nous verrons, j'en suis sûr, d'intéressantes IPO dans le nano.

D'aucuns mettent en garde contre une bulle nano. Comment l'éviter ?

En supprimant la cupidité humaine ! A vrai dire, je ne pense pas que le danger soit si grand, car tous les acteurs du nano ont reconnu les problèmes.

Quels problèmes ?

L'avenir nous dira si les offices de brevets sont capables de maîtriser une vague d'innovations techniquement très complexes et si les autorités réussissent à évaluer correctement les risques pour la santé. ph

KLAFS

Les spécialistes du 'wellness'

Design, qualité, compétence et service sont garantis par le leader du marché.



Sauna/Sanarium



Bain de vapeur



Whirlpool

Vous trouverez de plus amples informations dans notre catalogue gratuit de 120 pages, incl. CD-Rom.

Nom _____

Prénom _____

Rue _____

No. postale/Lieu _____

Téléphone _____

KLAFS

Klafs Sauna-Construction SA

13, Rue Gambetta, 1815 Clarens
Téléphone 021 964 49 22,
Telefax 021 964 71 95
clarens@klafs.ch, www.klafs.ch

D'autres bureaux de vente:
Baar, Berne, Brig, Coire, Dietlikon.

L'optimisme est de mise en Russie

Au cours des dernières années, aucun pays n'a produit autant de riches que la Russie. La recette de ce succès ? « Un optimisme sans limites », affirme Alexis Rodzianko, responsable Private Banking du Credit Suisse en Russie. Ce grand connaisseur de la Russie pense que l'optimisme durera même si l'actualité est parfois négative.

Interview : Andreas Thomann

Bulletin : La Russie affiche depuis des années des taux de croissance dont beaucoup réverraient. Quels sont les principaux moteurs de cette activité ?

Alexis Rodzianko : Les ressources du pays en pétrole et en gaz naturel. C'est un secret de polichinelle.

Est-ce à dire que la Russie dépend fortement d'un seul secteur ?

Oui, mais il ne faut pas oublier que c'était déjà un pays riche avant le boom de l'industrie pétrolière et gazière. La Russie a une forte population, d'importantes ressources en eau, de grandes forêts. Le gros point d'interrogation est la capacité des autres secteurs à contribuer eux aussi à la croissance. Mais cela, nous ne le saurons qu'à la fin de ce cycle, lorsque les prix du pétrole et du gaz rebaisseront.

A quels secteurs pensez-vous ?

Au secteur des logiciels par exemple, où la Russie tient d'ores et déjà la dragée haute à ses concurrents indiens. Cela s'explique par le nombre et la qualité des mathématiciens formés ici : d'une manière générale, plus les solutions à fournir sont complexes, plus les prestataires russes sont compétitifs.

D'autres exemples ?

L'agriculture jouera également un rôle essentiel, car la Russie dispose à grande échelle de terres arables. Le secteur des services, au potentiel toujours sous-exploité, est aussi promis à un bel avenir. C'est une évolution tout à fait perceptible dans les rues de Moscou : le temps où une grande partie des biens de consommation étaient vendus sur un coin de trottoir, qu'il vente, qu'il pleuve ou qu'il neige, est aujourd'hui révolu. Moscou ressemble de plus en plus aux villes d'Europe de l'Ouest, avec des galeries marchandes et des boutiques de luxe.

C'est peut-être vrai pour le centre de Moscou, mais au-delà ?

Au-delà, l'évolution est tout aussi impressionnante. La périphérie de la ville a vu naître ces dernières années d'immenses centres commerciaux. Mais la Russie ne s'arrête pas à sa capitale. Dans l'Oural, la dynamique économique est encore plus forte.

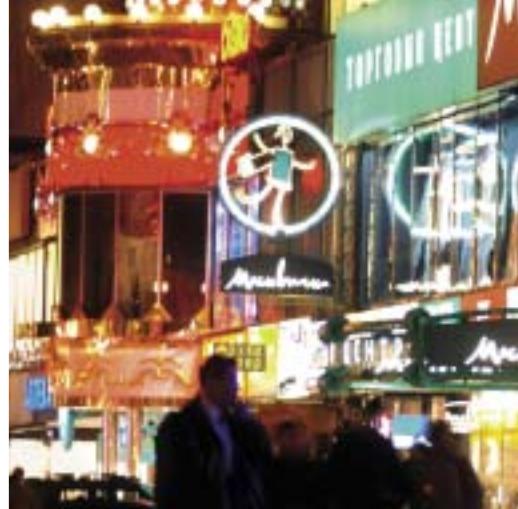
Les nouvelles sont moins bonnes sur le front de l'aéronautique, qui était pourtant l'une des fiertés de l'ancienne Union soviétique. Peut-on espérer des jours meilleurs ?

Absolument. Autrefois, la Russie essayait de tout faire de manière autonome ; aujourd'hui, elle accorde plus de place à la coopération. Ainsi, Boeing a établi dès 1993 un centre de recherche technique à Moscou pour mieux exploiter le savoir-faire commun. Et, début septembre, l'Etat a acquis 5% d'EADS, le constructeur d'Airbus. Je suis convaincu que l'industrie aéronautique russe sera à l'avenir un partenaire essentiel des deux plus grands avionneurs du monde. Elle conserve des bases très solides, à l'image de l'astronautique : la Russie domine le marché mondial de l'exploitation commerciale des satellites. L'aéronautique n'est pas un secteur en déclin, mais en transition, tout comme la Russie est un pays en transition.

Les institutions politiques traversent, elles aussi, une période de transition.

En septembre dernier, l'assassinat du vice-président de la Banque centrale, Andreï Kozlov, faisait les gros titres des journaux. Faut-il voir les prémisses d'un retour au capitalisme sauvage des années 1990 ?

J'espère que non. Cet événement tragique montre plutôt qu'il existe une volonté résolue de poursuivre la mise en œuvre des



Depuis quelques années, Moscou s'est transformée en une métropole dynamique. Des artères naguère excentrées, comme l'avenue Novy Arbat, sont devenues des zones commerciales animées (ci-dessus à droite), preuve de la richesse croissante du pays. Le secteur de l'énergie a été le principal moteur de cette prospérité. « Mais la Russie, c'est bien plus que du gaz et du pétrole, souligne Alexis Rodzianko, responsable Private Banking du Credit Suisse en Russie (à gauche). Un énorme potentiel sommeille dans l'agriculture, les services et les technologies de pointe. » Une visite au cosmodrome de Baïkonour (ci-dessus à gauche), l'un des principaux sites de lancement de satellites commerciaux, donne une idée de ce qui se produira lorsque ce potentiel sera pleinement exploité.

réformes, ce qui a pour effet de contrarier les intérêts des groupes criminels. Andreï Kozlov était une personnalité très respectée et un réformateur de premier ordre. Je pense qu'il n'était pas seul dans son combat et que ses réformes se poursuivront. On retrouve au sein du gouvernement comme dans l'opinion publique un large consensus autour de la nécessité de réformer.

Quel regard les Russes portent-ils sur l'économie de marché ?

C'est un système qui bénéficie d'un soutien peut-être plus fort encore que dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest, parce que les gens ont pu constater par eux-mêmes que le socialisme ne marchait pas. De nombreuses institutions, comme le système judiciaire, ont besoin d'être renforcées. Un exemple : en russe, le terme « application de la législation » est rendu par « siloviki », qui signifie également « pouvoir du ministère ». Autrement dit, même au niveau linguistique, on ne fait pas vraiment la différence entre l'exécutif et le judiciaire.

Quelle est la solidité des institutions dans votre domaine, le secteur financier ?

La commission de contrôle des banques et la Banque centrale ont énormément œuvré

au renforcement des institutions durant ces huit années depuis la crise du rouble. Toutefois, on ne pourra connaître la véritable solidité du système que lorsqu'il sera sous pression.

Quel est le risque ?

Pour l'heure, la pression ne pèse pas tant sur le secteur financier que sur les exportateurs, qui sont pénalisés par la vigueur du rouble. Mais même en envisageant le pire des scénarios, je ne vois pas le système s'écrouler comme il y a huit ans. Les banques ont une meilleure assise, les capitaux sont là. Sans parler de l'expérience acquise et de la diversification qui a été opérée.

Le 1^{er} juillet 2006, la Banque centrale a levé les dernières restrictions qui pesaient encore sur le marché financier. Est-ce un pas dans la bonne direction ?

Tout à fait. Plus aucune barrière n'empêchera désormais les investisseurs russes de placer leur argent à l'étranger. C'est un aspect très important pour nos activités onshore. En outre, la libre convertibilité du rouble en fait une monnaie bien plus intéressante pour les investisseurs.

Pensez-vous que l'époque où les Russes fortunés investissaient majoritairement à l'étranger appartient au passé ?

Les Russes vont se comporter comme la plupart des investisseurs. Ils connaissent mieux leur propre marché et ont pu se rendre compte au cours des dix dernières années que des investissements judicieux dans leur pays ont toutes les chances de rapporter plus que des placements sur des marchés progressant moins vite. Ils ont donc tout intérêt à investir chez eux au moins une partie de leur portefeuille. L'impôt sur les revenus des personnes physiques, fixé actuellement à 13% pour tous, joue aussi en ce sens. Parallèlement, les gens sont bien conscients que la Russie recèle également des risques importants. C'est pourquoi ils continueront de transférer à l'étranger une partie de leur fortune.

La Russie attire-t-elle les investisseurs étrangers ?

Au moins autant que tout autre marché émergent.

Que faut-il pour réussir son investissement en Russie ?

Je crois qu'il faut avant tout beaucoup d'optimisme et la volonté de planifier à long terme. <

Chine : la longue marche vers une croissance durable

Une évolution se dessine dans la politique de croissance de la Chine. Si la croissance demeure une priorité, l'accent est mis désormais sur la qualité plutôt que sur le taux de progression. Le gouvernement chinois semble décidé à engager des réformes dans de nombreux domaines.

Texte : Marcus Balogh

La croissance économique de la Chine atteint des proportions encore jamais vues dans le monde. Au cours des vingt années qui ont suivi le début des réformes lancées par Deng Xiaoping, le taux de croissance annuel a atteint en moyenne 10%, voire près de 20% dans certaines régions côtières. Durant cette période, le produit intérieur brut (PIB) de l'empire du Milieu a quasiment quintuplé.

Selon Paul Calello, Chief Executive Officer de Credit Suisse Asia Pacific, les chiffres ne reflètent pourtant pas à quel point la Chine a profité de ce développement : « Il faut imaginer que, pendant ces vingt années d'expansion, plus de 125 millions de gens sont sortis de la pauvreté la plus totale. La prospérité a amélioré la qualité de la vie à maints égards, et je ne parle pas forcément des biens de luxe, des téléviseurs modernes qui ont peut-être remplacé les vieux transistors. Sur le plan humanitaire, par exemple, l'évolution de la Chine vers l'économie de marché, même avec certaines « particularités chinoises », a permis une nette réduction de la mortalité infantile, une amélioration de la santé maternelle et infantile ainsi qu'une augmentation de l'espérance de vie. »

La Chine a besoin de nouveaux modèles de croissance

Malheureusement, une croissance aussi spectaculaire a son prix. Le rythme effréné des investissements a non seulement créé d'énormes surcapacités, mais a également causé une forte pollution de l'air et de l'eau. De plus, le boom économique a entraîné un mouvement migratoire sans précédent de l'Ouest pauvre et rural vers les villes en croissance rapide et de plus en plus prospères, provoquant par là même une aggravation des problèmes environnementaux dans les centres urbains. Un rapport du World Watch Institute révèle d'ailleurs que 16 des 20 villes les plus polluées du monde se trouvent en Chine. Et selon l'Association internationale du marché des émissions (International Emissions Trading Association ou IETA), la Chine est aujourd'hui responsable de 12% des émissions mondiales de dioxyde de carbone (CO_2), se classant ainsi en deuxième position derrière les Etats-Unis (23%). La situation est tout aussi alarmante en ce qui concerne la pollution de l'eau, la disparition des espèces et l'érosion des sols.

Cependant, aussi sombre que soit le tableau, une lueur d'espoir pointe à l'horizon. Le gouvernement chinois est tout à fait lucide sur le prix à payer pour la croissance débridée du pays. Lors d'une conférence de presse tenue en juin dernier, Zhu Guangyao, le vice-ministre chinois de l'environnement, a évalué les coûts annuels liés aux problèmes environnementaux à plus de 200 milliards de dollars américains. « La Chine est confrontée à un défi écologique de taille ; la pollution de l'eau, de l'air et des sols est vraiment un grand problème », a-t-il souligné, ajoutant que la situation était grave et n'incitait pas à l'optimisme. La conférence de presse avait été organisée à l'occasion de la parution du deuxième livre blanc chinois sur la protection de l'environnement (le premier livre blanc datait de 1996). Le rapport sur les mesures environnementales prises par la Chine entre 1996 et 2005 a été publié par l'office d'information du gouvernement chinois.

Les dirigeants du pays sont conscients que les coûts nécessaires pour réparer les dommages écologiques seront d'autant plus élevés que la situation actuelle persistera. En mars dernier, le Credit Suisse a organisé une conférence à Hongkong, lors de laquelle le vice-ministre chinois des finances, Zhu Zhigang, a présenté un exposé devant plus de 500 gestionnaires de fortune institutionnels. « Nous pensons que, devant un tel public, ce haut fonctionnaire du gouvernement aborderait des sujets comme la notation des emprunts d'Etat, l'évolution du marché des capitaux ou l'harmonisation macroéconomique, déclare Paul Calello, mais à notre grande surprise, le vice-ministre a parlé surtout de croissance durable et de ce qu'il a appelé les « nouveaux modèles de croissance. »

Des énergies nouvelles pour une nouvelle croissance

Ces nouveaux modèles de croissance semblent être effectivement d'actualité. En septembre dernier, plus de 500 personnalités de la vie économique, sociale et politique, issues de 27 nations, ont participé au « China Business Summit » organisé à Pékin par le Forum économique mondial sur le thème « Croissance durable grâce à l'innovation ». En toile de fond de ce sommet, l'objectif ambitieux que s'est fixé le gouvernement chinois d'ici à 2010, à savoir multiplier par deux le volume économique et réduire en même temps d'environ 20% l'intensité énergétique par habitant.



Fin 2005, le parc d'éoliennes de la Chine représentait une capacité de 1260 MW, ce qui n'est pas beaucoup comparé à l'Allemagne (18 428 MW) et à l'Espagne (10 027 MW), les leaders du marché. Mais la Chine rattrape vite son retard, et son potentiel est gigantesque. L'objectif du gouvernement chinois est d'atteindre une capacité de 30 000 MW en 2020. Toutefois, selon un rapport publié récemment par le CREIA (Chinese Renewable Energy Industries Association), Greenpeace et le GWEC (Global Wind Energy Council), même une capacité de 170 000 MW pourrait être considérée comme réaliste.

« La nécessité de rendre la Chine plus propre et plus efficace offre aussi à ce pays une chance unique de rejoindre les leaders mondiaux dans le secteur des produits durables. »

Paul Calello, CEO de Credit Suisse Asia Pacific

Même si les problèmes environnementaux de la Chine sont extrêmement graves, ils le seraient encore plus sans les réformes mises en œuvre. Et par rapport à d'autres économies émergentes, la Chine gère assez bien sa consommation d'énergie : au cours des vingt dernières années, le taux de progression de la consommation d'énergie a été inférieur de moitié au taux de croissance de la région, alors que dans d'autres nouveaux pays industrialisés comme l'Inde, la Corée du Sud et le Brésil, le taux de consommation d'énergie a toujours été supérieur au taux de croissance. Il est cependant incontestable que la Chine utilise l'énergie de manière beaucoup moins efficace que des pays industriels occidentaux tels que la Suisse ou même les Etats-Unis. Les objectifs élevés poursuivis par la Chine – faire doubler le volume de l'économie d'ici à 2010, voire quadrupler le PIB d'ici à 2020 en respectant des critères environnementaux – comportent d'énormes défis, mais aussi d'énormes possibilités : « La nécessité de rendre la Chine plus propre et plus efficace offre aussi à ce pays une chance unique de rejoindre les leaders mondiaux dans le secteur des produits durables, affirme Paul Calello. Les Chinois tournent à présent leur regard vers des sources d'énergie jusqu'ici inexploitées. Après une longue pause, ils parlent à nouveau d'hydroélectricité, d'énergie éolienne, de réacteurs nucléaires de la quatrième génération, de biodiesel ou d'autres énergies alternatives. »

La surchauffe de l'économie, une chance

Du point de vue des investissements, l'augmentation de la demande énergétique et les prix élevés en découlant vont favoriser l'émergence de nouveaux secteurs industriels et créer de nouvelles opportunités de placement. La Chine, par exemple, dispose déjà de plus de 60% des capacités mondiales en matière d'énergie solaire. Compte tenu de la taille de son marché intérieur, il n'est pas étonnant que le pays ait donné naissance à diverses entreprises compétitives dans ce secteur, comme Suntech Energy, que le Credit Suisse a fait entrer sur le marché et qui est devenue l'une des principales sociétés chinoises d'énergies alternatives. En termes de capitalisation boursière,

Suntech Energy est en outre la plus grande entreprise privée chinoise cotée à la Bourse de New York.

La question est maintenant de savoir si le gouvernement a suffisamment de pouvoir pour mener à bien ses projets. Certains changements urgents pourront être réalisés sans grandes difficultés. « Le gouvernement chinois sait très bien quelles sont les mesures à prendre pour équilibrer la croissance et protéger l'environnement. Après tout, la Chine n'est pas le premier pays à se voir confronté à ce genre de problèmes, explique Paul Calello. Elle doit lutter contre l'inefficience, investir davantage dans des technologies et des processus efficaces et concentrer ses ressources sur des activités à haute valeur ajoutée. Cela, c'est la partie la plus facile. Par contre, s'assurer le soutien sans réserve d'autorités communales et provinciales réfractaires sera une entreprise beaucoup plus ardue. »

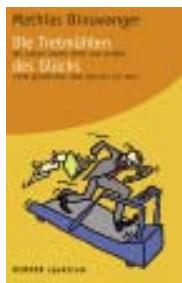
Paul Calello sous-entend par là que la législation chinoise en matière de protection de l'environnement est certes impressionnante, mais que l'application des lois laisse plutôt à désirer. Il y a trois raisons à cela. Tout d'abord, la formulation des textes de loi est assez vague, et certaines dispositions des grandes lois environnementales ressemblent plus à des communications politiques qu'à des ordonnances. Ensuite, les tribunaux chinois sont soumis à de nombreuses influences extérieures, notamment celles du parlement, du gouvernement ou des représentants d'intérêts commerciaux. Et enfin, les investissements dans le secteur de l'environnement étant surtout payants à long terme, la nécessité d'une action immédiate n'est pas toujours reconnue. Tout cela entraîne d'importants dysfonctionnements dans la mise en œuvre des lois environnementales et explique pourquoi, malgré les efforts d'un demi-million de fonctionnaires au ministère de l'environnement et dans d'autres organisations, il n'a pas été possible, ces dernières années, d'améliorer notablement la situation de l'environnement en Chine.

Néanmoins, l'avenir écologique du pays n'est pas si sombre que les Cassandre veulent le faire croire. L'empire du Milieu a quand même enregistré quelques succès avec sa législation environnementale, et le gouvernement sait très bien ce qu'il faut faire pour réparer les dégâts écologiques. D'un autre côté, il n'y a pas de solution miracle. Paradoxalement, le taux de croissance élevé de la Chine pourrait contribuer à favoriser l'application de lois plus strictes. La surchauffe de l'économie et le contrôle de la croissance donnent en effet de plus en plus de soucis aux Chinois, et comme la protection de l'environnement a souvent tendance à freiner le développement économique, un certain ralentissement pourrait être le bienvenu.

Paul Calello, qui travaille en Asie depuis plus de dix ans, préfère adopter une attitude pragmatique : « Attendons de voir comment la situation va évoluer. Le gouvernement a placé le développement durable parmi ses grandes priorités, et cette tendance progresse aussi ailleurs. Dans certains domaines, le développement durable sera assuré par des fonctionnaires gouvernementaux, qui surveilleront ce qui se passe derrière les murs des fabriques. Dans d'autres domaines, ce sont les marchés de capitaux qui induiront le changement de cap souhaité. Le concept de développement durable nous obligera à exercer nos activités d'une autre manière. Une telle mutation a son prix et nous confrontera à de nouveaux défis. La transition ne sera pas facile, mais elle est indispensable. Le gouvernement chinois connaît l'importance des enjeux et sait ce qu'il a à faire. Ne le sous-estimons pas. » <

Die Tretmühlen des Glücks

Wir haben immer mehr und werden nicht glücklicher.
Was können wir tun ?



Par **Mathias Binswanger**
Edition cartonnée
224 pages
ISBN 3-451-05809-X

«L'argent ne fait pas le bonheur.» Cette phrase semble être à première vue un vieux cliché. Plusieurs intellectuels, d'Adam Smith, le père de l'économie, au philosophe Erich Fromm, nous ont appris en effet que l'argent et la consommation ne rendaient pas les gens heureux. Alors pourquoi écrire un autre livre sur le sujet ? En y regardant de plus près, nous constatons que cette vérité n'a guère influencé notre comportement jusqu'à présent. Mathias Binswanger tente une nouvelle fois de démontrer que la recherche du bonheur ne se résume pas à gagner davantage d'argent.

Ce professeur d'économie décrit quatre types de comportement par lesquels nous espérons être plus heureux, sans nous apercevoir bien souvent que nous n'obtenons pas la récompense attendue. De par sa formation, Binswanger a opté pour une approche économique, mais essaie toujours d'envisager les choses sous un angle pluridisciplinaire. Pour étayer ses thèses, il cite de nombreuses recherches et références bibliographiques. La lecture de ce livre n'en demeure pas moins fluide et divertissante. Evitant les grands mots, Binswanger expose avec précision ses conclusions et le contexte dans lequel elles s'inscrivent. Bien entendu, il ne se contente pas d'expliquer les causes du mal, mais propose également dix stratégies pour ne pas retomber dans les mêmes écueils. Tous ceux qui ne sont pas satisfaits de leur dernière voiture ou qui suivent des cours pour apprendre à gérer leur temps devraient se procurer impérativement cette étude approfondie sur le bonheur. mk

Switzerland Business & Investment Handbook

Economy, Law, Taxation, Real Estate, Residence,
Facts & Figures, Key Addresses



Par **Christian H. Kälin**
Edition reliée
766 pages
ISBN 3-280-07096-1

Comment investir, travailler, vivre et faire des affaires en Suisse ? Telle est la question à laquelle répond de manière détaillée l'ouvrage de référence « Switzerland Business & Investment Handbook », sur lequel nous avons déjà attiré votre attention lors de sa parution. Dans plus de 30 articles spécialisés, des experts chevronnés fournissent les principales informations, y compris juridiques, sur la place économique suisse. Ce manuel est avant tout destiné aux investisseurs, aux entrepreneurs, aux conseillers, aux fiduciaires et aux nouveaux arrivants anglophones. Mais en lisant par exemple l'introduction du spécialiste de la Suisse Clive Church, de l'Université du Kent, on s'aperçoit que le public cible est beaucoup plus large. Ainsi, les articles de Jean-Baptiste Zufferey, de la Commission fédérale des banques, de Xavier Oberson, de l'Université de Genève, d'Eric Scheidegger, du seco, de Judith Schmidt, de l'Autorité de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, ou encore l'étude sur la Suisse et l'Union européenne de Barbara Beck, de l'hebdomadaire britannique « The Economist », ainsi que la contribution de Martin M. Naville, de la Swiss-American Chamber of Commerce, sur la Suisse et les Etats-Unis permettent aux lecteurs de porter un regard différent sur les Helvètes et d'apprendre de nouvelles choses. De nombreux aspects sont approfondis sur le portail www.swissnetwork.com, où sont ajoutées régulièrement des données statistiques. schi

Trois exemplaires de cet ouvrage seront tirés au sort en collaboration avec Henley & Partners sur www.credit-suisse.com/emagazine. Vous pourrez lire également sur ce site des extraits tirés des articles d'Urs P. Gauch sur le corporate banking et d'Arthur Vayloyan sur le private banking.

Vous trouverez les deux livres présentés sur www.buch.ch.

Editeur Credit Suisse, case postale 2, 8070 Zurich, téléphone 044 333 11 11, fax 044 332 55 55 **Rédaction** Daniel Huber (dhu), rédacteur en chef, Marcus Balogh (ba), Michèle Bodmer (mb), Regula Gerber (rg), Matt Knaus (mk), stagiaire, Mandana Razavi (mr), stagiaire, Andreas Schiendorfer (schi), Andreas Thomann (ath), **E-mail** redaktion.bulletin@credit-suisse.com **Collaboration** Peter Hossli (ph), Dominik Pfister, Axel Reichlmeier (ar), Jürg Roggenbauch **Internet** www.credit-suisse.com/emagazine **Marketing** Veronica Zimnic (vz) **Réalisation** www.arnolddesign.ch: Daniel Peterhans, Monika Häfliger, Urs Arnold, Petra Feusi (gestion de projet) **Adaptation française** Anne Civel, Michèle Perrier, Jean-Michel Brohée, Aldo Giovannoni, Bernard Leiva, Virginie Mainguy, Marie-Sophie Minart, Stéphane Plagnol **Annonces** Yvonne Philipp, Strasshus, 8820 Wädenswil, téléphone 044 683 15 90, fax 044 683 15 91, e-mail yvonne.philipp@bluewin.ch **Tirage contrôlé REMP 2006**: 125 039 exemplaires **Impression** NZZ Fretz AG **Commission de rédaction** René Buhholzer (responsable Public Affairs Credit Suisse), Othmar Cueni (responsable Business School Private Banking Institute), Monika Dunant (responsable Communications Private Banking), Tanya Fritsche (Online Banking Services), Eva-Maria Jonen (Customer Relation Services, Marketing Winterthur Insurance), Maria Lamas (Financial Products and Investment Advisory), Andrés Luther (Group Communications), Charles Naylor (Chief Communications Officer Credit Suisse Group), Fritz Stahel (Credit Suisse Economic Research), Bernhard Tschanz (responsable Research Switzerland), Christian Vonesch (responsable Private and Business Banking Aarau) **112^e année** (paraît cinq fois par an en français, en allemand, en italien et en anglais) **Reproduction** autorisée avec la mention « Extrait du Bulletin du Credit Suisse ». **Changements d'adresse** Les changements d'adresse doivent être envoyés par écrit, en joignant l'enveloppe d'expédition, à votre succursale du Credit Suisse ou au Credit Suisse, ULAZ 12, case postale 100, 8070 Zurich.

Cette publication a un but uniquement informatif. Elle ne constitue ni une offre, ni une invitation du Credit Suisse à acheter ou à vendre des titres. Les références aux performances antérieures ne garantissent nullement des évolutions positives dans l'avenir. Les analyses et conclusions exposées dans la présente publication ont été élaborées par le Credit Suisse et peuvent déjà avoir été utilisées pour des transactions des sociétés du credit Suisse Group avant leur communication aux clients du Credit Suisse. L'avis du Credit Suisse, présenté dans cette publication sous réserve de modifications, a été émis à la date de la mise sous presse. Le Credit Suisse est une banque suisse.



« Attirer les collaborateurs qualifiés devient essentiel »

Interview : Daniel Huber

En sa qualité de président de la Confédération des entreprises européennes (UNICE), Ernest-Antoine Seillière représente les intérêts de 20 millions d'entreprises. Il plaide pour une plus grande flexibilité des salariés. A condition que ces derniers puissent être sûrs de toujours retrouver un emploi.

Bulletin : Quels rapports entretenez-vous avec la Suisse ?

Ernest-Antoine Seillière : Des rapports très étroits. Il faut dire que j'ai épousé une Suissesse et que nos enfants ont donc également la nationalité helvétique. Voilà pourquoi je me rends fréquemment en Suisse, où m'appellent aussi mes affaires. Je me qualiferais de grand admirateur de ce pays.

Qu'appréciez-vous en Suisse ?

J'y admire avant tout le système de démocratie directe, qui donne au peuple un pouvoir étendu, que ce soit au niveau communal, cantonal ou fédéral. De par mes liens familiaux avec la Suisse, je suis de très près les élections et les votations. La Suisse est en outre parvenue, mieux que tout autre pays, à réunir des cultures diverses dans un même Etat tout en respectant les différences. A cet égard, le modèle helvétique peut avoir valeur d'exemple pour l'Europe. Par ailleurs, et malgré sa petite taille, la Suisse est un acteur économique de poids, qui abrite le siège de nombreux groupes multinationaux.

Alors que l'économie suisse se porte bien et que le chômage dépasse à peine 3%, le Baromètre des préoccupations établi tous les ans à la demande du Bulletin montre que l'emploi demeure en tête des inquiétudes de la population. Comment l'expliquer ?

En tout cas pas sur la base de données chiffrées. D'autant qu'à mon avis, la Suisse a une approche exemplaire vis-à-vis du chômage. Les personnes concernées bénéficient d'une bonne couverture sociale, et tout est mis en œuvre pour les aider à retrouver un emploi. Force est toutefois de constater que, d'une manière générale, les relations de travail se sont modifiées ces dernières années. La pression concurrentielle internationale et l'ouverture des marchés résultant de la mondialisation exigent une plus grande flexibilité de la part des salariés. S'il n'était pas rare autrefois de passer toute sa vie active au sein de la même entreprise, il devient normal à présent de changer plusieurs fois d'employeur au cours d'une carrière. Les gens doivent constamment s'adapter et acquérir de nouvelles compétences. Une obligation

de flexibilité qui engendre de l'incertitude. Dès lors, les craintes exprimées par les Suisses sont compréhensibles malgré le faible taux de chômage.

Que pensez-vous du rôle joué par la Suisse en Europe ?

Grâce au doigté de ses diplomates, la Suisse est parvenue à négocier au sein de l'Europe un statut particulier très proche de celui d'Etat membre à part entière, mais sans s'engager complètement. Dans le même temps, elle garde toutes les options ouvertes pour l'avenir. La neutralité suisse, par contre, a certainement perdu de son importance après l'effondrement du bloc de l'Est, dans un monde où la tendance est désormais au multilatéralisme.

Ce statut particulier vis-à-vis de l'Europe est-il plutôt un avantage ou un inconvénient pour la Suisse au regard de la mondialisation croissante des échanges ?

Les membres de l'Union européenne (UE) partent naturellement du principe que ce regroupement en un espace économique fort de 500 millions d'individus les ren-



Le président de la Confédération des entreprises européennes (UNICE, pour «Union of Industry and Employers Confederations in Europe») s'appelle de son nom complet Baron Ernest-Antoine Seillière de Laborde. Il ne tient toutefois pas spécialement à son titre de noblesse, qu'il n'utilise d'ailleurs pas. Agé de 69 ans, il est issu de la famille Wendel, tête de pont d'un vaste empire sidérurgique. Après des études à l'Ecole nationale d'administration (ENA), il travaille dix ans dans les services diplomatiques et, en 1975, il enseigne pendant un an au Center for International Affairs de Harvard. En 1976, il rejoint Wendel, le groupe familial, alors contraint à se réorienter du fait de la nationalisation de son métier de base, la production d'acier. Ernest-Antoine Seillière parvient cependant à transformer l'entreprise tricentenaire en une société d'investissement extrêmement rentable. Parallèlement à ses activités de direction au sein de Wendel Investment, il occupe la présidence du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) de 1997 à 2005. Il préside l'UNICE depuis juillet 2005.

force et qu'ils sont ainsi mieux armés pour faire face à la concurrence de plus en plus âpre des pays émergents comme la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil ou même l'Afrique du Sud. A côté, la Suisse avec ses 7 millions d'habitants paraît bien petite, d'où la nécessité pour elle de se rapprocher de l'Europe pour rester dans la danse.

Comment l'Europe peut-elle retrouver son rayonnement passé ?

Pour que l'Europe réussisse à faire encore entendre sa voix sur la scène internationale dans les vingt à trente années qui viennent, il lui faut d'urgence prendre tout un arsenal de mesures et de réformes. A commencer par celles prévues par l'«agenda de Lisbonne».

Qu'est ce que cet «agenda de Lisbonne» ?

En 2000, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE s'étaient accordés sur un programme de mesures ayant pour objectif de faire de l'Union européenne l'économie la plus compétitive et la plus dynamique du monde sur le plan des connaissances avant 2010. Or quasiment rien n'a bougé à ce jour en la matière ; seule une infime partie des mesures arrêtées ont été appliquées. Cela doit changer au plus vite. Ensuite, la mise en place d'un grand marché commun doit être accélérée. Des progrès considérables ont certes été accomplis pour ce qui est des échanges de marchandises entre les vingt-cinq Etats membres, mais des obstacles demeurent dans le secteur des services. L'UE doit en outre améliorer sans tarder son système de gouvernance. Enfin, il lui faut lutter contre le protectionnisme national qui s'installe faute d'une réelle volonté politique à l'échelle européenne.

Ce protectionnisme n'est-il pas aussi le signe que l'Union européenne s'étend trop au goût de certains de ses membres ?

Nous voyons dans l'élargissement de l'UE un facteur positif. Les nouveaux entrants constituent un formidable gisement d'opportunités économiques. Sans compter que les exportations vers ces nouveaux membres sont supérieures aux importations qui en proviennent. Et que les programmes de développement menés par l'UE dans ces nouveaux Etats membres ouvrent eux aussi de nouveaux horizons aux entreprises.

L'ouverture des frontières suscite néanmoins la crainte d'un afflux d'étrangers.

A tort, comme le montrent les exemples de la Suède, de l'Irlande ou du Royaume-Uni, qui ont entièrement ouvert leurs marchés du travail et s'en félicitent aujourd'hui, dans la mesure où ces pays ont pu pallier leurs pénuries de personnel grâce à des travailleurs migrants. S'il est compréhensible, le réflexe de vouloir protéger son travail face à la main-d'œuvre étrangère n'est donc pas justifié. Il est de surcroît entretenu souvent artificiellement par les médias. C'est ainsi qu'avant le référendum sur la Constitution européenne, la France s'est affolée à la perspective d'une déferlante de plombiers polonais...

Et combien de plombiers polonais ont finalement mis le cap sur Paris ?

Pas un seul, malheureusement. Or nous en aurions grand besoin ! Mais revenons à notre plan de mesures. Il importe également, dans tous les Etats de l'UE, de réformer les systèmes sociaux afin de les pérenniser. Nous voulons que les Européens puissent continuer à se couvrir contre les risques de la vie, comme la maladie ou le chômage.

Les droits et les acquis sociaux arrachés de haute lutte par les travailleurs au siècle dernier portent-ils aujourd'hui atteinte à la compétitivité des vieilles nations industrialisées ?

Il est vrai que quelques adaptations sont devenues nécessaires dans les systèmes socio-économiques des vieilles nations industrielles afin de conférer une certaine flexibilité à ces systèmes. De nos jours, la rapidité de réaction est une condition essentielle, même si une certaine sécurité est souhaitable. Je ne veux pas dire par là qu'il faut à tout prix maintenir quelqu'un à son poste, mais plutôt qu'il faut donner aux gens la certitude qu'ils pourront toujours retrouver un emploi. Il s'agit là d'une approche différente, globale, qui exige de chacun un changement de mentalité.

Qu'est-ce qui fait selon vous un bon employeur ?

Le capitalisme a traversé plusieurs phases. A celle des mouvements de travailleurs et de la conquête des acquis sociaux a succédé celle des «managers». On était convaincu à l'époque qu'une bonne gestion était le seul et unique facteur de réussite. Actuellement, je dirais que nous sommes à l'ère de la toute-puissance des actionnaires. Nous nous acheminons pourtant lentement mais sûrement vers une phase où le recrutement de collaborateurs compétents et leur fidélisation deviendront un critère de succès

décisif. Une évolution qui découle tout droit de la tendance des grands groupes à délocaliser toujours davantage leurs tâches simples et à ne conserver que les activités stratégiques pour les confier à du personnel spécialisé et hautement qualifié. Le rôle de l'employeur va donc devenir de plus en plus complexe. La formation et l'acquisition de nouvelles aptitudes seront alors les clés de la réussite.

Quelle est l'importance de la loyauté pour une entreprise ?

Voilà un terme dont il est impossible de donner une définition universelle. Tout dépend de la culture d'entreprise et de l'attitude des dirigeants dans des circonstances données. La loyauté résulte de la juxtaposition d'un certain nombre d'éléments. Cependant, j'estime qu'une atmosphère générale de loyauté est décisive pour la compétitivité mondiale d'une entreprise.

Quel a été votre premier emploi ?

J'ai travaillé dix ans dans la diplomatie.

Et pourquoi avoir bifurqué ?

Les premières années ont été passionnantes. J'ai parcouru le monde et rencontré beaucoup de gens intéressants. En général, la fin d'une carrière diplomatique réserve à nouveau des tâches très stimulantes et de grandes responsabilités. Par contre, pour moi qui ai l'esprit d'entreprise très développé, la période intermédiaire semblait plutôt fade et frustrante. C'est pourquoi j'ai changé de voie au bout de dix ans pour entrer dans l'entreprise familiale.

C'était un peu la solution de facilité...

Détrompez-vous. L'entreprise familiale, alors tricentenaire et dans sa neuvième génération, était exsangue. La nationalisation de la sidérurgie, notre métier de base, l'avait pratiquement réduite à néant. J'ai voulu essayer malgré tout de lui offrir un avenir prometteur.

Y êtes-vous parvenu ?

Le groupe Wendel figure aujourd'hui parmi les plus grandes sociétés d'investissement d'Europe. Nous détenons principalement des participations majoritaires axées sur le long terme dans des entreprises leaders de l'industrie et des services. Il y a quatre ans, je me suis retiré des affaires centrales et j'ai créé une structure visant à combiner la vision de long terme d'une entreprise familiale traditionnelle et le dynamisme d'une jeune équipe dirigeante. Je pense que nous sommes ainsi bien armés pour la prochaine génération. <

A la santé de l'économie européenne

L'UNICE, Confédération des entreprises européennes, représente auprès de l'Union européenne à Bruxelles les intérêts de 39 fédérations issues de 33 pays.

Après le chaos et les ravages de la Seconde Guerre mondiale, il importait que l'Europe s'attelle à sa reconstruction. Plusieurs organisations internationales furent créées pour faciliter la coordination entre les pays et accélérer le redressement économique. Conséquence directe du Traité de Rome, acte de naissance de l'Union européenne, l'UNICE vit le jour en mars 1958.

Les six Etats porteurs de l'idée européenne, à savoir l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas, étaient représentés au sein de l'UNICE par huit associations membres. Quant à la vocation de cette confédération, elle a toujours été la défense des intérêts des milieux d'affaires du Vieux Continent devant les institutions européennes.

Deux associations membres pour la Suisse

L'UNICE a continué à croître parallèlement à l'Union européenne au cours des dernières décennies. Elle fait à présent valoir les intérêts de 39 fédérations d'employeurs originaires de 33 pays, qui n'appartiennent pas nécessairement à l'Union européenne. La Suisse est ainsi représentée à l'UNICE par deux associations : la Fédération des entreprises suisses (economiesuisse) et l'Union patronale suisse. Au total, l'UNICE défend les intérêts de quelque 20 millions d'entreprises européennes.

L'UNICE résume sa mission de la manière suivante :

- Collaboration avec les institutions de l'Union européenne
- Crédit d'une plate-forme permettant aux entreprises d'Europe d'examiner les politiques et propositions législatives européennes et d'élaborer des prises de position communes
- Mise en avant du point de vue des entreprises européennes dans le processus décisionnaire et législatif de l'Union
- Représentation de ses associations membres dans le dialogue social au niveau européen

Ernest-Antoine Seillière est le quatorzième président de l'histoire de l'UNICE. Sa nomination a rencontré une large adhésion chez les associations membres. Auparavant, il s'était forgé une réputation de fin tacticien



Ernest-Antoine Seillière avec Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne (BCE).

en tant que président du Mouvement des entreprises de France (MEDEF). Durant les sept années de son mandat, il a restructuré l'association, alors en crise, pour en faire un organe majeur. Il a par ailleurs stigmatisé sans relâche le manque d'empressement de Jacques Chirac à lancer des réformes. Ce sont également des paroles sans ambiguïté qu'il a prononcées lors de son entrée en fonction à la présidence de l'UNICE en été 2005 : « Je serai moins diplomate que mon prédécesseur lorsqu'il sera question de défendre ma vision des choses. Il faut agir, et vite. »

« La langue des affaires »

Pour appuyer ses propos, Ernest-Antoine Seillière n'hésite pas à employer des moyens peu conventionnels. C'est ainsi qu'il a organisé en octobre 1999, alors qu'il était encore à la tête du MEDEF, une manifestation de protestation contre l'initiative des 35 heures, qui a réuni 30 000 entrepreneurs.

A mentionner enfin, un mini-incident franco-français survenu en mars dernier lors du sommet européen de Bruxelles, lorsque le chef d'Etat français Jacques Chirac, mécontent de voir le président de l'UNICE tenir son discours en anglais, a quitté la salle avec trois de ses ministres. Pragmatique, Ernest-Antoine Seillière n'y est pas allé par quatre chemins : « L'anglais est la langue des affaires. » **dh**

@propos

Vivre sans Internet ?

Il est faux de parler de « fossé des générations » en matière de technologie, car il s'agit plutôt d'un abîme que l'évolution technique creuse encore. Chaque génération s'est certainement dit la même chose, mais je me demande si les enfants sont plus intelligents de nos jours que nous ne l'étions à leur âge ou si nous nous sommes laissé distancer. Aucun doute, cependant, les générations appréhendent différemment la technologie.

Les représentants de la « génération X » ou Gen Xers (1965–1980), comme moi, pensent avoir grandi avec la technologie, ce qui est vrai par rapport aux baby boomers (1945–1964). J'ai utilisé un ordinateur Macintosh Apple II pour la première fois en 1986, à mon entrée au lycée, soit neuf ans après le lancement du premier

PC, Apple I. Travailler chaque jour sur ordinateur, voire en posséder un, était alors inconcevable. Cette année-là au lycée, je crois que seul un adolescent d'une riche famille de la baie de San Francisco avait un ordinateur dit « personnel ». La « génération Y » (1980–1994), ou « génération WWW », est censée être plus douée dans le domaine technique, mais beaucoup de gens nés à ce moment-là ont dû, comme les Gen Xers, s'adapter aux nouvelles technologies. Et même si les enfants ayant vu le jour à la fin des années 1980 et au début des années 1990 ont côtoyé l'électronique dès leur plus jeune âge, il serait intéressant d'observer ceux qui sont venus au monde après l'année 2000. Car cette nouvelle génération a toujours utilisé ordinateurs, Internet et appareils numériques.

michele.bodmer@credit-suisse.com



Incroyable, non ? Mon filleul de 4 ans, par exemple, va sur le Net depuis plus d'un an. Non, il n'a pas son propre site, il apprend juste l'alphabet avec l'aide de la marionnette Elmo, sur le site de la Rue Sésame (www.sesameworkshop.org). En tant que marraine, je le trouve très éveillé pour son âge, mais j'ai découvert que de nombreux bambins utilisent le Web avec leurs parents comme outil pédagogique complémentaire.

Avec succès, semble-t-il. J'étais récemment à côté de mon filleul quand il est soudain devenu étonnamment calme. Peu après, il me dit : « Tatie, je pense beaucoup. » « A quoi ? », ai-je demandé. « Aux dinosaures, aux tracteurs, à la jungle... »

Avec la technologie moderne, même un petit garçon peut trouver sa voie dans ce vaste monde.

credit-suisse.com/emagazine

Chat en direct avec l'un des lauréats des Sports Awards

Le 16 décembre, lors du gala télévisé « Credit Suisse Sports Awards 2006 » retransmis depuis le centre des expositions BEA de Berne, nous saurons qui succédera à Simone Niggli-Lüder et à Tom Lüthi comme sportifs suisses de l'année. Après la « Nati » en 2005, qui sera l'équipe suisse de l'année ? Les gagnants de l'an passé garderont-ils leur couronne, comme cela s'est déjà produit ?

Les meilleurs sportifs suisses sont élus par les journalistes sportifs, par les téléspectateurs et, pour la première fois, par les athlètes suisses eux-mêmes, plus précisément par les quelque 800 titulaires de la Swiss Olympic Card. Le vote du jury spécialisé, composé des rédactions sportives des médias et de l'Association des journalistes sportifs sportpress.ch, celui des téléspectateurs et celui des athlètes compétent chacun pour un tiers.

En plus des trois catégories principales (sportive, sportif, équipe), le meilleur « newcomer » (élu par le public exclusivement

Qui succédera à
Simone Niggli-Lüder
et à Tom Lüthi ?
Réponse le
16 décembre.



sur Internet et par SMS), le meilleur entraîneur (désigné par l'Association des entraîneurs diplômés) et le sportif handicapé de l'année (choisi par la presse sportive) seront également récompensés.

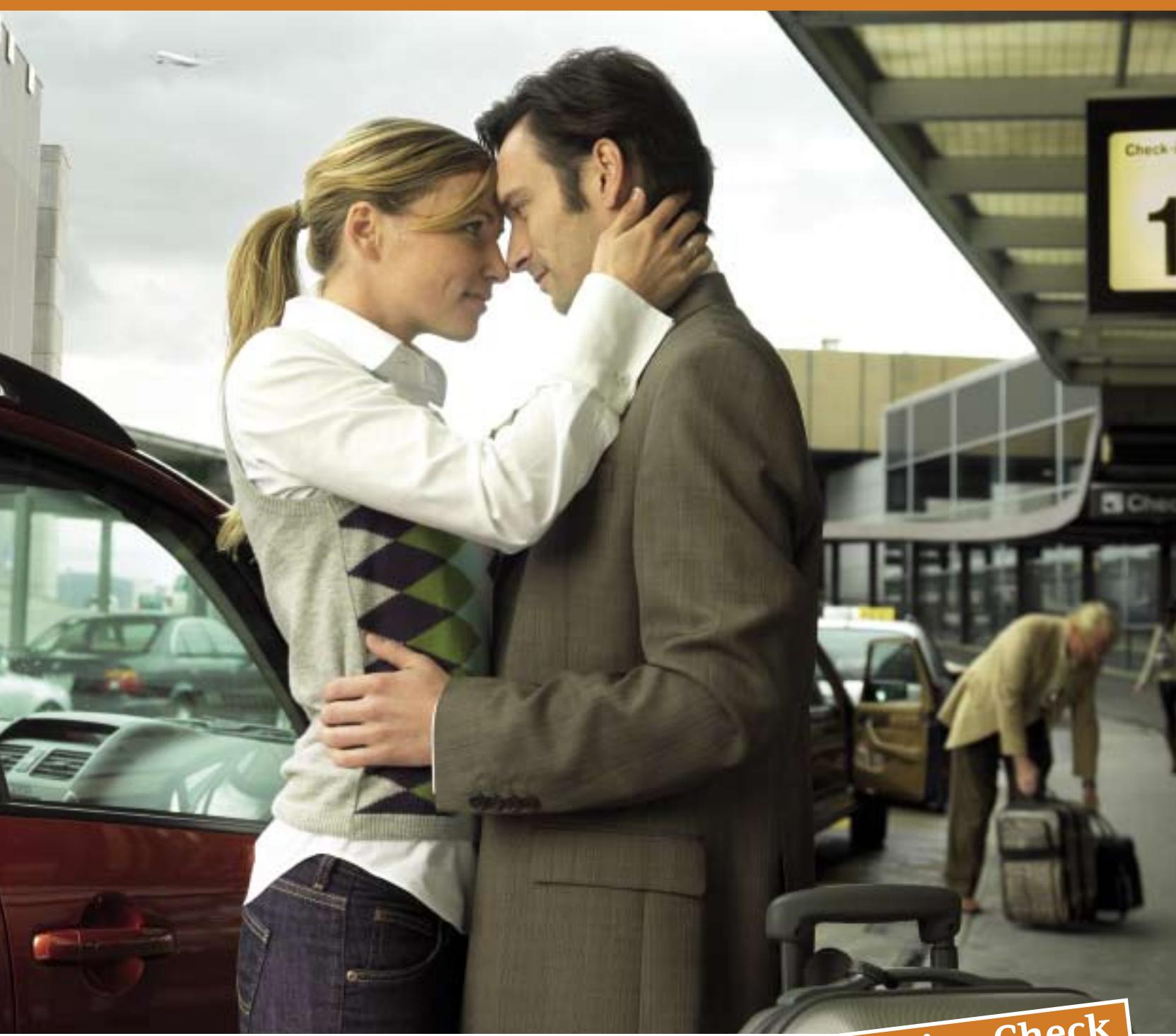
Quel que soit le résultat, les lecteurs de l'emagazine du Credit Suisse pourront chater avec l'un des six lauréats. L'invité et l'heure du chat seront indiqués sur le site Internet après la remise des prix. [ath](#)

Pour ne pas manquer cet événement, abonnez-vous à notre newsletter hebdomadaire.

Informations complémentaires :

www.credit-suisse.com/emagazine (rubrique « Newsletter »)

- 9h15: en panne avec une batterie à plat.
- 10h30: passé le check-in, comme prévu.



Le service Assistance Sinistres de la Winterthur – unique en son genre et gratuit.

Pour les assurés de la Winterthur, un «pépin» de voiture n'est pas un vrai problème: un simple appel et le gestionnaire des sinistres se charge de toutes les formalités et organise le dépannage, la réparation et fait venir, si nécessaire, une voiture de remplacement sur le lieu du sinistre. Or, tout cela – et bien d'autres choses encore – n'est pas lié à un supplément de prix, mais gratuit. Si vous détestez rater vos rendez-vous et ne voulez surtout pas vous priver de tels avantages, faites un Service-Check et informez-vous au 0800 809 809 ou directement auprès d'un conseiller de la Winterthur.

A vos côtés au quotidien.

Service-Check

Que vaut vraiment votre assurance en cas de sinistre?
www.winterthur.com/ch/service-check

—winterthur

519 ans d'expérience
se réunissent sur la ligne de départ.
Le 29 janvier 2007.



Excellentes nouvelles pour les investisseurs: les quatre banques privées suisses Clariden, Leu, Hofmann, BGP et Credit Suisse Fides ont fusionné pour former la banque Clariden Leu et continuer ainsi à répondre aux exigences élevées des clients privés du monde entier. Un private banking de premier ordre et des produits de placement dynamiques font la différence grâce à une interaction sans pareille. A partir du 29 janvier 2007.

Zurich, Bâle, Genève, Lausanne, Lugano, Beyrouth, Buenos Aires, Guernesey, Hong-Kong, Istanbul, Le Caire, Lisbonne, Londres, Monaco, Montevideo, Moscou, Nassau, Oslo, Riga, São Paulo, Singapour

La création de Clariden Leu interviendra en janvier 2007, sous réserve de l'accord des autorités compétentes et après inscription au registre du commerce, à la suite de la fusion des cinq banques affiliées de Credit Suisse Group, à savoir la Banque Clariden, la Banque Leu, la Bank Hofmann, la BGP Banca di Gestione Patrimoniale ainsi que Credit Suisse Fides.

a CREDIT SUISSE GROUP company